



Assemblée générale

Distr. générale
29 avril 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2025

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2025

Titre VI

Droits humains et affaires humanitaires

Chapitre 24

Droits humains

Programme 20

Droits humains

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	3
A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023**	3
Orientations générales	3
Programme de travail	21
Sous-programme 1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	21
Sous-programme 1 a). Intégration des droits humains	21
Sous-programme 1 b). Droit au développement	25
Sous-programme 1 c). Recherche et analyse	30

* [A/79/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



Sous-programme 2. Appui aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	36
Sous-programme 3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	42
Sous-programme 4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	46
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025***	53
Vue d'ensemble	53
Organes directeurs	67
Direction exécutive et administration	69
Programme de travail	72
Sous-programme 1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	72
Sous-programme 2. Appui aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	73
Sous-programme 3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	74
Sous-programme 4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	75
Appui au programme	76
II. Comité des personnes disparues à Chypre***	78
III. Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne***	80
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2025	90
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes	94
III. Ressources financières et postes : vue d'ensemble	104

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

I. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

A. Projet de plan-programme pour 2025 et exécution du programme en 2023

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 24.1 Le Programme des Nations Unies pour les droits de l'homme est chargé de la promotion, de la protection, de la jouissance et de la pleine réalisation, par tous les peuples, de tous les droits humains. Son mandat découle des dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, notamment des principes et recommandations qui y figurent, entérinés par l'Assemblée générale dans sa résolution [48/121](#), de la résolution [48/141](#) de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a créé le poste de Haut(e)-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, des textes issus des conférences et sommets organisés sur la question par les Nations Unies, dont la résolution [70/1](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », et d'autres résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme. Outre le droit international des droits de l'homme, le programme est guidé par le droit international humanitaire applicable.
- 24.2 Régi par les principes d'universalité, d'objectivité, d'impartialité, d'indivisibilité et de non-sélectivité, le programme a pour objectif d'éliminer les obstacles au plein exercice de l'ensemble des droits humains et d'empêcher la poursuite des atteintes à ces droits, notamment avec le concours des parties concernées. Il contribue à l'exécution du Programme 2030 par les États Membres ainsi qu'à l'avènement d'un mode de développement équitable et durable, qui réponde aux besoins de l'humanité, notamment en ce qui concerne la prévention et le règlement des conflits.
- 24.3 Le programme est dirigé par le Haut-Commissaire, principal responsable des activités de l'Organisation dans le domaine des droits humains, sous la direction et l'autorité du Secrétaire général, et il dépend de la compétence générale, des pouvoirs et des décisions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme.

Stratégie et facteurs externes pour 2025

- 24.4 Dans un contexte mondial marqué par des menaces hypothéquant la jouissance des droits humains par tous et toutes, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme continuera d'appuyer les mécanismes relatifs à ces droits et d'aider les États à se conformer à leurs obligations en la matière. Les États Membres qui en font la demande bénéficieront d'une aide et d'une coopération accrues en matière de questions relatives aux droits humains dans le cadre d'accords bilatéraux. Le Haut-Commissariat s'attachera en particulier à : souligner l'importance que revêtent ces droits dans les programmes internationaux et nationaux ; soutenir le développement social et la justice sociale (tels que définis dans la résolution [62/10](#) de l'Assemblée générale) et lutter contre la discrimination quel qu'en soit le fondement ; promouvoir les droits des enfants et des femmes ; mieux faire connaître les droits humains ; répondre au besoin de protection des personnes vulnérables ; s'attaquer aux problèmes de portée internationale signalés par le Conseil des droits de l'homme et les autres organes compétents de l'ONU.
- 24.5 Le Haut-Commissariat continuera de s'engager auprès des États Membres et de tous les acteurs concernés pour les aider dans leurs efforts de promotion et de protection des droits humains, en fournissant une assistance technique, en soutenant les organes et mécanismes chargés des droits humains et, si nécessaire, en établissant des présences dans les pays. Il renforcera l'appui

institutionnel qu'il prête au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires, dont l'Examen périodique universel, les procédures spéciales, le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme et la procédure de plainte, ainsi qu'aux autres organes compétents de l'ONU. Il continuera de fournir des services, un appui et des conseils aux organes conventionnels de l'ONU.

- 24.6 Pour ce qui est de la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial et régional, le Haut-Commissariat utilisera des partenariats multipartites pour aider les pays à réaliser les objectifs de développement durable et à tenir la promesse porteuse de transformation qui est au cœur de ceux-ci en ne laissant personne de côté. Il continuera d'interagir avec diverses parties prenantes, notamment les acteurs de la société civile, tels que les organisations non gouvernementales. Il continuera aussi d'aider les victimes de violations des droits humains en gérant les fonds humanitaires qui contribuent au financement des services d'assistance, notamment la réadaptation et l'indemnisation des victimes de torture et d'esclavage.
- 24.7 En ce qui concerne la coordination et la coopération interinstitutions, le Haut-Commissariat continuera de collaborer avec le système des Nations Unies pour le développement en participant à des forums interinstitutions et en travaillant avec les équipes de pays des Nations Unies sur le terrain. Il continuera également de coopérer avec les missions comportant une composante Droits humains soutenues par le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Département des opérations de paix du Secrétariat, ainsi qu'avec le Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Il continuera en outre de collaborer avec l'ensemble des organismes et programmes des Nations Unies dans les situations de crise, notamment dans les situations d'urgence humanitaire.
- 24.8 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan pour 2025 :
- a) Les États manifestent la volonté politique de collaborer avec le programme ;
 - b) Des ressources extrabudgétaires continuent d'être allouées au programme.
- 24.9 Le programme prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Par exemple, dans le cadre du sous-programme 2, on mènera des activités de renforcement des capacités portant sur la suite donnée aux recommandations des organes conventionnels, notamment celles qui concernent la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- 24.10 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le Haut-Commissariat tiendra compte de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Par exemple, dans le cadre du sous-programme 1, on fournira des conseils d'experts sur l'élaboration de normes en vue du renforcement des capacités nationales de promotion et de protection des droits humains en ce qui concerne les personnes en situation de handicap.

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 24.11 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme, qui a été revue pendant l'établissement du projet de budget-programme¹.

¹ La liste des mandats comprend des résolutions adoptées à la cinquante-deuxième session du Conseil des droits de l'homme. Conformément à la pratique en vigueur, les activités prévues et les besoins en ressources connexes seront présentés dans le rapport du Secrétaire général sur les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil, le cas échéant.

Résolutions de l'Assemblée générale

47/135	Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques	70/1	Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030
48/121	Conférence mondiale sur les droits de l'homme	70/133 ; 76/142	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
48/141	Haut-Commissaire chargé de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme		
55/2	Déclaration du Millénaire	70/262	Examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies
56/266	Application des résultats et suivi méthodique de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	71/167 ; 75/158 ; 77/194	Traite des femmes et des filles
		71/189	Déclaration sur le droit à la paix
57/300 ; 58/269	Renforcer l'Organisation des Nations Unies : un programme pour aller plus loin dans le changement	72/140 ; 74/123 ; 76/130 ; 78/171	Personnes atteintes d'albinisme
60/1	Document final du Sommet mondial de 2005	72/149 ; 74/127 ; 76/141 ; 78/180	Violence à l'égard des travailleuses migrantes
61/159	Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	72/170 ; 74/159 ; 76/162 ; 78/201	Droits humains et diversité culturelle
61/166	Promotion d'un dialogue sur les droits de l'homme fondé sur l'équité et le respect mutuel	72/171 ; 76/164 ; 78/197	Renforcement de l'action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits humains par la promotion de la coopération internationale et importance de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité
62/134	Élimination du viol et d'autres formes de violence sexuelle dans toutes leurs manifestations, notamment dans les conflits et les situations apparentées	72/178 ; 74/141 ; 76/153 ; 78/206	Les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement
65/1	Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement	72/182 ; 74/160 ; 76/167 ; 78/205	Aide et protection en faveur des personnes déplacées
65/312	Document final de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle	72/245 ; 73/155 ; 74/133 ; 76/147 ; 78/187	Droits de l'enfant
66/288	L'avenir que nous voulons	73/156 ; 75/168 ; 76/148 ; 77/203 ; 78/189	Droits des peuples autochtones
66/3	Unis contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	73/157 ; 75/169 ; 76/149 ; 77/204 ; 78/190	Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
67/1	Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international	73/159 ; 75/171 ; 76/151 ; 77/206 ; 78/191	Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits humains et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination
67/144	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes		
68/134 ; 77/190 ; 78/177	Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement	73/168 ; 75/180 ; 76/159 ; 77/213 ; 78/199	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits humains
68/165	Droit à la vérité	73/169 ; 75/178 ; 76/165 ; 77/215 ; 78/196	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable
68/181	Promotion de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus : protection des défenseuses des droits de l'homme/défenseurs des droits des femmes	74/132 ; 78/186	Rapport du Conseil des droits de l'homme
		74/143 ; 77/209	Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

74/144	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant : accessibilité	75/237 ; 76/226 ; 77/205 ; 78/234	Appel mondial à une action concrète pour l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et pour l'application intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
74/147 ; 76/169 ; 78/210	Terrorisme et droits humains		
74/148 ; 76/172 ; 78/217	Protection des migrants	75/314	Création de l'Instance permanente pour les personnes d'ascendance africaine
74/149 ; 75/179 ; 76/166 ; 77/217 ; 78/198	Le droit à l'alimentation	76/154	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif s'y rapportant : participation
75/161 ; 77/193	Intensification de l'action menée pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : stéréotypes de genre et normes sociales négatives	76/158 ; 78/207	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
75/175 ; 77/223	Droits humains et extrême pauvreté	76/168 ; 78/211	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
75/176 ; 77/211	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique		
75/181 ; 76/161 ; 77/214 ; 78/202	Droits humains et mesures coercitives unilatérales	77/317	Journée internationale des soins et de l'assistance
75/182 ; 76/163 ; 77/212 ; 78/203	Le droit au développement	77/318	Lutte contre les discours de haine : promotion du dialogue interreligieux et interculturel et de la tolérance
75/188 ; 76/156 ; 77/221 ; 78/212	Liberté de religion ou de conviction		
75/189 ; 77/218	Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires	78/193	Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination
		78/213	Promotion et protection des droits humains dans le contexte des technologies numériques

Résolutions du Conseil de sécurité

2282 (2016) 2558 (2020)

Résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme

S-7/1	L'impact négatif de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale sur la réalisation du droit à l'alimentation pour tous	12/2 ; 24/24 ; 36/21 ; 42/28 ; 48/17 ; 54/24	Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme
S-10/1	Répercussions de la crise économique et de la crise financière mondiales sur la réalisation universelle et l'exercice effectif des droits de l'homme	12/10	Suivi de la septième session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme consacrée à l'impact négatif de l'aggravation de la crise alimentaire mondiale sur la réalisation du droit à l'alimentation pour tous
Décision 2/102	Rapports et études des mécanismes et des titulaires de mandats		
4/6	Renforcement du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	14/5 ; 42/6	Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme
6/9	Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme, y compris la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme	16/1	Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme
6/30	Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies	16/15	Rôle de la coopération internationale à l'appui des efforts déployés au niveau national pour la réalisation des droits des personnes handicapées
8/4 ; 44/3 ; 47/6 ; 53/7	Le droit à l'éducation	Décision 18/117	Rapport du Secrétaire général sur la question de la peine de mort
		19/23	Forum sur les questions relatives aux minorités

21/7	Droit à la vérité	39/5 ; 42/9 ; 48/5 ; 54/3	L'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination
21/15 ; 42/17 ; 51/23	Droits de l'homme et justice transitionnelle		
21/18	Droits de l'homme et questions relatives aux prises d'otages par des terroristes	39/8 ; 42/5 ; 51/19	Droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement
22/11	Réunion-débat sur les droits de l'homme des enfants dont les parents sont condamnés à la peine de mort ou ont été exécutés	39/13 ; 45/12 ; 48/11 ; 51/18 ; 54/12	Droits de l'homme et peuples autochtones
24/35	Incidence des transferts d'armes sur les droits de l'homme dans les conflits armés	40/3 ; 43/15 ; 46/5 ; 49/6 ; 52/13	Les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme
Décision 24/118	Création d'un fonds spécial pour la participation de la société civile au Forum social, au Forum sur les questions relatives aux minorités et au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme	40/7 ; 46/19 ; 52/16	Le droit à l'alimentation
28/28	Contribution du Conseil des droits de l'homme à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au problème mondial de la drogue prévue pour 2016	40/10 ; 46/6 ; 49/5 ; 52/6	Liberté de religion ou de conviction
35/21 ; 47/11 ; 53/28	La contribution du développement à la jouissance de tous les droits de l'homme	41/20 ; 47/17 ; 53/15	Effets des transferts d'armes sur les droits de l'homme
35/22	Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles sur un pied d'égalité	42/1	Composition du personnel du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
36/9 ; 42/23 ; 45/6 ; 48/10 ; 51/7 ; 54/18	Le droit au développement	42/12 ; 48/3 ; 51/4 ; 54/13	Les droits humains des personnes âgées
37/2 ; 42/15 ; 54/21	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique	44/20 ; 50/21	Promotion et protection de tous les droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques
37/5 ; 46/12	Mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme	45/13 ; 50/12	Les droits de l'homme et la réglementation de l'acquisition, de la possession et de l'utilisation d'armes à feu par les civils
37/6 ; 45/9 ; 51/5	Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme	45/24 ; 54/26	Mandat du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine
37/8 ; 46/7	Droits de l'homme et environnement	45/31	La contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme
37/12 ; 46/9	Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels	Décision 45/113	Report de la mise en œuvre de certaines activités prescrites par le Conseil des droits de l'homme
37/23 ; 46/13	Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme	46/15 ; 52/7	Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rôles et responsabilités de la police et des autres responsables de l'application des lois
37/24 ; 43/19 ; 52/14	Promotion et protection des droits de l'homme et application du Programme de développement durable à l'horizon 2030	46/16	Mandat de Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée
37/27 ; 42/18 ; 45/11 ; 51/24	Terrorisme et droits de l'homme	47/5 ; 54/19	Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité
38/3 ; 47/9 ; 50/4 ; 53/11	Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme	47/10 ; 50/8	Droits de l'homme et solidarité internationale
38/6 ; 44/16 ; 50/16	Élimination des mutilations génitales féminines	47/12	Les droits humains des migrants
38/7 ; 47/16	La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet	48/4 ; 54/21	Droit à la vie privée à l'ère du numérique
		48/8 ; 51/11 ;	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable
		48/9 ; 54/35	Question de la peine de mort

48/14	Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques	52/19	Commémoration du soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne
49/13	Mandat de Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation	53/1	Lutte contre la haine religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence
47/24 ; 50/9 ; 53/6	Droits de l'homme et changements climatiques	53/16	Le droit à une nationalité : l'égalité des droits en matière de nationalité en droit et dans la pratique
50/13	Accès aux médicaments, aux vaccins et autres produits de santé dans le contexte du droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible	53/23	Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé : éliminer et prévenir le mariage forcé
51/10	Lutter contre le cyberharcèlement	53/27	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles placées en détention pénale
51/13	Mandat du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	54/4	Mandat de l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
51/14	Le rôle de la prévention dans la promotion et la protection des droits de l'homme : état de droit et application du principe de responsabilité	54/9	Groupe de travail sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales
52/17	Mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels		

Sous-programme 1

Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse

Résolutions de l'Assemblée générale

40/131 ; 50/156	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones	65/186	Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement relatifs aux personnes handicapées d'ici à 2015 et au-delà
41/128	Déclaration sur le droit au développement	65/224	Lutter contre la diffamation des religions
59/113 A et B	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme	65/277	Déclaration politique sur le VIH et le sida : intensifier nos efforts pour éliminer le VIH et le sida
59/174	Deuxième Décennie internationale des populations autochtones	66/124	Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées
60/142	Programme d'action pour la deuxième Décennie internationale des peuples autochtones	66/137	Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme
60/147	Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire	66/149	Journée mondiale de la trisomie 21
64/12	Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies	67/139	Vers un instrument international global et intégré pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes âgées
64/290	Le droit à l'éducation dans les situations d'urgence	67/226	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

68/116	L'état de droit aux niveaux national et international	72/157 ; 73/262	Appel mondial pour une action concrète en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de l'application intégrale et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
68/135 ; 77/188	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale		
68/173	Suite donnée à l'Année internationale de l'apprentissage des droits de l'homme	72/161	Journée internationale des langues des signes
68/224	Suivi de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	72/164	Renforcement du rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans la promotion d'élections périodiques et honnêtes et de la démocratisation
68/225	Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit	72/165 72/180	Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste
68/237	Proclamation de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine	72/185 72/247	La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance de tous les droits de l'homme Vingtième anniversaire de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus et promotion de ce texte
68/238	Suivi et application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement		
69/2	Document final de la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones	73/153 ; 75/167 ; 77/202 73/154 ; 75/166 ; 77/201	Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés Protection des enfants contre les brimades
69/16	Programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine	73/161 73/164 ; 76/157 ; 77/225 ; 78/214	Journée mondiale du braille Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence fondés sur la religion ou la conviction
69/170	Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme		
69/205	Commerce international et développement		
69/313	Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Programme d'action d'Addis-Abeba)	73/165 73/170 ; 75/177 ; 77/216	Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales La promotion de la paix, condition essentielle du plein exercice par tous de tous les droits humains
70/164	Mesures visant à mieux promouvoir et protéger la dignité et les droits de l'homme des personnes âgées	73/173	Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment du droit de réunion pacifique et du droit à la liberté d'association
70/170	Vers la pleine réalisation de l'objectif d'une Organisation des Nations Unies accessible et inclusive pour les personnes handicapées		
70/176	Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles	73/195	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
70/177	Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme	73/209 73/211	Protection des personnes en cas de catastrophe Mesures visant à éliminer le terrorisme international
70/218	Deuxième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2008-2017)		
71/165	Développement sans exclusion pour les personnes handicapées		

74/146 ; 78/216	Appliquer la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus en créant un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme et en assurant leur protection	76/168 ; 78/211	Promotion effective de la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
74/152 ; 78/203	Le droit au développement	76/174	Appliquer la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus en créant un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme et en assurant leur protection, notamment dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et du relèvement après la pandémie
75/154 ; 77/189	Développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées		
75/156	Améliorer la riposte rapide à l'échelle nationale et internationale face à l'impact de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sur les femmes et les filles	76/175	Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)
75/157	Les femmes et les filles et la riposte à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19)		
75/160 ; 77/195	Intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines	76/227	Combattre la désinformation pour promouvoir et protéger les droits humains et les libertés fondamentales
75/170	Journée internationale des personnes d'ascendance africaine	77/196	Intensifier l'action engagée pour en finir avec la fistule obstétricale
75/183 ; 77/222	Moratoire sur l'application de la peine de mort	78/208	Renforcement du rôle que joue l'Organisation des Nations Unies dans la promotion de la démocratisation et d'élections périodiques et honnêtes
75/184 ; 77/220	Personnes disparues		
75/185 ; 77/219	Les droits humains dans l'administration de la justice	78/215	La sécurité des journalistes et la question de l'impunité
75/195	Adoption de mesures efficaces et renforcement et promotion de la coopération internationale concernant le don et la transplantation d'organes pour prévenir et combattre la traite des personnes à des fins de prélèvement d'organes et de trafic d'organes humains	78/216	Appliquer la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus en créant un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme et en assurant leur protection
75/199 ; 77/268	Enseignement de la démocratie		
76/146 ; 78/188	Les filles		
76/152 ; 77/207 ; 78/193	Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination	78/228	Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes

Résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme

Décision 3/103	Efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et pour assurer le suivi intégral de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	6/11	Protection du patrimoine culturel en tant que composante importante de la promotion et de la protection des droits culturels
		8/2	Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
		9/9	Protection des droits de l'homme des civils en temps de conflit armé
4/5	La mondialisation et ses effets sur la pleine jouissance des droits de l'homme	11/12	Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban
4/7	Rectification du statut juridique du Comité des droits économiques, sociaux et culturels	15/5	La génétique médico-légale et les droits de l'homme
6/1	Protection des droits et des biens culturels en cas de conflit armé	17/22	Migrants et demandeurs d'asile fuyant les événements récents en Afrique du Nord

21/3	Promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales par une meilleure compréhension des valeurs traditionnelles de l'humanité : meilleures pratiques	37/22	Égalité et non-discrimination pour les personnes handicapées et droit des personnes handicapées d'avoir accès à la justice
22/11	Réunion-débat sur les droits de l'homme des enfants dont les parents sont condamnés à la peine de mort ou ont été exécutés	38/8 ; 47/14	Les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida
26/9	Élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme	38/12	Champ d'action de la société civile : coopération avec les organisations internationales et régionales
27/31 ; 27/31/Corr.1 ; 32/31 ; 53/13	Champ d'action de la société civile	38/19 ; 53/21	L'incompatibilité entre démocratie et racisme
28/3	Veiller à ce que l'utilisation d'aéronefs téléguidés ou de drones armés dans les opérations antiterroristes et militaires soit conforme au droit international, y compris le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire	39/3 ; 51/2 ; 54/7	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme
31/6	Les droits des personnes handicapées dans les situations de risque et les situations d'urgence humanitaire	39/10	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme dans les situations de crise humanitaire
32/5	Droits de l'homme et privation arbitraire de la nationalité	40/5	Élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles dans le sport
33/11	Mortalité et morbidité évitables des enfants âgés de moins de 5 ans en tant que problème de droits de l'homme	40/11	Reconnaissance de la contribution des défenseurs des droits de l'homme liés à l'environnement à la jouissance des droits de l'homme, à la protection de l'environnement et au développement durable
33/25	Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones	40/14	Droits de l'enfant : autonomiser les enfants handicapés aux fins de la réalisation de leurs droits de l'homme, y compris par l'éducation inclusive
34/33	Création d'un forum sur les personnes d'ascendance africaine	40/15	Trentième anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant
34/36	Élaboration de normes complémentaires à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	41/4	Promotion du droit à la paix
35/13	Protection de la famille : le rôle de la famille dans l'appui à la protection et à la promotion des droits de l'homme des personnes âgées	41/8	Conséquences des mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés
35/16	Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés dans les situations de crise humanitaire	41/10	Accès aux médicaments et aux vaccins dans le contexte du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible
35/17	Protection des droits de l'homme des migrants : le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières	41/13 ; 51/17	Les jeunes et les droits de l'homme
35/30	Étude de l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies sur la promotion et le plein respect des droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine	42/7	Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme : adoption du plan d'action pour la quatrième phase
36/5	Enfants et adolescents migrants non accompagnés et droits de l'homme	42/11	Les droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris la justice pour mineurs
36/18 ; 51/6	Objection de conscience au service militaire	42/13	Le droit à la sécurité sociale
37/3	Intégrité de l'appareil judiciaire	42/14	Célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing
37/20	Droits de l'enfant : protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire	43/1	Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine contre les brutalités policières et autres violations des droits de l'homme
		43/18	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique
		43/23	Sensibilisation aux droits des personnes handicapées, et adaptation et réadaptation

43/35 ; 52/37	Mandat du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	47/15	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles handicapées
44/2	Le rôle central de l'État dans la lutte contre les pandémies et autres urgences sanitaires et les conséquences socioéconomiques qui en résultent pour la promotion du développement durable et la réalisation de tous les droits de l'homme	47/20 ; 50/22 ; 53/20	Le Forum social
44/14	Quinzième anniversaire de la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité, telle que consacrée dans le Document final du Sommet mondial de 2005	47/21	Promotion et protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Africains et des personnes d'ascendance africaine face au recours excessif à la force et aux autres violations des droits de l'homme dont se rendent coupables des responsables de l'application des lois, grâce à une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales
44/23	Contribution du respect de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales à la réalisation des buts et à l'application des principes de la Charte des Nations Unies	47/25 ; 54/16	Mortalité et morbidité maternelles évitables et droits de l'homme
45/7 ; 51/12	Administrations locales et droits de l'homme	48/2	Participation aux affaires politiques et publiques dans des conditions d'égalité
45/14	Mettre fin aux inégalités existant dans les pays et entre les pays en vue de réaliser les droits de l'homme	48/6	Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés en temps de crise, notamment pendant la pandémie de COVID-19
45/16 ; 54/11	Mandat du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer le contenu d'un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des entreprises de services de sécurité et de défense	48/7	Effets négatifs de l'héritage du colonialisme sur l'exercice des droits de l'homme
45/18 ; 51/9	Sécurité des journalistes	48/12	Incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits humains des jeunes
45/23	Célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban	48/18 ; 51/32 ; 54/27	De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée
45/28	Promotion et protection des droits humains des femmes et des filles dans les situations de conflit et d'après conflit dans le contexte du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité	49/7	Droits culturels et protection du patrimoine culturel
45/29	Promotion, protection et respect du plein exercice des droits humains par les femmes et les filles dans les situations de crise humanitaire	49/8	Célébration du trente-cinquième anniversaire de la Déclaration sur le droit au développement
45/30	Droits de l'enfant : réaliser les droits de l'enfant grâce à un environnement sain	49/9	Prévention du génocide
47/3	Champ d'action de la société civile : la COVID-19, la voie du redressement et le rôle essentiel de la société civile	49/11	Droit au travail
47/4	Gestion de l'hygiène menstruelle, droits de l'homme et égalité des sexes	49/12	Participation des personnes handicapées aux activités sportives, et statistiques et collecte de données
47/7 ; 53/17	Les effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme	49/14	Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
47/8	Élimination des pratiques préjudiciables associées à des accusations de sorcellerie et à des agressions rituelles	49/18	Reconnaître la contribution des défenseurs et défenseuses des droits humains à l'exercice et à la réalisation de ces droits dans les situations de conflit et d'après conflit
		49/19	Promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels et lutter contre les inégalités dans le contexte du relèvement après la pandémie de COVID-19
		49/20	Droits de l'enfant : réalisation des droits de l'enfant et regroupement familial

49/21	Rôle des États dans la lutte contre les effets négatifs de la désinformation sur l'exercice et la réalisation des droits de l'homme	52/25	Enregistrement des naissances et droit de chacun à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique
49/25	Garantir à tous les pays un accès équitable, rapide et universel, à un coût abordable, aux vaccins mis au point pour lutter contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)	53/24	Droits humains des migrants : prévention des violations des droits de l'homme dans les situations de transit et application du principe de responsabilité
49/31 ; 52/38	Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions	53/25	Application de la résolution 31/36 du Conseil des droits de l'homme
50/11	Importance de l'enregistrement des victimes pour la promotion et la protection des droits de l'homme	53/29	Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme
50/15 ; 52/19	Liberté d'opinion et d'expression	54/5	Garantir à tous les enfants un enseignement de qualité au service de la paix et de la tolérance
51/12	Administrations locales et droits de l'homme	54/6	L'importance des soins et de l'assistance du point de vue des droits de l'homme
52/8	Promotion des droits de l'homme et des objectifs de développement durable par la prestation de services publics transparents, responsables et efficaces	54/11	Mandat du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'élaborer le contenu d'un cadre réglementaire international relatif à la réglementation, à la supervision et au contrôle des activités des sociétés militaires et de sécurité privées
52/11	Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels	54/17	Contribution de la réalisation et du suivi des objectifs de l'Année internationale de la famille à la promotion et à la protection des droits de l'homme
52/12	Santé mentale et droits de l'homme	54/19	Moyens de garantir l'exercice du droit à l'éducation par toutes les filles dans des conditions d'égalité
52/21	Les effets négatifs du non-rapatriement des fonds d'origine illicite dans les pays d'origine sur la jouissance des droits de l'homme et l'importance d'une amélioration de la coopération internationale	54/22	Promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de la lutte contre les inégalités
52/22	Droits de l'homme, démocratie et état de droit	54/25	Un univers sportif exempt de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
52/24	Contribution du Conseil des droits de l'homme eu égard aux incidences qu'ont les politiques en matière de drogue sur les droits de l'homme		

Résolutions du Conseil économique et social

1997/30	Administration de la justice pour mineurs	2011/27	Poursuite de l'action menée par les handicapés, en leur faveur, en vue de l'égalisation de leurs chances et intégration de la question des personnes handicapées dans l'ordre du jour du développement
2005/30	Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire	2015/21	Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles
2006/4	La croissance économique durable pour le développement social, notamment l'élimination de la pauvreté et de la faim	2015/23 ; 2017/18 ; 2021/25	Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes
2007/33 ; 2016/2 ; 2017/9 ; 2018/7 ; 2019/2 ; 2020/9 ; 2021/7 ; 2022/18 ; 2023/11	Prise en compte des questions de genre dans l'ensemble des politiques et programmes du système des Nations Unies	2016/8	Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain
		2017/12	Promotion des droits des personnes handicapées et renforcement de la prise en compte systématique de la question du handicap dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030

2017/16	Promouvoir l'application pratique de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela)	2019/6	Lutter contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion sociale au moyen des politiques budgétaires et salariales et des politiques de protection sociale
2018/5	Stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous		

Déclarations de la présidence approuvées par le Conseil des droits de l'homme

PRST/22/1	Intégration des droits de l'homme dans les activités de l'ensemble du système des Nations Unies
-----------	-------------------------------------------------------------------------------------------------

Sous-programme 2

Appui aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

Résolutions de l'Assemblée générale

2106 A (XX) ; 71/180	Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	54/4	Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
2200 A (XXI)	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques	57/199	Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
34/180 ; 70/131	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	61/106	Convention relative aux droits des personnes handicapées
36/151	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	61/106, annexe II	Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées
39/46	Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	61/177	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
44/128	Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort	63/117	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
44/25 ; 74/133	Convention relative aux droits de l'enfant	65/204	Comité contre la torture
45/158	Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	66/138	Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications
46/122	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	68/268	Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme
49/178	Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre	70/144	Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme
54/263	Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants	70/145 ; 76/154 ; 78/195	Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant
		73/162 ; 75/174 ; 77/210	Organes conventionnels des droits de l'homme
		73/301	Commémoration du trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant
		74/253	Améliorer l'accès des personnes handicapées aux conférences et réunions du système des Nations Unies

76/160 ; 78/200 Promotion d'une répartition géographique équitable dans la composition des organes conventionnels des droits humains

Résolutions du Conseil des droits de l'homme

9/8	Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	51/33	Promotion de la coopération internationale à l'appui des mécanismes nationaux de mise en œuvre, d'établissement de rapports et de suivi
-----	-------------------------------------------------------------------------------------	-------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

Résolutions de l'Assemblée générale

63/170	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	76/179 ; 77/229	Situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine)
72/181	Institutions nationales de promotion et de protection des droits de l'homme	75/193 ; 76/228 ; 77/230 ; 78/222	Situation relative aux droits humains en République arabe syrienne
72/186	Le rôle de l'ombudsman, du médiateur et des autres institutions nationales de défense des droits de l'homme dans la promotion et la protection des droits de l'homme	75/238 ; 76/180 ; 77/227 ; 78/219	Situation relative aux droits humains des musulmans rohingya et des autres minorités au Myanmar
76/225 ; 77/187 ; 78/170	Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles	76/11 ; 77/26 ; 78/11	Le Golan syrien
77/10	La situation en Afghanistan	76/81 ; 77/125 ; 78/77	Le Golan syrien occupé
73/97	Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés	76/82 ; 77/126 ; 78/78	Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé
74/162 ; 76/171 ; 78/235	Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale	76/126 ; 77/30 ; 78/121	Assistance au peuple palestinien
74/163 ; 76/165 ; 78/209	Centre de formation et de documentation des Nations Unies sur les droits de l'homme pour l'Asie du Sud-Ouest et la région arabe	76/150 ; 77/208 ; 78/192	Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination
75/96 ; 76/80	Travaux du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	76/177 ; 77/226 ; 78/218	Situation relative aux droits humains en République populaire démocratique de Corée
75/98 ; 77/247	Pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	76/178 ; 77/228 ; 78/220	Situation relative aux droits humains en République islamique d'Iran
		77/224	Le rôle des institutions des ombudsmans et des médiateurs dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit
		78/204	Institutions nationales de défense des droits humains
		78/221	Situation relative aux droits humains dans les territoires ukrainiens temporairement occupés, y compris la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol

Résolutions de la Commission des droits de l'homme

E/CN.4/RES/1993/2A	Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés y compris la Palestine
--------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------

Résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme

S-30/1	Veiller au respect du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël	45/1 ; 46/20 ; 49/26 ; 52/29	Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020
S-32/1	Situation des droits de l'homme au Soudan	45/2	Renforcement de la coopération et de l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela
S-33/1 ; 51/27	Situation des droits de l'homme en Éthiopie	45/15	Situation des droits de l'homme au Yémen
S-35/1	Détérioration de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, en particulier en ce qui concerne les femmes et les enfants	45/19 ; 48/16 ; 51/28 ; 54/20	Situation des droits de l'homme au Burundi
S-36/1	Les effets du conflit actuel au Soudan sur les droits de l'homme	45/20 ; 51/29	Situation des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela
Décision 2/113	Coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : Afghanistan	45/22 ; 51/31	Institutions nationales des droits de l'homme
28/32	Assistance technique et renforcement des capacités en faveur des droits de l'homme en Iraq à la lumière des violations commises par Daech et des groupes terroristes associés	45/25	Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer encore la situation des droits de l'homme au Soudan
30/10	La gravité et la détérioration de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire en République arabe syrienne	45/26 ; 48/21 ; 51/39 ; 54/29	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen
31/29	Renforcement de la coopération technique et des services consultatifs en Guinée	45/27 ; 48/22 ; 51/38 ; 54/32	Assistance à la Somalie dans le domaine des droits de l'homme
31/36 ; 52/35	Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé	45/32 ; 48/24 ; 51/34 ; 54/28	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme
34/17	Arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme	45/33	Coopération technique et renforcement des capacités aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme aux Philippines
35/31 ; 47/22 ; 53/30	Coopération avec l'Ukraine et assistance apportée à ce pays dans le domaine des droits de l'homme	45/34 ; 48/20 ; 51/36 ; 54/34	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo
35/32	Politiques nationales et droits de l'homme	45/35 ; 48/19 ; 51/37 ; 54/31	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République centrafricaine
40/13	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	46/1 ; 51/1	Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka
43/26 ; 49/23 ; 52/31	Situation des droits de l'homme au Myanmar	47/1 ; 50/3 ; 53/26	Situation des droits de l'homme des musulmans rohingya et d'autres minorités au Myanmar
43/27 ; 46/23	Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	47/13	Situation des droits de l'homme dans la région du Tigré en Éthiopie
43/38 ; 49/34 ; 52/42	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali	48/1 ; 51/20 ; 54/1	Situation des droits de l'homme en Afghanistan
43/39 ; 48/25 ; 50/23 ; 52/41	Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration des droits de l'homme en Libye	48/23 ; 54/36	Services consultatifs et assistance technique pour le Cambodge
44/1 ; 47/2 ; 50/2 ; 53/2	Situation des droits de l'homme en Érythrée	49/27 ; 50/19 ; 51/26 ; 52/30 ; 53/18	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
44/19 ; 47/19 ; 50/20 ; 53/19	Situation des droits de l'homme au Bélarus	50/1	Rapports du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Soudan

50/14	Situation des droits humains des femmes et des filles en Afghanistan	52/33	Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé
51/1	Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka	52/34	Droit du peuple palestinien à l'autodétermination
51/25 ; 54/23	Situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie	52/39	Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme en Haïti, en lien avec la demande des autorités haïtiennes d'une action internationale coordonnée et ciblée
51/35	Assistance technique et renforcement des capacités pour faire face aux incidences sur les droits de l'homme des essais nucléaires menés dans les Îles Marshall	52/40	Coopération avec la Géorgie
52/1	Faire progresser les droits de l'homme au Soudan du Sud	52/43	Assistance technique et renforcement des capacités pour le Soudan du Sud
52/2	Promotion et protection des droits de l'homme au Nicaragua	53/22	Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en Colombie aux fins de l'application des recommandations de la Commission Vérité, coexistence et non-répétition
52/3	Situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et obligation de garantir les principes de responsabilité et de justice	54/2	Faire face à la crise sur le plan humanitaire et sur le plan des droits de l'homme causée par le conflit armé en cours au Soudan
52/15	Coopération avec les organisations régionales de défense des droits de l'homme	54/30	Système pénitentiaire, sécurité et justice : amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités aux fins de la protection des droits de l'homme au Honduras
52/27	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran		
52/28	Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	54/33	Création d'un bureau régional du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour la Communauté des Caraïbes
52/32	Situation des droits de l'homme en Ukraine à la suite de l'agression russe		

Déclarations de la présidence approuvées par le Conseil des droits de l'homme

PRST/35/1	Situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire
-----------	--------------------------------------------------

Sous-programme 4

Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires

Résolutions de l'Assemblée générale

60/251	Conseil des droits de l'homme	78/171	Personnes atteintes d'albinisme
65/281	Examen de la question du Conseil des droits de l'homme	78/187	Droits de l'enfant
66/130	Participation des femmes à la vie politique	78/189	Droits des peuples autochtones
70/161	Les défenseurs des droits de l'homme et la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus	78/190	Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée
74/146	Appliquer la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus en créant un environnement sûr et favorable pour les défenseurs des droits de l'homme et en assurant leur protection	78/191	Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits humains et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination
		78/195	Mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du Protocole facultatif s'y rapportant : situations de risque et situations d'urgence humanitaire

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

78/196	Promotion d'un ordre international démocratique et équitable	78/206	Les droits humains à l'eau potable et à l'assainissement
78/198	Le droit à l'alimentation	78/207	Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
78/202	Droits humains et mesures coercitives unilatérales	78/210	Terrorisme et droits humains
78/203	Le droit au développement	78/212	Liberté de religion ou de conviction
78/205	Aide et protection en faveur des personnes déplacées	78/217	Protection des migrants

Résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme

5/1	Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme	32/8 ; 49/13	Mandat de Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation
5/2	Code de conduite pour les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme	32/11 ; 41/15 ; 50/6	Mandat du Rapporteur spécial sur les droits humains des personnes déplacées dans leur propre pays
6/17	Création de fonds pour le mécanisme d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme	32/19	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes : prévenir et combattre la violence contre les femmes et les filles, notamment les femmes et les filles autochtones
Décision 6/102	Suivi de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme		
11/11	Système des procédures spéciales	32/32 ; 41/12 ; 50/17	Droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association
16/21	Réexamen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme	33/1 ; 42/10 ; 51/15	Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences
Décision 17/119	Suite donnée à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme en ce qui concerne l'Examen périodique universel	33/9 ; 42/16 ; 51/21	Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible
19/26	Mandat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme	33/12 ; 42/20 ; 51/16	Droits de l'homme et peuples autochtones : mandat de Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones
Décision 19/119	Équipe spéciale sur le service de secrétariat, l'accessibilité des personnes handicapées et l'utilisation des technologies de l'information	33/30 ; 42/22 ; 51/8	Détention arbitraire
22/16	Promotion et protection des droits de l'homme dans les situations consécutives à une catastrophe ou à un conflit	34/2 ; 49/16 ; 52/18	Promotion de la jouissance des droits culturels pour tous et respect de la diversité culturelle
Décision 22/115	Diffusion sur le Web des séances du Conseil des droits de l'homme	34/3 ; 43/10	Mandat de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels
31/31	Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : garanties pour prévenir la torture pendant la garde à vue et la détention provisoire	34/40	Promouvoir le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme
31/32	Protection des défenseurs des droits économiques, sociaux et culturels, qu'il s'agisse d'individus, de groupes ou d'organes de la société	35/12	Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats
32/2	Protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre	35/18	Élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles
32/4	Élimination de la discrimination à l'égard des femmes		

35/23	Le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible dans le contexte de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	44/4 ; 53/9	Traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants : renforcement des droits de l'homme par une protection, un soutien et une autonomisation accrues des victimes de la traite, en particulier les femmes et les enfants
35/24	Droits de l'homme dans les villes et les autres établissements humains	44/5 ; 53/4	Mandat de Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
35/29	Contribution des parlements aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à son Examen périodique universel	44/6 ; 53/8	Élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre (maladie de Hansen) et des membres de leur famille
35/34	Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste	44/8 ; 53/12	Mandat de Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats
Décision 35/101	Réunion-débat sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays en célébration du vingtième anniversaire des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays	44/10 ; 53/14 44/11 ; 53/5	Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées Mandat de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et la solidarité internationale
36/7 ; 45/10 ; 54/8	Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition	44/13 ; 53/10 44/15 ; 53/3	Extrême pauvreté et droits de l'homme Les entreprises et les droits de l'homme : le Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, et la question du renforcement de la responsabilité et de l'accès aux recours
36/29	Promotion de la coopération internationale à l'appui des systèmes et processus nationaux de suivi dans le domaine des droits de l'homme et des mécanismes qui leur sont rattachés, et de leur contribution à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	45/3 ; 54/14 45/4 ; 54/4	Disparitions forcées ou involontaires Mandat de l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
37/21 ; 45/5 ; 54/15	Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales	45/17 ; 54/10	Mandat de Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux
38/1 ; 41/6 ; 44/17 ; 50/18	Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	49/32	Renforcement du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme
38/9 ; 41/16	Le droit à l'éducation : suivi de la résolution 8/4 du Conseil des droits de l'homme	50/5	Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs, et indépendance des avocats : participation des femmes à l'administration de la justice
38/13	Les entreprises et les droits de l'homme : améliorer la responsabilisation des entreprises et l'accès à des voies de recours	50/7	Mandat de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences
40/16 ; 49/10	Mandat de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste	50/10	Mandat de l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre
41/17	Intensification de l'action menée pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles : prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles dans le monde du travail	51/3 51/11 ; 54/4	Neurotechnologies et droits de l'homme Promotion d'un ordre international démocratique et équitable
41/18 ; 50/10	Mandat de l'Expert indépendant chargé de la question de la protection contre la violence et la discrimination liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre		
43/14 ; 49/17 ; 52/10	Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, et le droit à la non-discrimination à cet égard		

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

51/13	Mandat du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	52/9	Liberté d'opinion et d'expression : mandat de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression
51/30	Renforcement des Fonds de contributions volontaires pour le mécanisme d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme	52/20	Droits humains des migrants : mandat de Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants
Décision 51/101	Soutien approprié au Conseil des droits de l'homme	52/23	Le droit à un environnement propre, sain et durable
52/4	Mandat de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains	52/26	Mandat de Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants
52/5	Mandat du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités	52/36	Mandat de Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

Déclarations de la présidence approuvées par le Conseil des droits de l'homme

PRST/1/1	Entrée en vigueur du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	PRST/29/1	Renforcer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme
PRST/6/2	Vingtième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	PRST/OS/12/1	Renforcer l'efficacité du Conseil des droits de l'homme, y compris en remédiant aux contraintes financières et aux contraintes de temps
PRST/8/1	Modalités et pratiques relatives à l'Examen périodique universel	PRST/OS/13/1	Efficacité du Conseil des droits de l'homme – remédier aux contraintes financières et aux contraintes de temps
PRST/9/2	Suivi de la Déclaration du Président 8/1	PRST/OS/14/2	Méthodes de travail du Groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme
PRST/15/2	Déclaration du Président	PRST/OS/15/1	Efficacité du Conseil des droits de l'homme
PRST/18/2 ; PRST/19/1	Déclaration du Président	PRST/OS/16/1	Efficacité du Conseil des droits de l'homme – remédier aux contraintes financières et aux contraintes de temps
PRST/20/1	Rapports du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel	PRST/OS/17/1	Efficacité du Conseil des droits de l'homme – remédier aux contraintes financières et aux contraintes de temps

Produits

24.12 On trouvera dans le tableau 24.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 24.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2	2	2	2
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale	1	1	1	1
2. Rapports destinés au Conseil des droits de l'homme	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	34	34	34	34
Réunions ou séances :				
3. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
4. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
5. Assemblée générale (Troisième Commission et Cinquième Commission)	32	32	32	32
B. Création et transfert de connaissances				
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	6	12	6	3
6. Commissions d'enquête	6	12	6	3
C. Activités de fond				
Bons offices : dialogue avec les agents de l'État				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : brochures, opuscules, fiches d'information, planches murales et dossiers d'information ; site Web du programme et présence sur les médias sociaux.				

Activités d'évaluation

- 24.13 Les évaluations qui ont été menées à bien en 2023 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du projet de plan-programme pour 2025 :
- a) Évaluation thématique de l'appui apporté par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la réalisation des objectifs de développement durable, menée par le Bureau des services internes ;
 - b) Évaluation de sept programmes ou projets de pays sur le terrain.
- 24.14 Compte tenu des résultats des évaluations mentionnées plus haut, le Haut-Commissariat a revu ses orientations internes en matière de programmation afin de définir plus clairement sa contribution à l'appui apporté aux États dans la réalisation des objectifs de développement durable.
- 24.15 Il est prévu de procéder aux évaluations ci-après en 2025 :
- a) Une évaluation thématique d'une question ou d'un programme transversal ;
 - b) Cinq programmes de pays ou évaluations de projets.

Programme de travail

Sous-programme 1

Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse

a) Intégration des droits humains

Objectif

- 24.16 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de protéger tous les droits humains par le renforcement de leur intégration dans l'ensemble des domaines d'activité du système des Nations Unies.

Stratégie

- 24.17 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'emploiera à :
- a) Concourir de manière décisive à la coopération entre les entités des Nations Unies en vue d'intégrer les droits humains dans les programmes et activités des Nations Unies ;
 - b) Favoriser l'intégration effective des droits humains dans les programmes de développement, en veillant à ce que les activités de développement auxquelles les entités des Nations Unies apportent leur concours soient compatibles avec les stratégies de collaboration établies dans les pays, lesquelles sont arrêtées d'un commun accord avec les États Membres, et les complètent ;
 - c) Contribuer au renforcement des capacités et des connaissances des entités des Nations Unies concernant les questions relatives aux droits humains qui les intéressent, par des activités de formation et des conseils, notamment pour ce qui touche aux questions de handicap et à la prise en compte des questions de genre ;
 - d) Mettre au point des outils méthodologiques visant à faciliter l'intégration effective des droits humains dans les politiques, les programmes et les activités des entités des Nations Unies, et favoriser, le cas échéant, l'application concrète d'approches à cette fin.
- 24.18 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Meilleure intégration par les entités du système des Nations Unies des droits humains dans leurs activités et programmes respectifs ;
 - b) Développement et renforcement des capacités nationales de promotion et de protection des droits humains des États Membres qui en font la demande.

Exécution du programme en 2023

Nouvelle approche de la justice transitionnelle dans le système des Nations Unies

- 24.19 Le Haut-Commissariat a collaboré avec le Cabinet du Secrétaire général pour insuffler une vigueur nouvelle à la manière dont le système des Nations Unies aborde la justice transitionnelle. À cette fin, on a évalué les tendances et demandes nouvelles au niveau mondial. Une note d'orientation a été élaborée à la suite de ces efforts. Première ressource à la disposition des entités des Nations Unies pour ce qui est de soutenir les mesures prises en matière de justice transitionnelle, elle tient compte de l'appui apporté par le système des Nations Unies aux programmes plus vastes tels que la pérennisation de la paix et le développement. La justice transitionnelle y est définie comme un outil stratégique de réparation, permettant de combler les lacunes en matière de justice et de contribuer à l'édification de sociétés justes et inclusives dans les pays qui ont été touchés par des conflits armés, la répression et des violations des droits humains.
- 24.20 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.2).

Tableau 24.2
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	Accès à la note d'orientation du Secrétaire général intitulée « Transitional Justice: A Strategic Tool for People, Prevention and Peace » (justice transitionnelle : un

2021 (résultat effectif)

2022 (résultat effectif)

2023 (résultat effectif)

outil stratégique pour les personnes, la prévention et la paix) et à une page Web dédiée

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : sensibilisation et connaissances accrues des États Membres et des principales parties prenantes concernant le droit de participer à la conduite des affaires publiques

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.21 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué au renforcement des capacités des parlementaires et des autorités nationales en matière de protection et de promotion des droits humains en période électorale et dans les processus constitutionnels, grâce à la diffusion à large échelle d'une boîte à outils, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée.
- 24.22 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.3).

Tableau 24.3

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Sensibilisation accrue des États Membres au droit de participer aux affaires publiques, notamment par des publications, dont <i>Droits humains et élections : manuel des normes internationales relatives aux droits de l'homme applicables aux élections</i>	Élaboration, par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et l'Union interparlementaire, d'une boîte à outils d'auto-évaluation sur le droit de participer aux affaires publiques et sur les processus constitutionnels, destinée aux parlementaires	Renforcement des capacités des parlementaires et des autorités nationales en matière de protection et de promotion des droits humains en période électorale et dans les processus constitutionnels, grâce à la diffusion à large échelle de la boîte à outils	Appui, dans le cadre d'initiatives de renforcement des capacités, à la participation des parlementaires et des autorités nationales aux activités de protection et de promotion des droits humains en période électorale et dans les processus constitutionnels	Renforcement de la participation des parlementaires et des autorités nationales à la protection et à la promotion des droits humains en période électorale et dans les processus constitutionnels

Résultat 2 : meilleure compréhension des obstacles à la protection et à la promotion des droits humains des générations futures

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.23 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis d'analyser la coordination interinstitutionnelle et les droits humains en vue de l'examen des obstacles à la protection et à la promotion des droits humains des générations futures, en préparation du Sommet de l'avenir, intergouvernemental, qui aura lieu en 2024, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée pour 2023.
- 24.24 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.4).

Tableau 24.4
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	Renforcement de la coopération avec les entités du système des Nations Unies afin d'améliorer la compréhension commune des droits humains et la mesure des retombées de la note relative aux éléments à faire figurer dans la Déclaration sur les générations futures	Amélioration de l'analyse de la coordination interorganisations et des droits humains, en vue de faciliter les négociations intergouvernementales pour l'élaboration de la Déclaration sur les générations futures en prévision du Sommet de l'avenir en 2024	Contributions aux discussions sur les obstacles relatifs aux droits humains aux générations futures, en prévision du Sommet de l'avenir, intergouvernemental	La protection et la promotion des droits humains orientent la suite qu'il aura été convenu de donner au Sommet de l'avenir, lorsqu'il y a lieu

Résultat 3 : les normes internationales relatives aux droits humains concernant les droits économiques, sociaux et culturels sont prises compte lors de l'établissement des budgets des États

Projet de plan-programme pour 2025

- 24.25 L'établissement des budgets peut contribuer à promouvoir les droits humains et les objectifs de développement durable. Dans le cadre du sous-programme, on aidera les États qui en font la demande à établir les budgets, notamment en les analysant, en mettant l'accent sur l'atténuation de leurs effets négatifs sur la protection des droits humains.

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.26 Les enseignements tirés sont les suivants : les analyses budgétaires peuvent contribuer à déterminer quels sont les domaines dans lesquels il faut allouer plus de ressources pour protéger les droits économiques, sociaux et culturels. L'intégration des normes internationales relatives aux droits humains peut contribuer à la transparence budgétaire, à la participation locale et à l'application du principe de responsabilité. Compte tenu de ces enseignements, dans le cadre du sous-programme, on aidera les États qui en font la demande à prendre en compte les normes internationales relatives aux droits humains dans le cadre de l'établissement de leurs budgets et à déterminer les domaines dans lesquels les allocations budgétaires pourraient servir à promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels.
- 24.27 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.5).

Tableau 24.5
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
–	–	–	Les États Membres ont accès à des outils facilitant la prise en compte des normes	Les États Membres qui auront demandé une aide prennent en compte les normes internationales

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
			internationales relatives aux droits humains dans le cadre de l'établissement de leurs budgets	relatives aux droits humains concernant les droits économiques, sociaux et culturels lorsqu'ils établissent leurs budgets

Produits

24.28 On trouvera dans le tableau 24.6 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.6

Sous-programme 1 a) : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	3	3	3	3
1. Rapport destiné à l'Assemblée générale	1	1	1	1
2. Rapports destinés au Conseil des droits de l'homme	2	2	2	2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	1	1	1	1
3. Séances du Conseil des droits de l'homme : séance plénière thématique sur l'intégration des droits humains	1	1	1	1
B. Création et transfert de connaissances				
Publications (nombre de publications)	2	2	2	2
4. Sur les droits humains et le programme de développement durable ; sur les perspectives en matière d'environnement et les droits humains	2	2	2	2
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	10	10	10	10
5. Concernant le renforcement des systèmes nationaux de protection, les domaines liés à la protection des droits humains, le renforcement des institutions, l'éducation et le recensement des meilleures pratiques relatives à l'intégration des droits humains dans les politiques et programmes des Nations Unies	10	10	10	10
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : fourniture de conseils aux entités des Nations Unies et aux États Membres qui en font la demande dans les domaines suivants : élaboration de normes sur le renforcement des capacités nationales en matière de promotion et de protection des droits humains ; intégration des droits humains dans les programmes et activités concernées.				

b) Droit au développement

Objectif

24.29 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de protéger l'exercice effectif, par tous et toutes, de l'ensemble des droits humains, par la réalisation effective du droit au développement.

Stratégie

- 24.30 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'attachera à appliquer une stratégie multidimensionnelle en s'employant à :
- a) Faire mieux connaître et comprendre les éléments constitutifs du droit au développement et l'importance que ce droit revêt et recenser les obstacles rencontrés sur les plans international, régional et national par l'intensification des échanges, des travaux de recherche et des activités de communication, d'information et de vulgarisation ;
 - b) Promouvoir, dans le cadre du programme relatif aux droits humains, la réalisation du droit au développement et encourager les organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les fonds et les institutions spécialisées, à prendre en compte le droit au développement dans leurs activités et à accorder une plus grande attention à sa concrétisation ;
 - c) Resserrer les partenariats et la collaboration avec les États Membres, les organismes de développement, les institutions internationales de développement et les institutions financières et commerciales internationales, ainsi que la société civile, y compris les organisations non gouvernementales et le secteur privé ;
 - d) Par la coopération et la collaboration, notamment par des activités de communication, l'entretien de réseaux, des conseils techniques et la mise en place de partenariats, et dans le respect des mandats existants, encourager la promotion du droit au développement dans le cadre de partenariats mondiaux pour le développement en vue de la mise en œuvre, par les États Membres, du Programme 2030 et, plus particulièrement, de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 17 ;
 - e) Fournir un appui fonctionnel au Conseil des droits de l'homme et aux mécanismes subsidiaires qu'il a créés pour ce qui touche au droit au développement, y compris le Groupe de travail sur le droit au développement, le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement et la réunion-débat sur le droit au développement que le Conseil des droits de l'homme organise tous les deux ans ;
 - f) Favoriser la mise en œuvre du droit au développement en fournissant une assistance technique aux États qui en feront la demande afin de les aider à élaborer des stratégies nationales de développement, tels des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, des stratégies relatives aux objectifs de développement durable et les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en veillant au plein respect des droits humains.
- 24.31 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : l'intégration de la promotion et de la protection du droit au développement dans les partenariats mondiaux pour le développement et les politiques et les activités opérationnelles menées par les acteurs concernés sur tous les plans.

Exécution du programme en 2023

Intégration de la promotion et de la protection du droit au développement dans les politiques africaines relatives au commerce et à l'investissement

- 24.32 Dans le cadre du sous-programme, on contribue à l'intégration du droit au développement en donnant des orientations, en fournissant des outils, des conseils techniques et en renforçant les capacités aux niveaux mondial, régional et national, sur demande, y compris en réalisant au préalable des études d'impact des accords commerciaux sur les droits humains. En 2022 et 2023, dans le cadre du sous-programme, on a organisé une série d'ateliers, de tables rondes et de réunions d'information avec des représentants des États Membres, de la société civile, des institutions nationales des droits humains et du secteur privé sur l'intégration de la promotion et de la protection du droit au développement dans le commerce et l'investissement.
- 24.33 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.7).

Tableau 24.7
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
		La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a adopté une résolution sur la prise en compte des droits humains dans le commerce
		Le protocole de la Zone de libre-échange continentale africaine sur les femmes et les jeunes dans le commerce a été élaboré en s'appuyant sur une étude d'impact sur les droits humains réalisée au préalable

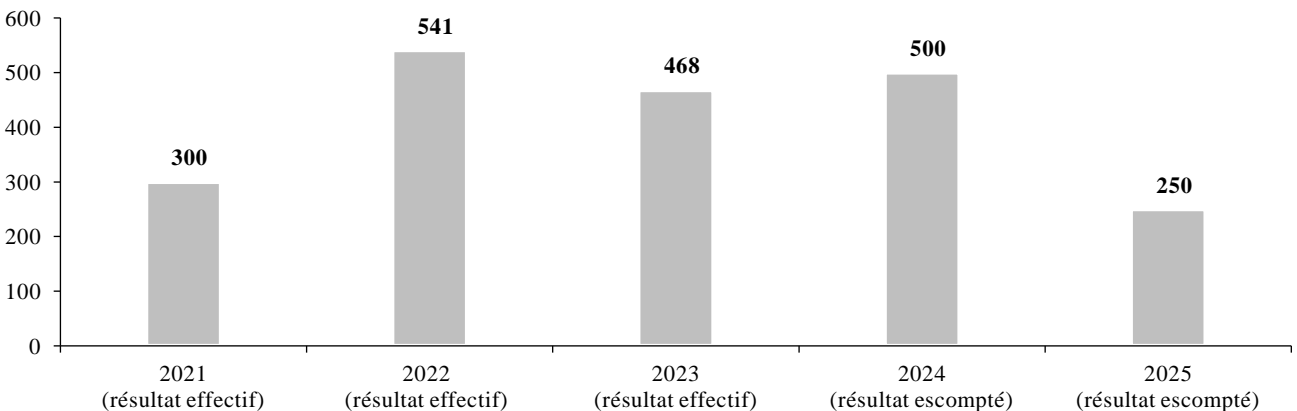
Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : le Groupe de travail sur le droit au développement et le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement éclairent les délibérations intergouvernementales portant sur le droit au développement

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.34 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 468 personnes collaborent avec le Groupe de travail sur le droit au développement et le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 400 personnes.
- 24.35 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025², sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.I).

Figure 24.I
Mesure des résultats : collaboration avec le Groupe de travail sur le droit au développement et le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement (résultat annuel)
(Nombre de participants)



² La cible pour 2025 a été revue à la baisse car les réunions officielles du Groupe de travail sur le droit au développement et du Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement ne se tiennent plus selon des modalités hybrides et virtuelles.

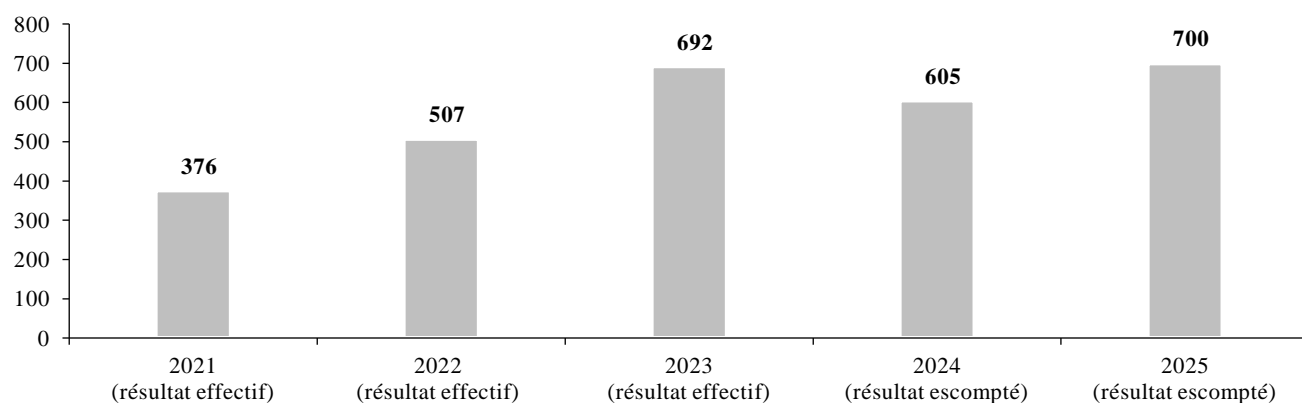
Résultat 2 : participation accrue au Forum social

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.36 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à accroître et à diversifier la participation au Forum social, 692 personnes de 102 pays y ayant participé, dont des représentants de 167 organisations de la société civile, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 551 personnes.
- 24.37 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.II).

Figure 24.II

Mesure des résultats : nombre de participants au Forum social du Conseil des droits de l'homme (résultat annuel)



Résultat 3 : politiques et pratiques de lutte contre la corruption visant à remédier aux effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme

Projet de plan-programme pour 2025

- 24.38 Dans le cadre du sous-programme, on aide les États Membres qui en font la demande à remédier aux effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme.

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.39 L'enseignement tiré est le suivant : les possibilités de fournir un appui et de faciliter le recensement des lacunes et d'aider à cet égard les États parties qui en font la demande se multiplient. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on fournira des analyses et des conseils pratiques adaptés aux différents contextes afin de renforcer les capacités des États et des autres parties prenantes à élaborer des politiques et des pratiques de lutte contre la corruption visant à remédier aux effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme et à faire davantage participer les équipes de pays des Nations Unies à la programmation des activités relatives à la lutte contre la corruption et aux droits humains.
- 24.40 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.8).

Tableau 24.8
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
—	—	Le public est davantage sensibilisé aux liens entre corruption et droits de l'homme, conformément à la résolution 53/17 du Conseil des droits de l'homme	Les États Membres ont accès à des conseils sur l'élaboration de politiques et pratiques de lutte contre la corruption visant à remédier aux effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme	Les États qui auront demandé un appui élaboreront des politiques et pratiques de lutte contre la corruption visant à remédier aux effets négatifs de la corruption sur la jouissance des droits de l'homme Les équipes de pays des Nations Unies ont renforcé leurs programmes relatifs à la lutte contre la corruption et aux droits humains

Produits

24.41 On trouvera dans le tableau 24.9 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.9
Sous-programme 1 b) : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	13	13	13	12
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale	2	2	1	1
2. Rapports et documents d'avant-session destinés au Conseil des droits de l'homme, concernant notamment le droit au développement, le Forum social, le Groupe de travail sur le droit au développement et le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement	11	11	12	11
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	30	29	31	29
Réunions ou séances :				
3. Conseil des droits de l'homme : séances plénières thématiques sur le droit au développement, la bonne gouvernance et les changements climatiques	4	3	3	3
4. Forum social	4	4	4	4
5. Groupe de travail sur le droit au développement	10	10	10	10
6. Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement	12	12	14	12

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	12	12	12	12
7. Outils méthodologiques et supports de formation concernant le droit au développement	8	8	8	8
8. Documents de recherche et d'analyse sur le droit au développement	4	4	4	4
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils d'expert donnés aux États Membres, aux entités des Nations Unies et à d'autres intervenants qui en font la demande sur la promotion des droits humains, notamment sur l'élaboration de normes en la matière et la mise en œuvre du droit au développement.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : produits d'information sur le droit au développement, notamment dans les stratégies nationales de développement				

c) Recherche et analyse

Objectif

- 24.42 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de protéger l'exercice effectif, par tous et toutes, de l'ensemble des droits humains, par une meilleure connaissance et compréhension des questions y relatives.

Stratégie

- 24.43 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'emploiera à :
- a) Intensifier les activités de recherche et d'analyse concernant les questions relatives aux droits humains et concourir au perfectionnement et à la mise en pratique de connaissances spécialisées, notamment dans les domaines suivants : élimination de toutes les formes de discrimination, de racisme, y compris dans ses formes contemporaines, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance associée ; état de droit, démocratie et bonne gouvernance ; intégration des droits humains dans les mesures relatives à la lutte contre le terrorisme et à la traite des personnes ainsi que dans les activités menées pour réaliser les objectifs de développement durable et exécuter les stratégies et les programmes de réduction de la pauvreté ; protection des droits humains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de l'activité économique ;
 - b) Continuer de défendre le caractère indivisible, interdépendant et indissociable de tous les droits humains par les moyens suivants : recherche, analyse orientée vers l'action, appui à l'élaboration des normes, activités de sensibilisation, recensement des meilleures pratiques et amélioration de la gestion du savoir ; prestation de services de consultation spécialisés dans le domaine des droits humains ; élaboration de méthodes et de directives et outils opérationnels ; renforcement des capacités et coopération internationale ; élaboration et exécution d'activités relatives aux droits humains, notamment des activités de formation, par exemple dans le cadre du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme ;
 - c) Perfectionner et accroître les compétences techniques et méthodologiques relatives aux droits humains afin de favoriser une réelle coopération avec les pays et de soutenir les partenariats mondiaux et nationaux et orienter l'action menée par les entités des Nations Unies pour surmonter les difficultés qui se posent actuellement dans ce domaine ;

- d) Prêter conseil et assistance aux États qui en font la demande, ainsi qu'aux entités des Nations Unies, à la société civile, aux médias et aux institutions nationales des droits humains, afin d'appuyer les efforts déployés pour combler les lacunes en matière de respect des droits humains, favoriser l'inclusion et protéger les titulaires de droits, ce pourquoi des services de coopération technique, d'information, de formation, d'élaboration de politiques, d'analyse et de conseil seront offerts aux partenaires, à tous les niveaux ;
 - e) Assurer le suivi et la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, du document final de la Conférence d'examen de Durban et des déclarations connexes, ainsi que du programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024).
- 24.44 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : meilleure connaissance et compréhension des questions relatives aux droits humains.

Exécution du programme en 2023

Effets de l'enregistrement des victimes sur la promotion et la protection des droits de l'homme

- 24.45 En 2023, dans le cadre du sous-programme, on a mené des travaux de recherche et des analyses et on a fait la synthèse des bonnes pratiques relatives à l'enregistrement des victimes et à ses effets sur la promotion et la protection des droits de l'homme ([A/HRC/53/48](#)), en faisant également fond sur les activités menées dans le cadre du programme au niveau des pays. En s'appuyant sur les lignes directrices relatives à l'enregistrement des victimes de 2019³, dans le cadre du sous-programme, on a facilité la mise en place de systèmes d'enregistrement des victimes et une utilisation optimale des données et analyses. Les données recueillies ont permis de révéler des constantes dans les souffrances causées aux victimes en mettant en relief les comportements les plus préjudiciables sur le plan des droits de l'homme et d'orienter les interventions.
- 24.46 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.10).

Tableau 24.10
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	Le groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur les armes explosives dans les zones peuplées a adopté la déclaration politique soulignant l'importance de l'enregistrement des victimes pour la protection des civils ⁴	L'enregistrement des victimes a eu des effets sur la promotion et la protection des droits à la vie, à la santé, à l'éducation et à un recours utile ainsi que sur l'adoption de mesures visant à améliorer l'accès à l'alimentation, la protection des populations vulnérables, la prévention, le respect du principe de responsabilité, la mobilisation politique et la liberté de circulation. (A/HRC/53/48)

³ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Guidance on Casualty Recording* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.20.XIV.1).

⁴ Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, par. 1.8.

Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : faire progresser la justice et l'égalité raciales, en particulier pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine⁵

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.47 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à renforcer les capacités des États et d'autres parties prenantes, en particulier les personnes d'ascendance africaine et leurs organisations, afin qu'il soit possible d'opérer une transformation pour la justice et l'égalité raciales, notamment par la mise en œuvre de réseaux d'organisations de personnes d'ascendance africaine et l'élaboration d'une note visant à faciliter la réalisation du droit des personnes d'ascendance africaine à participer aux affaires publiques, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée pour 2023.
- 24.48 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.11).

Tableau 24.11

Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
<p>Tenue en ligne de 29 consultations sur le racisme systémique, auxquelles ont participé des personnes issues de divers secteurs, principalement des personnes d'ascendance africaine</p> <p>Examen, par le Conseil des droits de l'homme, du rapport de la Haute-Commissaire (A/HRC/51/53) et de son annexe intitulée « Four-point Agenda Towards Transformative Change for Racial Justice and Equality » (programme de transformation pour la justice et l'égalité raciales en quatre points), et adoption de la résolution 47/21</p>	<p>Examen, par le Conseil des droits de l'homme, du premier rapport du Mécanisme international d'experts indépendants (A/HRC/51/55) ainsi que du rapport de la Haute-Commissaire (A/HRC/51/53), dans le cadre d'un dialogue interactif renforcé auquel ont notamment participé les personnes et les communautés directement concernées, y compris les victimes et leurs familles</p> <p>Tenue de la première session du Mécanisme. Organisation, par le Mécanisme et le Haut-Commissariat, de plusieurs séances de consultation,</p>	<p>Renforcement des capacités des États et des autres parties prenantes, en particulier des personnes d'ascendance africaine et de leurs organisations, afin de faciliter la réalisation du droit des personnes d'ascendance africaine à participer aux affaires publiques</p>	<p>Plus grande mobilisation au niveau national, de la part des États et d'autres parties prenantes, en particulier les personnes d'ascendance africaine et leurs organisations, en faveur d'une transformation pour la justice et l'équité raciales</p>	<p>Mesures prises par les États et les autres parties prenantes, en particulier les personnes d'ascendance africaine et leurs organisations, pour promouvoir la justice et l'égalité raciales</p>

⁵ Résolution 47/21 du Conseil des droits de l'homme.

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
	auxquelles ont participé de nombreuses personnes d'ascendance africaine			

Résultat 2 : promouvoir et protéger les droits économiques, sociaux et culturels et lutter contre les inégalités dans le contexte du relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.49 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a facilité l'examen par les États Membres d'un rapport sur l'accès aux vaccins et aux médicaments précisant dans quels domaines des changements sont nécessaires, tels la tarification des médicaments essentiels et l'impact du système d'innovation pharmaceutique sur l'accès, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée pour 2023.
- 24.50 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.12).

Tableau 24.12
Mesure des résultats

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)	2024 (résultat escompté)	2025 (résultat escompté)
Demande formulée par l'Assemblée générale, dans sa résolution 76/162 , en vue de la préparation, par le Secrétaire général, d'un rapport sur les droits humains et la diversité culturelle	Recensement par le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 50/13 , des obstacles entravant l'accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres produits sanitaires Création d'un groupe sur les droits humains dans l'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles	Examen, par les États Membres, d'un rapport sur l'accès aux médicaments et aux thérapies et sur les maladies rares, ainsi que d'orientations concernant la santé mentale, les droits humains et la législation	Mise à disposition des États Membres d'orientations concernant l'amélioration de l'accès aux médicaments, aux vaccins et aux autres produits sanitaires dans le contexte du droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, tel que garanti par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	Accès des États Membres et des autres parties prenantes aux meilleures pratiques pour aider les États à faire respecter, promouvoir et réaliser les droits économiques, sociaux et culturels, comme indiqué dans un rapport que le Haut-Commissaire établira en application de la résolution 54/22 du Conseil des droits de l'homme

Résultat 3 : les jeunes défenseurs des droits humains membres d'une communauté autochtone, appartenant à une minorité ou d'ascendance africaine approfondissent leur connaissance des droits humains

Projet de plan-programme pour 2025

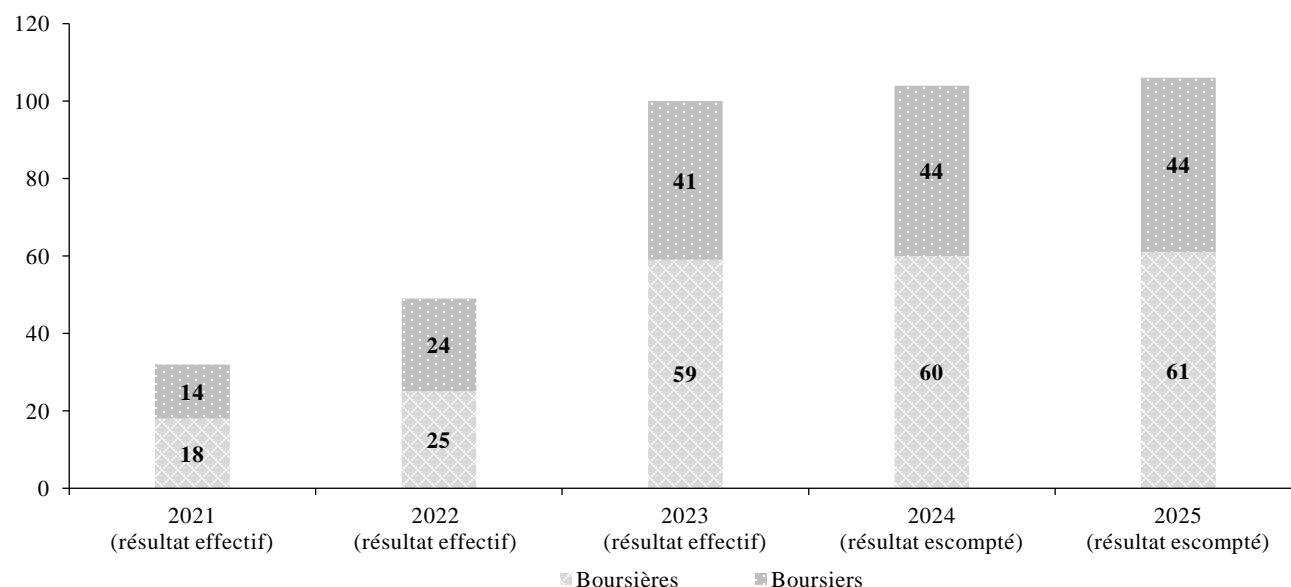
- 24.51 Dans le cadre du sous-programme, on offre aux défenseurs des droits humains membres d'une communauté autochtone, appartenant à une minorité ou d'ascendance africaine la possibilité d'approfondir leur connaissance du droit international des droits de l'homme en se familiarisant avec les mécanismes de protection des droits humains, dans le cadre d'un programme de bourses spécifique.

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.52 L'enseignement tiré est le suivant : les séances de formation préparatoire en présentiel organisées pour chaque groupe linguistique, en collaboration avec des universités partenaires, ont contribué à favoriser une bonne participation pendant les séances de formation, ce qui a permis d'aiguiser la sensibilité culturelle et la prise de conscience culturelle et de promouvoir la communication interculturelle. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on resserrera le partenariat avec les universités et on organisera davantage de séances de formation et de sessions préparatoires en présentiel, dans plusieurs langues. On renforcera également les réseaux d'anciens bénéficiaires et on offrira davantage de possibilités de mentorat et de formation professionnelle aux boursières et boursiers.
- 24.53 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.III).

Figure 24.III

Mesure des résultats : nombre de bénéficiaires participant à des programmes de formation destinés aux personnes d'ascendance africaine, aux peuples autochtones et aux minorités (annuel)



Produits

- 24.54 On trouvera dans le tableau 24.13 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.13

Sous-programme 1 c) : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	50	59	50	50
Rapports destinés :				
1. À l'Assemblée générale	15	21	15	15
2. Au Conseil économique et social	2	2	2	2
3. Au Conseil des droits de l'homme	33	36	33	33
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	135	138	135	135
4. Séances du Conseil des droits de l'homme : séances plénières thématiques concernant les droits humains	10	13	10	10
5. Réunions du Conseil des droits de l'homme et des autres organes directeurs	125	125	125	125
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	850	850	850	850
6. Séminaires sur le renforcement des capacités nationales en matière de promotion et de protection des droits humains à l'intention des parties prenantes, y compris les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et les entités des Nations Unies	150	150	150	150
7. Activités de formation sur le système des Nations Unies, le droit des droits humains et le perfectionnement des compétences, à l'intention des peuples autochtones, des minorités et des personnes d'ascendance africaine (dans le cadre des programmes de bourses d'études)	700	700	700	700
Publications (nombre de publications)	7	7	7	7
8. Concernant les droits des femmes, la discrimination raciale, les peuples autochtones et l'administration de la justice, notamment les mécanismes de justice transitionnelle	7	7	7	7
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	10	10	10	10
9. Concernant les droits des femmes, la discrimination raciale, les peuples autochtones et l'administration de la justice, notamment les mécanismes de justice transitionnelle	10	10	10	10
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : conseils d'experts donnés aux États Membres, aux entités des Nations Unies, aux rapporteuses spéciales et aux rapporteurs spéciaux, aux experts indépendants du Conseil des droits de l'homme et à d'autres parties prenantes, notamment au sujet de l'élaboration de normes en la matière.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : produits d'information concernant la sensibilisation aux niveaux mondial et national, dans les domaines des droits des femmes, de la discrimination raciale, des peuples autochtones et de l'administration de la justice.				
Services de bibliothèque : publications, supports de formation et supports pédagogiques dans le domaine des droits humains et traductions de la Déclaration universelle des droits de l'homme.				

Sous-programme 2**Appui aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme****Objectif**

- 24.55 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de défendre l'exercice effectif, par tous et toutes, de l'ensemble des droits humains, et en particulier de prêter appui et conseil aux organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de mieux faire apprécier des acteurs nationaux et internationaux les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leurs travaux.

Stratégie

- 24.56 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'emploiera à :
- a) Prêter appui et conseil aux fins : de l'examen des rapports des États ; de la conduite d'enquêtes et de visites de pays, lorsqu'elles sont prévues par l'instrument ou sur demande des États ; des procédures d'alerte rapide et d'intervention d'urgence et du traitement des communications émanant de particuliers, des interventions d'urgence et des communications interétatiques ; des visites dans les lieux de privation de liberté et de la fourniture d'une assistance et de conseils aux mécanismes nationaux de prévention ; de la préparation d'observations générales ;
 - b) Appuyer les efforts déployés par les organes conventionnels pour améliorer et renforcer leurs méthodes de travail ;
 - c) Collaborer avec les États Membres, les institutions nationales des droits humains, les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et d'autres acteurs afin que les travaux et réalisations des organes conventionnels soient mieux connus, appréciés et compris, et pour encourager la ratification des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ;
 - d) Faciliter l'usage de la visioconférence et de la diffusion en ligne pour améliorer l'accessibilité et le rayonnement des organes conventionnels, si possible ;
 - e) Aider les États parties qui en font la demande à renforcer leurs capacités pour mieux s'acquitter de leurs obligations conventionnelles et à établir et soumettre dans les délais leurs rapports nationaux ;
 - f) Aider les États qui en font la demande à établir ou à renforcer les mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi par l'échange de données d'expériences et de bonnes pratiques ;
 - g) Aider les organes conventionnels à lutter contre les actes de représailles lorsqu'ils surviennent, et à répondre aux plaintes et aux actes d'intimidation ou de représailles dirigés contre les personnes ou les groupes qui contribuent à leurs travaux.
- 24.57 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Fonctionnement efficace et efficient des organes conventionnels ;
 - b) Renforcement de la coopération des parties prenantes à tous les niveaux pour ce qui est des travaux des organes conventionnels, dans le respect de leurs méthodes de travail et de leurs mandats.

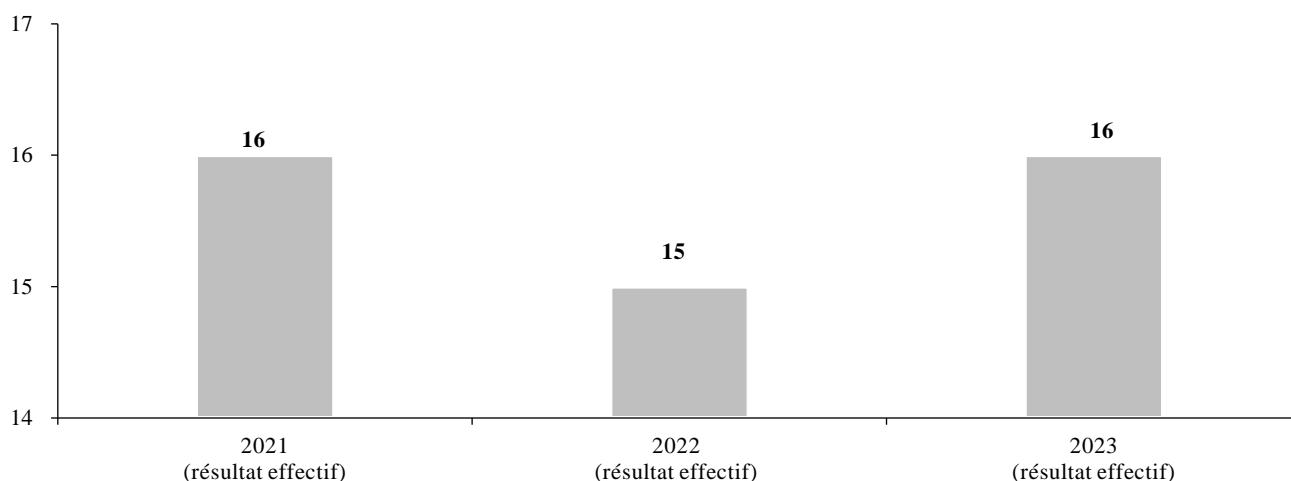
Exécution du programme en 2023

Augmentation du nombre de ratifications d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

- 24.58 Dans le cadre de l'initiative Droits humains 75, le sous-programme a lancé une campagne qui a conduit à 16 nouvelles ratifications en 2023 et contribué à ce que 23 États annoncent 43 autres ratifications. Il a contribué à faire mieux connaître la teneur des instruments et les obligations que ceux-ci mettent à la charge des États et a facilité les échanges d'expériences entre les États, en organisant des conférences régionales et interrégionales, des ateliers et des manifestations parallèles. La campagne a notamment mis l'accent sur le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et sur le rôle joué par les mécanismes nationaux de prévention à l'occasion du vingtième anniversaire de l'adoption du Protocole facultatif.
- 24.59 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.IV).

Figure 24.IV

Mesure des résultats : nombre de traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés (résultat annuel)



Résultats escomptés pour 2025

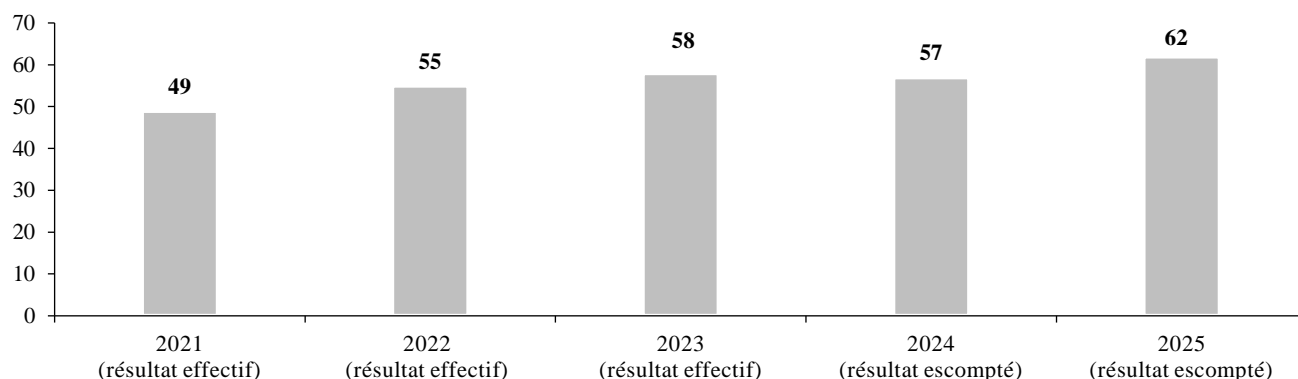
Résultat 1 : renforcement de la capacité des États parties de collaborer avec les organes conventionnels

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.60 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à la création ou au renforcement de 58 mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 57 mécanismes.
- 24.61 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.V).

Figure 24.V

Mesure des résultats : nombre de mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi des recommandations travaillant en collaboration avec les organes conventionnels (résultat cumulé)



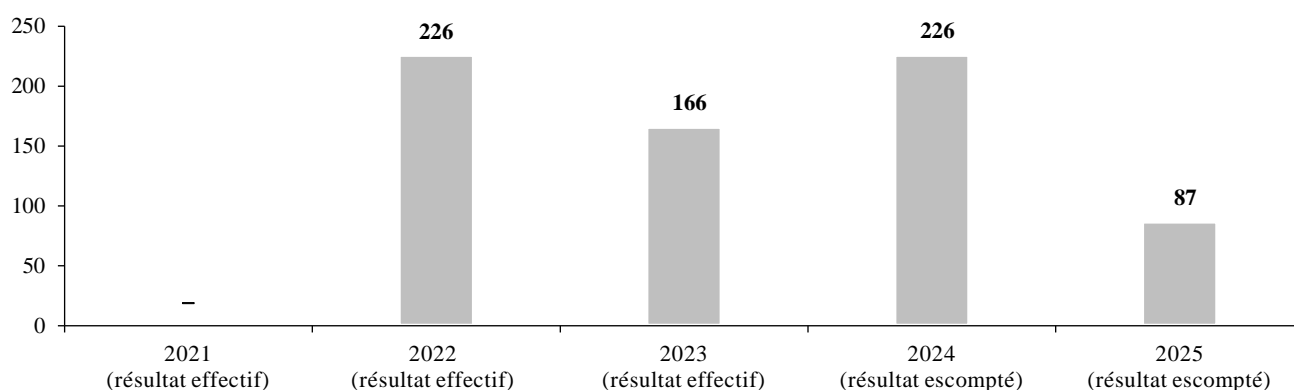
Résultat 2 : participation accrue des représentants à l'examen des rapports des États parties par les organes conventionnels

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.62 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 166 réunions hybrides ou virtuelles bénéficient de services d'interprétation, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir 266 réunions. La cible n'a pas été atteinte car les réunions en présentiel des organes conventionnels ont repris, à l'exception des réunions telles que les dialogues officiels avec les délégations des États parties pour lesquelles les modalités énoncées au paragraphe 23 de la résolution [68/268](#) de l'Assemblée générale ont été expressément demandées.
- 24.63 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.VI).

Figure 24.VI

Mesure des résultats : nombre de réunions hybrides des organes conventionnels ayant bénéficié de services d'interprétation (résultat annuel)



Résultat 3 : resserrement de la coopération internationale à l'appui des mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi

Projet de plan-programme pour 2025

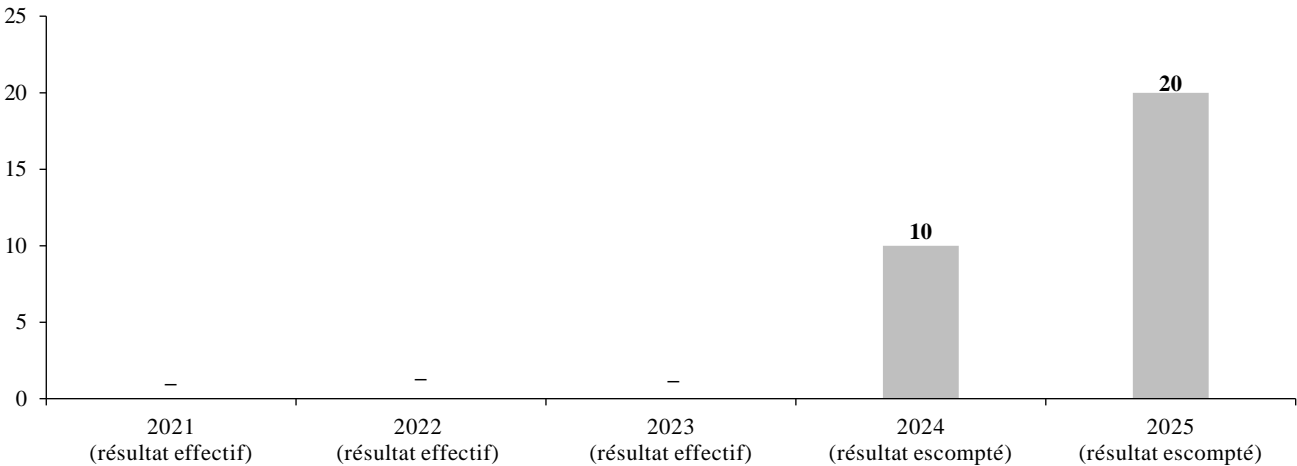
- 24.64 Les mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi permettent aux États d'organiser leurs échanges avec les mécanismes relatifs aux droits humains. Dans le cadre du

sous-programme, on facilite la mise en place et le renforcement de ces mécanismes en proposant des activités de renforcement des capacités, pour donner suite à la résolution 51/33 du Conseil des droits de l'homme.

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.65 L'enseignement tiré est le suivant : l'apprentissage entre pairs peut permettre de renforcer les capacités en ce qui concerne les mécanismes nationaux d'application, d'établissement de rapports et de suivi. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on facilitera la coopération internationale et le partage des bonnes pratiques afin d'appuyer ces mécanismes nationaux. On mettra également en place un réseau de mécanismes nationaux, on établira un pôle de connaissances virtuel et on organisera des activités d'apprentissage entre pairs.
- 24.66 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.VII).

Figure 24.VII
Mesure des résultats : nombre de pays ayant fait part de leurs pratiques en matière d'application, d'établissement de rapports et de suivi aux mécanismes internationaux relatifs aux droits humains grâce au pôle de connaissances (résultat annuel)



Produits

- 24.67 On trouvera dans le tableau 24.14 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.14
Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	685	616	733	694
1. Rapports du Comité des droits de l'homme, y compris les observations finales et les listes de points	37	48	37	37
2. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre du premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques	150	141	152	152

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
3. Rapports du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, y compris les observations finales et les listes de points	43	27	43	43
4. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	7	15	7	7
5. Rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, y compris les observations finales et les listes de thèmes	59	42	59	59
6. Décisions au titre des articles 11 et 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	5	3	3	3
7. Rapports du Comité contre la torture, y compris les observations finales et les listes de points	39	22	39	39
8. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre de l'article 22 de la Convention contre la torture	66	55	50	50
9. Rapports du Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, y compris les recommandations et observations concernant les visites de pays	21	12	21	21
10. Réponses des États parties et des mécanismes nationaux de prévention au Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	18	5	18	20
11. Rapports du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, y compris les observations finales et les listes de points	19	14	19	19
12. Rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, y compris les observations finales et les listes de points	40	54	104	55
13. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre de l'article 2 du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	14	12	14	14
14. Rapports du Comité des droits de l'enfant, y compris les observations finales sur les rapports des États parties au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et des Protocoles facultatifs à la Convention concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et l'implication d'enfants dans les conflits armés, et les listes de points	49	54	49	49
15. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications	18	24	18	18
16. Rapports du Comité des droits des personnes handicapées, y compris les observations finales et les listes de points	40	31	40	40
17. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées	5	8	5	5
18. Rapports du Comité des disparitions forcées, y compris les observations finales et les listes de points	22	16	22	22
19. Décisions relatives aux communications émanant de particuliers au titre de l'article 31 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées	2	1	2	2
20. Rapport de la réunion des présidentes et présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	1	1	1	1
21. Notes du Secrétariat de la réunion des présidentes et présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	3	2	3	3
22. Note du Secrétaire général, élection des membres, curriculum vitae des candidats aux réunions des États parties	4	11	4	12

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
23. Rapports présentés à l'Assemblée générale par les Comités et les fonds humanitaires	16	14	16	16
24. Rapports présentés au Conseil économique et social par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits des personnes handicapées	3	0	3	3
25. Note du Secrétariat sur les résultats des sessions de la Commission de la condition de la femme	1	1	1	1
26. Rapport du Secrétaire général au Conseil des droits de l'homme concernant les mesures prises pour appliquer la résolution 9/8 du Conseil des droits de l'homme et les opérations des fonds humanitaires	3	3	3	3
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	1 160	974	1 160	1 156
27. Réunions des groupes de travail de présession des comités créés sous l'égide des organes directeurs et des groupes de travail relatifs aux protocoles facultatifs	150	130	150	150
28. Réunions plénières des comités créés sous l'égide des organes directeurs, y compris la réunion des présidentes et présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les fonds humanitaires	1 002	840	1 002	1 002
29. Réunions des États parties, élection des membres	8	4	8	4
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	230	260	235	240
30. Du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture	180	199	180	180
31. Du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage	40	47	40	45
32. Du Fonds spécial créé par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	10	14	15	15
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	120	185	150	150
33. Cours de formation sur l'établissement de rapports, les communications émanant de particuliers, les visites de pays ou le suivi des recommandations des organes conventionnels aux États parties	120	185	150	150
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	1	2	2	1
34. Guides relatifs à tel ou tel instrument	1	2	2	1
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations, promotion d'instruments juridiques relatifs au système international des droits humains auprès des États Membres, des entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes ; consultations et conseils sur la mise en place ou sur le renforcement des mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi des recommandations des organes conventionnels ; réunions d'information à l'intention des titulaires de mandats nouvellement élus des Comités et des nouveaux membres des conseils d'administration des fonds humanitaires.				
Bases de données et supports numériques : Index universel des droits de l'homme, qui contient plus de 170 000 observations et recommandations formulées par les mécanismes internationaux relatifs aux droits humains ; bases de données sur la jurisprudence des organes conventionnels ; pôle de connaissances sur les mécanismes nationaux d'établissement de rapports et de suivi ; base de données pour le suivi des recommandations au niveau national.				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : brochures d'information sur les activités des organes conventionnels, du programme de renforcement des capacités et des fonds humanitaires ainsi que sur le Fonds spécial créé par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.				

Sous-programme 3**Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège****Objectif**

- 24.68 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de défendre l'exercice effectif, par tous et toutes, de l'ensemble des droits humains, et, à cette fin, de contribuer au renforcement des capacités, notamment en prêtant assistance aux États qui en font la demande.

Stratégie

- 24.69 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'emploiera à :
- a) Fournir aux États qui en font la demande et aux parties prenantes au niveau national des conseils juridiques et des services d'éducation, de sensibilisation et de formation en matière de droits humains prenant la forme de services consultatifs et de programmes de coopération technique convenus d'un commun accord, notamment en ce qui concerne l'application des recommandations qu'ils ont acceptées dans le cadre de l'Examen périodique universel ;
 - b) Améliorer la coopération au sein du système des Nations Unies pour assurer la protection et la promotion des droits humains, par des activités conjointes, le déploiement de spécialistes des droits humains, des échanges avec les programmes du Haut-Commissariat déployés sur le terrain et les mécanismes compétents des Nations Unies chargés des droits humains ;
 - c) Continuer d'envoyer des observateurs des droits humains et des missions d'enquête, notamment dans des situations d'urgence, à la demande d'un pays touché ou dans l'exercice d'un mandat confié par les organes délibérants compétents de l'Organisation des Nations Unies ;
 - d) Aider le Conseil des droits de l'homme et ses mécanismes, ainsi que les autres organes directeurs et les organes conventionnels, à préparer les dialogues avec les pays et à y donner suite, et assurer le fonctionnement efficace et effectif des mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales et des procédures spéciales par pays en suivant l'évolution de la situation des droits humains.
- 24.70 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) Renforcement des capacités nationales de traduire les obligations internationales relatives aux droits humains en lois, règlements et politiques efficaces et de relever les défis liés à la pleine réalisation des droits humains ;
 - b) Renforcement des moyens dont disposent les équipes de pays des Nations Unies, les présences sur le terrain, les opérations de maintien de la paix et les missions de consolidation de la paix en vue d'aider les pays qui en font la demande à mettre sur pied des systèmes nationaux de protection des droits humains, en s'appuyant notamment sur les recommandations des mécanismes internationaux relatifs aux droits humains ;
 - c) Cessation des violations des droits humains, y compris dans les situations de crise majeure.

Exécution du programme en 2023**Les États Membres et les autres parties prenantes s'engagent à promouvoir et protéger les droits humains**

- 24.71 Dans le cadre du sous-programme, on a facilité l'organisation de 4 dialogues nationaux, de 84 consultations nationales, de 3 centres régionaux et de 5 dialogues régionaux pour commémorer le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le trentième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

- 24.72 Droits humains 75 a été l'occasion de faire connaître et d'examiner les réalisations, les meilleures pratiques et les obstacles concernant la promotion et la protection des droits humains. Les États Membres et les autres parties prenantes ont pris des engagements concrets afin de promouvoir et protéger les droits humains. Le point fort de l'initiative a été une manifestation de haut niveau qui a eu lieu à Genève les 11 et 12 décembre 2023. Y ont participé des représentants de 150 pays, dont 74 dignitaires de haut rang, en présentiel, et les centres régionaux, de manière virtuelle.
- 24.73 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 24.15).

Tableau 24.15
Mesure des résultats : nombre d'engagements pris par les États membres et les autres parties prenantes dans le cadre de l'initiative Droits humains 75 pour promouvoir et protéger les droits humains

2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat effectif)
—	—	514 engagements pris par des États et 263 pris par d'autres parties prenantes dans le cadre de l'initiative Droits humains 75 pour promouvoir et protéger les droits humains

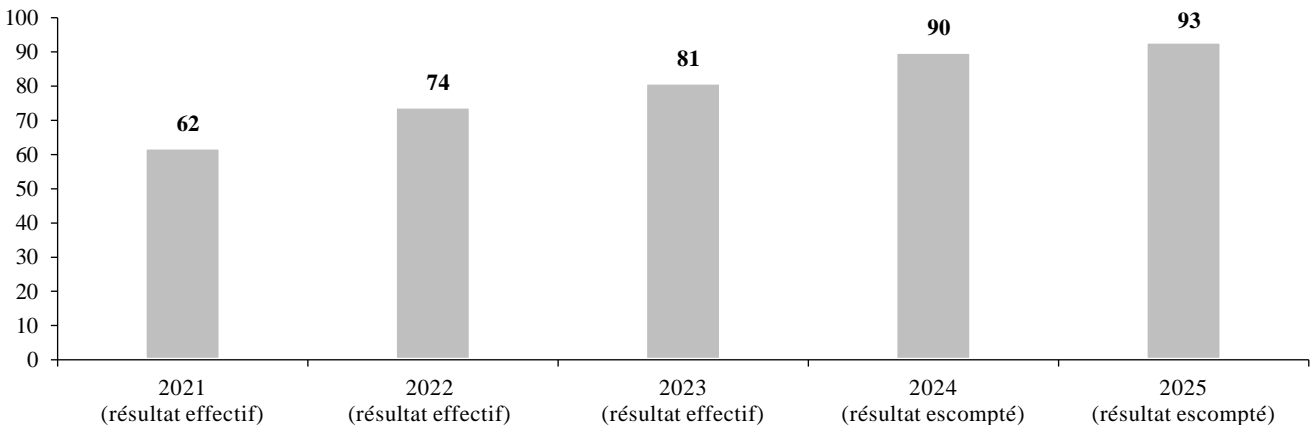
Résultats escomptés pour 2025

Résultat 1 : amélioration de la capacité des États Membres de réduire les inégalités

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.74 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis à 81 États Membres de prendre des mesures pour améliorer la législation et les politiques visant à intégrer les droits économiques, sociaux et culturels, ce qui a permis d'atteindre la cible fixée, à savoir 81 États Membres.
- 24.75 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.VIII).

Figure 24.VIII
Mesure des résultats : nombre d'États Membres qui ont pris des mesures pour améliorer la législation et les politiques visant à intégrer les droits économiques, sociaux et culturels (résultat cumulé)



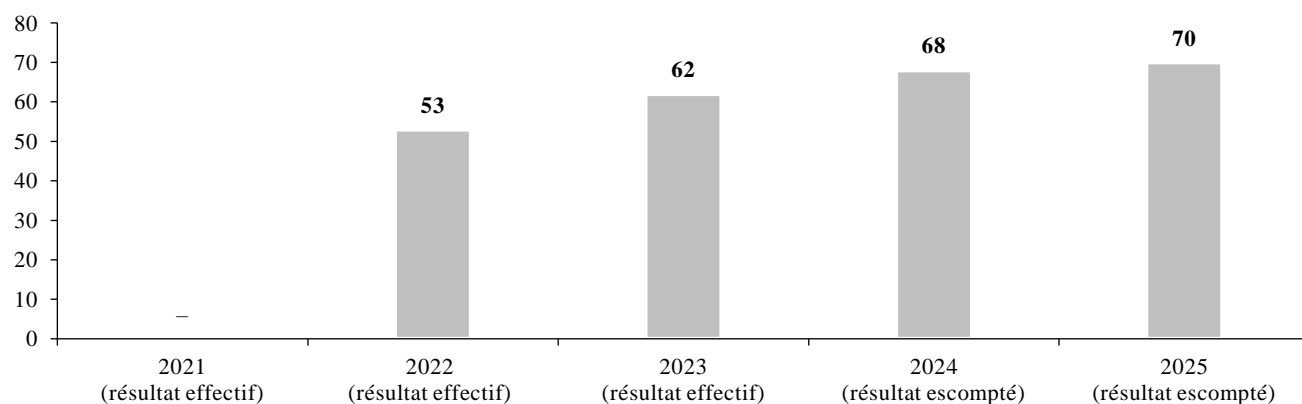
Résultat 2 : mise en œuvre par les États Membres des recommandations émanant des mécanismes internationaux relatifs aux droits humains

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.76 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 62 États Membres fassent mieux en ce qui concerne la présentation de rapports aux mécanismes relatifs aux droits humains et la mise en œuvre des recommandations émanant de ces mécanismes, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 60 États Membres.
- 24.77 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.IX).

Figure 24.IX

Mesure des résultats : nombre de pays les moins avancés et de petits États insulaires en développement qui mettent en application des recommandations émanant des mécanismes internationaux relatifs aux droits humains (résultat cumulé)



Résultat 3 : renforcement de l'efficacité des institutions nationales des droits humains conformément aux Principes de Paris

Projet de plan-programme pour 2025

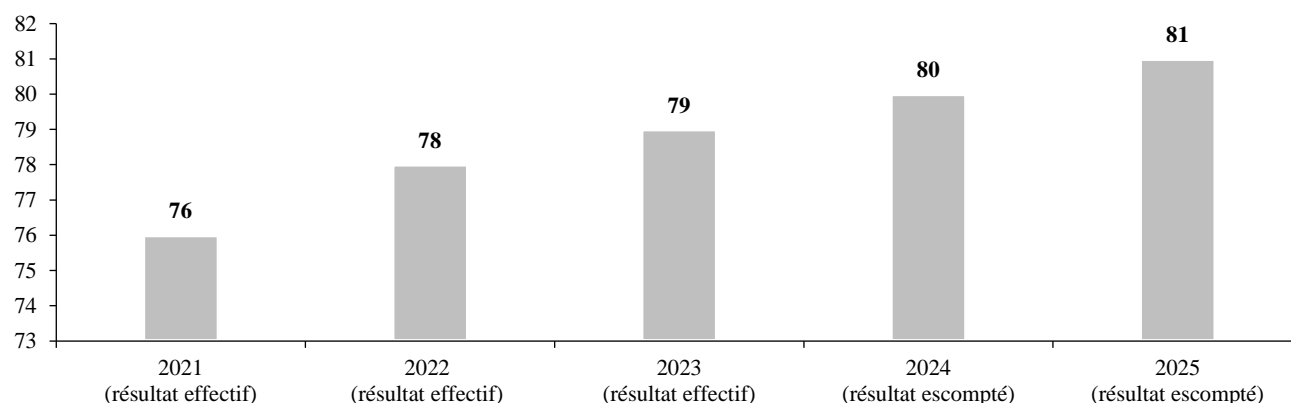
- 24.78 Dans le cadre du sous-programme, on a fourni aux États Membres et aux parties prenantes dans toutes les régions des services consultatifs et des programmes de coopération technique pour établir des institutions nationales des droits humains ou en renforcer l'efficacité, conformément à la résolution [78/204](#) de l'Assemblée générale et aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris).

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.79 L'enseignement tiré est le suivant : la collaboration directe avec les institutions nationales des droits humains qui en font la demande pourrait promouvoir les droits humains au niveau national. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on proposera un renforcement des capacités et une coopération technique afin de les aider à renforcer leurs capacités et à se conformer davantage aux normes et obligations internationales relatives aux droits humains.
- 24.80 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.X).

Figure 24.X

Mesure des résultats : nombre d'institutions nationales des droits humains créées ou renforcées conformément aux Principes de Paris (résultat cumulé)



Produits

24.81 On trouvera dans le tableau 24.16 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.16

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	69	68	70	70
Rapports destinés :				
1. À l'Assemblée générale	14	14	14	14
2. Au Conseil des droits de l'homme	54	53	55	55
3. À l'Assemblée générale, présentés par le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes	1	1	1	1
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	85	106	113	110
Réunions ou séances :				
4. Conseil des droits de l'homme au sujet des mandats par pays, de la coopération technique et des commissions et missions d'enquête	62	83	90	87
5. Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes	5	5	5	5
6. Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme	2	2	2	2
7. Assemblée générale	14	14	14	14
8. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme	2	2	2	2
B. Création et transfert de connaissances				
Projets sur le terrain et projets de coopération technique (nombre de projets)	213	183	240	215
9. Coopération et appui techniques dans le domaine des droits humains, en particulier des droits économiques, civils, culturels, sociaux et politiques, en réponse à des demandes	98	88	130	100

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
10. Coopération technique à l'échelon national ou régional dans le domaine des droits humains	115	95	110	115
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	267	284	260	290
11. Activités de formation concernant différents thèmes relatifs aux droits humains, destinées aux gouvernements, aux institutions nationales des droits humains et aux acteurs de la société civile	267	284	260	290
Missions d'établissement des faits, de suivi et d'enquête (nombre de missions)	6	20	9	20
12. Missions d'établissement des faits concernant tel ou tel pays	6	20	9	20
Missions d'aide humanitaire (nombre de missions)	–	1	–	3
13. Missions d'aide humanitaire	–	1	–	3
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations sur les droits humains avec les États Membres, les institutions nationales des droits humains et la société civile ; assistance aux rapporteuses et rapporteurs spéciaux et aux experts indépendants du Conseil des droits de l'homme (titulaires de mandats par pays) ; appui technique, activités de fond et services de secrétariat pour les missions qui concernent tel ou tel pays ; suivi, appui technique et services fonctionnels aux composantes Droits humains des missions de paix, y compris contributions sur la situation des droits humains comme prescrit par le Conseil de sécurité ; conseils de fond concernant les questions relatives aux droits humains dans le domaine des opérations humanitaires.				
Bases de données et supports numériques : bases de données géographiques relatives aux droits humains, notamment la base de données relative aux violations des droits humains et la plateforme d'échange d'informations sécurisée à l'appui des commissions d'enquête et des missions d'établissement des faits.				
D. Activités de communication				
Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse et points de presse par les titulaires de mandats relatifs à un pays et le Haut-Commissaire.				

Sous-programme 4 Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires

Objectif

- 24.82 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de promouvoir et de défendre l'exercice effectif, par tous et toutes, de l'ensemble des droits humains et, à cette fin, de prêter davantage appui et conseil au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires, y compris le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, les procédures spéciales, l'Examen périodique universel et les procédures de plainte.

Stratégie

- 24.83 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du programme, on s'emploiera à :
- Mener des études et produire des informations et connaissances analytiques à l'appui des mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales et de l'Examen périodique universel afin d'en améliorer l'efficacité ;
 - Fournir un appui et une expertise thématique lors des missions d'établissement des faits et des visites de pays des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, notamment en renforçant la coopération en interne, en analysant les insuffisances constatées dans l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en promouvant le respect des

normes internationales relatives aux droits humains et en formulant en temps utile des avis sur les mesures à prendre en cas de violations flagrantes et systématiques des droits humains ;

- c) Aider les mécanismes internationaux relatifs aux droits humains à faire progresser la réalisation du Programme 2030 conformément aux obligations des États en matière de droits humains ;
- d) Diffuser les conclusions, recommandations et autres résultats de l'Examen périodique universel, ainsi que les conclusions et méthodes des mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales, et améliorer la coordination entre les titulaires de mandat et les autres mécanismes relatifs aux droits humains ;
- e) Appuyer les partenariats et renforcer le dialogue et la coopération avec les gouvernements, les institutions nationales des droits humains, les organisations de la société civile, les victimes, les organismes et programmes des Nations Unies et le dispositif des Nations Unies pour les droits humains et les organes directeurs coopérants, notamment pour faciliter le suivi des conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ainsi que le suivi des résultats de l'Examen périodique universel ;
- f) Prêter assistance aux États dans le cadre de l'Examen périodique universel.

24.84 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) Amélioration et efficacité du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme et de ses organes et mécanismes subsidiaires et efficacité accrue des délibérations et des processus décisionnels ;
- b) Développement de la coopération à tous les niveaux avec les parties prenantes qui peuvent bénéficier des travaux du Conseil des droits de l'homme et de ses organes et mécanismes subsidiaires ou y contribuer.

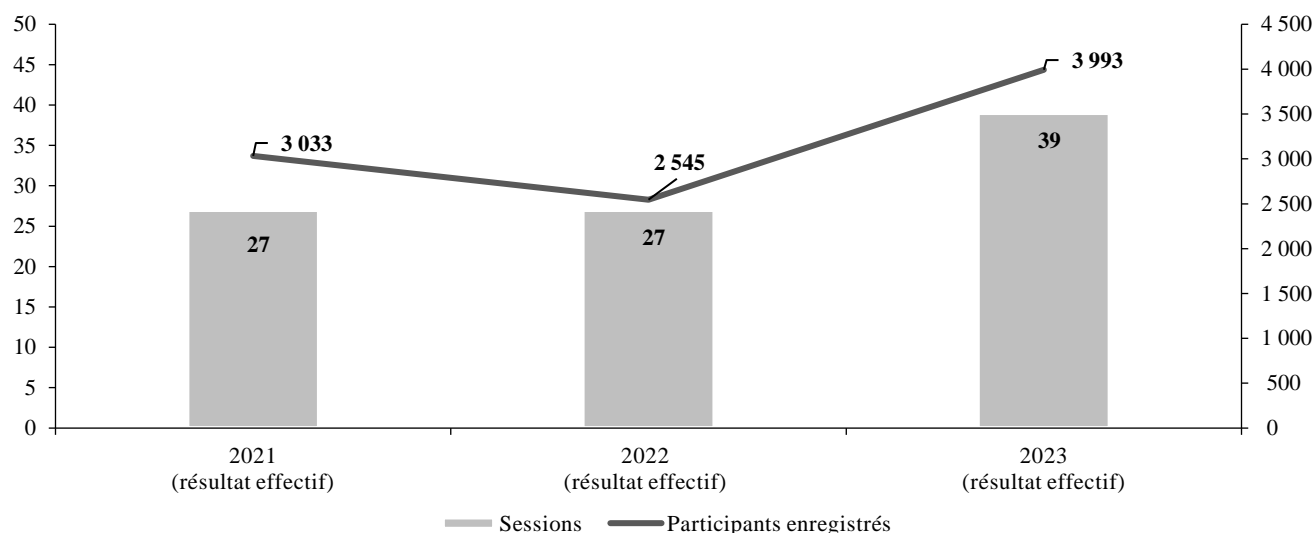
Exécution du programme en 2023

Participation accrue au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme

- 24.85 Plus de 140 pays ont participé au douzième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme, qui était axé sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et sur les différentes manières possibles de les appliquer. Plus de 200 personnes représentant divers groupes et secteurs ont pris la parole et, pour la première fois, des services d'interprétation en langue des signes internationale et de sous-titrage étaient accessibles pour les personnes présentant différents handicaps. Par des travaux de recherche, des discussions, le partage d'expériences et la collaboration, le Forum a aidé les États Membres et le secteur privé à mieux comprendre les responsabilités et devoirs qui sont les leurs, et les défenseurs des droits humains, les responsables locaux et les militants de la société civile à mieux comprendre les éventuelles plaintes et voies de recours.
- 24.86 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.XI).

Figure 24.XI

Mesure des résultats : nombre de sessions et nombres de participants enregistrés au Forum sur les entreprises et les droits de l'homme (résultat annuel)



Résultats escomptés pour 2025

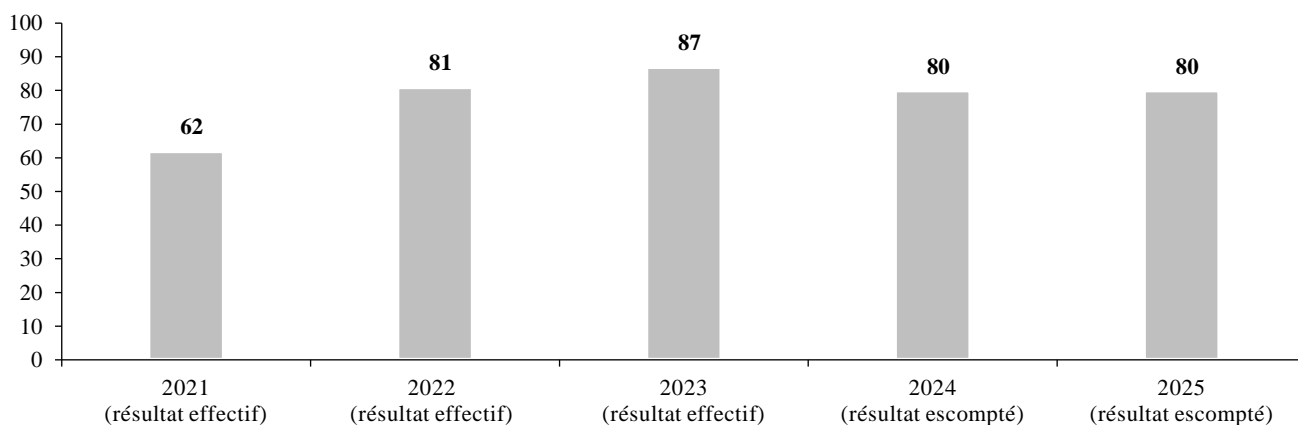
Résultat 1 : accroissement de la participation des parlementaires à l'Examen périodique universel

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.87 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 87 parlementaires connaissent mieux les modalités de participation aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à l'Examen périodique universel, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 80 parlementaires.
- 24.88 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.XII).

Figure 24.XII

Mesure des résultats : nombre de parlementaires ayant une meilleure connaissance des modalités de participation aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à son mécanisme d'Examen périodique universel (résultat annuel)

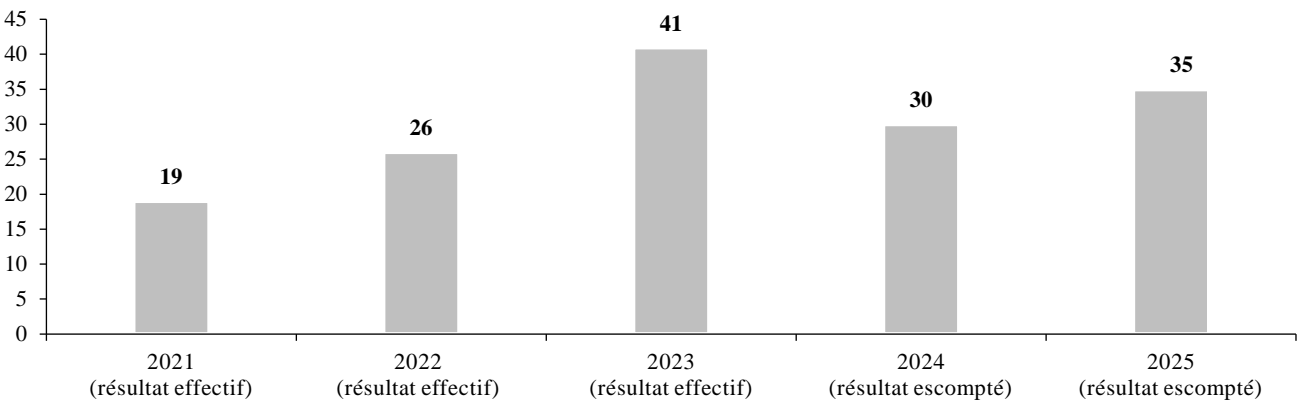


Résultat 2 : participation accrue des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l’homme

Exécution du programme en 2023 et cible pour 2025

- 24.89 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à ce que 41 représentants des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement participent aux sessions du Conseil des droits de l’homme, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 38 représentants.
- 24.90 Les progrès concernant l’objectif, de même que la cible pour 2025, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.XIII).

Figure 24.XIII
Mesure des résultats : nombre de représentants des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement participant aux sessions du Conseil des droits de l’homme (résultat annuel)



Résultat 3 : contribution accrue des institutions nationales des droits humains au mécanisme d’Examen périodique universel

Projet de plan-programme pour 2025

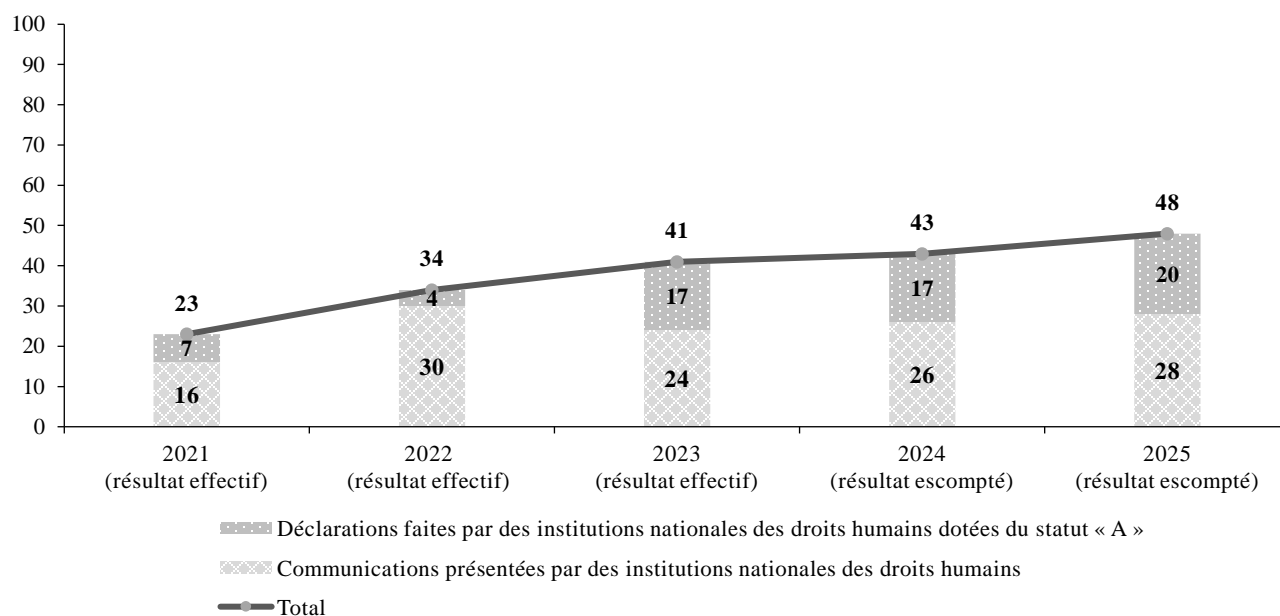
- 24.91 Conformément aux résolutions de l’Assemblée générale et du Conseil des droits de l’homme, le rapport des parties prenantes au titre de l’Examen périodique universel comprend une section consacrée aux contributions des institutions nationales des droits humains accréditées et reconnues comme pleinement conformes aux Principes de Paris. Le sous-programme travaille avec les institutions nationales des droits humains, en étroite collaboration avec l’Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l’homme, afin d’encourager et de faciliter leur participation active à l’Examen périodique universel dans le cadre de réunions d’information virtuelles avant les sessions, notamment afin que les institutions partagent leurs expériences, et de débattre, lors d’ateliers, du rôle qu’elles jouent dans la suite donnée aux textes issus de l’Examen.

Enseignements tirés et changements prévus

- 24.92 L’enseignement tiré est le suivant : la tenue de réunions d’information régulières associée à la communication régulière d’informations sur le calendrier et les modalités, ainsi que de réunions bilatérales, sur demande, peut renforcer la participation et la contribution des institutions nationales des droits humains. Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on organisera davantage de réunions d’information régulières avant les sessions et cette pratique sera étendue au niveau régional.
- 24.93 Les progrès escomptés concernant l’objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 24.XIV).

Figure 24.XIV

Mesure des résultats : nombre de communications présentées et de déclarations faites par les institutions nationales des droits humains lors de l'Examen périodique universel (résultat annuel)



Produits

24.94 On trouvera dans le tableau 24.17 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 24.17

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2023-2025, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2023	Produits livrés : 2023	Produits prévus : 2024	Produits prévus : 2025
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	330	314	331	333
1. Rapports des rapporteurs spéciaux, des groupes de travail et des experts indépendants destinés à l'Assemblée générale	44	43	43	44
2. Rapports des rapporteurs spéciaux, des groupes de travail, des experts indépendants et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales destinés au Conseil des droits de l'homme	126	116	128	129
3. Rapports du Secrétaire général au Conseil des droits de l'homme	3	3	3	3
4. Rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme destinés au Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (compilations de renseignements figurant dans les rapports de l'ONU et résumés des informations fournies par les parties prenantes)	84	84	84	84
5. Rapports du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel destinés au Conseil des droits de l'homme	42	41	42	42
6. Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme destinés au Conseil des droits de l'homme sur les opérations du Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel et le Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel	2	2	2	2

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits livrés : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>	<i>Produits prévus : 2025</i>
7. Rapports destinés au Conseil des droits de l'homme sur les mandats thématiques pouvant être confiés au Secrétaire général, au Haut-Commissaire et aux titulaires de mandat	2	2	2	2
8. Rapports sur l'ordre du jour annoté du Groupe de travail des situations et du Groupe de travail des communications et sur l'ordre du jour provisoire du Conseil des droits de l'homme et de son Comité consultatif	9	9	9	9
9. Rapports des groupes de travail institués au titre de la procédure de plainte	4	4	4	4
10. Rapport des réunions à huis clos du Conseil des droits de l'homme convoquées en lien avec la procédure de plainte	2	1	2	2
11. Rapports des experts destinés au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme	5	2	5	5
12. Rapports du Conseil des droits de l'homme destinés à l'Assemblée générale	1	1	1	1
13. Rapports du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme destinés au Conseil	3	3	3	3
14. Rapports du Conseil des droits de l'homme (rapports distincts à chaque session)	3	3	3	3
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	437	473	474	474
15. Séances plénières du Conseil des droits de l'homme	100	145	140	140
16. Réunions sur l'examen des États, mené par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel	54	51	51	51
17. Sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme	2	2	2	2
18. Réunions tenues par le Bureau du Conseil des droits de l'homme avant, pendant et après les sessions	20	21	20	20
19. Réunions à huis clos du Conseil des droits de l'homme dans le cadre de la procédure de plainte	4	1	4	4
20. Réunions des groupes de travail institués au titre de la procédure de plainte	40	25	40	40
21. Réunions des groupes de travail (sur les disparitions forcées ou involontaires, sur la détention arbitraire, sur l'utilisation de mercenaires, sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles, sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises), du Forum sur les questions relatives aux minorités et du Forum sur les entreprises et les droits de l'homme	173	173	173	173
22. Réunions du Groupe consultatif pour la désignation des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales	24	35	24	24
23. Séances plénières du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme	20	20	20	20
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	15	15	15	15
24. Rapport statistique du Conseil des droits de l'homme	3	3	3	3
25. Listes mensuelles de communications	12	12	12	12
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : consultations avec les membres et observateurs du Conseil ; réunions d'information à l'intention des États Membres et des entités des Nations Unies sur les questions de procédure relatives aux mécanismes et aux groupes de travail du Conseil et de ses organes subsidiaires ; réunions d'information à l'intention des organisations non gouvernementales organisées par le secrétariat du Conseil ; communications des rapporteurs spéciaux, des experts indépendants et des groupes de travail mandatés par les organes directeurs au nom des victimes présumées de violations des droits humains.				

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits</i>	<i>Produits</i>	<i>Produits</i>	<i>Produits</i>
	<i>prévus : 2023</i>	<i>livrés : 2023</i>	<i>prévus : 2024</i>	<i>prévus : 2025</i>

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias : communiqués de presse sur les travaux du Conseil des droits de l’homme et de ses organes subsidiaires et mécanismes.

Plateformes numériques et contenus multimédias : pages Web sur les travaux du Conseil des droits de l’homme et de ses organes subsidiaires et mécanismes.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2025

Vue d'ensemble

24.95 On trouvera dans les tableaux 24.18 à 24.20 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. Dans le cadre de l'établissement de son projet de budget pour 2025, le Haut-Commissariat a procédé à un examen des dépenses, en application du paragraphe 20 de la résolution 77/262 de l'Assemblée générale. Cet examen a fait partie d'autres examens demandés, qui visaient à déterminer le montant optimal des ressources à mobiliser pour exécuter les mandats du Haut-Commissariat énoncés dans le plan-programme pour 2025. Les résultats des examens figurent dans les nouveaux mandats et mandats élargis, au tableau 24.18, et sont examinés plus en détail aux paragraphes 24.99 à 24.104.

Tableau 24.18

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Postes	86 025,5	102 684,8	8 024,5	5 953,3	–		13 977,8	13,6	116 662,6
Autres dépenses de personnel	43 871,7	46 210,3	16 763,6	878,3	–		17 641,9	38,2	63 852,2
Dépenses de représentation	0,1	2,3	–	–	–		–	–	2,3
Consultants	1 366,6	2 620,1	535,5	267,4	–		802,9	30,6	3 423,0
Experts	12,8	–	–	–	–		–	–	–
Voyages des représentants	13 515,7	18 343,2	414,5	136,2	–		550,7	3,0	18 893,9
Voyages du personnel	4 592,6	4 562,0	927,4	66,1	–		993,5	21,8	5 555,5
Services contractuels	3 691,0	2 266,7	915,8	247,7	–		1 163,5	51,3	3 430,2
Frais généraux de fonctionnement	5 659,4	6 442,0	1 612,3	(66,8)	–		1 545,5	24,0	7 987,5
Fournitures et accessoires	105,0	378,6	59,8	(200,0)	–		(140,2)	(37,0)	238,4
Mobilier et matériel	1 166,4	1 574,7	(231,7)	215,4	–		(16,3)	(1,0)	1 558,4
Aménagement des locaux	1,4	–	–	–	–		–	–	–
Subventions et contributions	4 076,4	7 437,7	(421,8)	484,1	–		62,3	0,8	7 500,0
Autres	116,8	–	–	–	–		–	–	–
Total	164 201,4	192 522,4	28 599,9	7 981,7	–		36 581,6	19,0	229 104,0

Tableau 24.19

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	602	1 SGA, 2 SSG, 3 D-2, 12 D-1, 47 P-5, 153 P-4, 218 P-3, 42 P-2/1, 4 G(1°C), 96 G(AC), 10 AL, 14 AN
Création	53	6 D-1, 1 P-5, 5 P-4, 10 P-3, 12 P-2, 1 G(AC), 18 AN

Note : les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL= agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

	<i>Nombre</i>	<i>Informations sur les postes</i>
Effectif approuvé pour 2024	602	1 SGA, 2 SSG, 3 D-2, 12 D-1, 47 P-5, 153 P-4, 218 P-3, 42 P-2/1, 4 G(1°C), 96 G(AC), 10 AL, 14 AN
Reclassement	–	1 poste de chef de cabinet reclassé de P-5 à D-1, 1 poste de rédacteur(trice) de discours (P-4) qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe (P-5) au titre de la direction exécutive et de l'administration
Transformation	6	inscription au budget ordinaire (sous-programme 3) de 3 postes de spécialiste hors classe des droits humains (P-5) et de 3 postes de spécialiste des droits humains (P-3) précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires
Transfert	–	1 poste de chef de service (Droits humains) (D-1) de Genève à Panama 1 poste de chef de service (Droits humains) (D-1) de Genève à Bangkok
Effectif proposé pour 2025	661	1 SGA, 2 SSG, 3 D-2, 19 D-1, 51 P-5, 157 P-4, 231 P-3, 54 P-2/1, 4 G(1°C), 97 G(AC), 10 AL, 32 AN

Tableau 24.20

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	—	—	—		1
SSG	2	—	—	—		2
D-2	3	—	—	—		3
D-1	12	—	7	—	7	19
P-5	47	—	4	—	4	51
P-4	153	—	4	—	4	157
P-3	218	—	13	—	13	231
P-2/1	42	—	12	—	12	54
Total partiel	478	—	40	—	40	518
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
AN	14	—	18	—	18	32
G(1°C)	4	—	—	—	—	4
G(AC)	96	—	1	—	1	97
AL	10	—	—	—	—	10
Total partiel	124	—	19	—	19	143
Total	602	—	59	—	59	661

24.96 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans les tableaux 24.21 à 24.23 et la figure 24.XV.

24.97 Comme le montrent les tableaux 24.21 1) et 24.23, les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 229 104 000 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 36 581 600 dollars (19,0 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans les catégories Ajustements techniques et Nouveaux mandats et mandats élargis. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 24.21

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Changements			Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
A. Organes directeurs	10 019,3	12 781,3	(6,0)	–	–	(6,0)	–	12 775,3
B. Direction exécutive et administration	9 497,3	9 591,3	377,0	317,0	–	694,0	7,2	10 285,3
C. Programme de travail								
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	20 151,7	32 835,1	(1 403,8)	2 552,3	–	1 148,5	3,5	33 983,6
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	18 773,2	19 724,7	481,6	–	–	481,6	2,4	20 206,3
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	71 988,8	79 717,4	27 900,5	4 164,4	–	32 064,9	40,2	111 782,3
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	28 098,1	32 020,4	792,1	(8,4)	–	783,7	2,4	32 804,1
Total partiel (C)	139 011,8	164 297,6	27 770,4	6 708,3	–	34 478,7	21,0	198 776,3
D. Appui au programme	5 673,1	5 852,2	458,5	956,4	–	1 414,9	24,2	7 267,1
Total partiel (1)	164 201,5	192 522,4	28 599,9	7 981,7	–	36 581,6	19,0	229 104,0

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2023 (dépenses effectives)	2024 (estimations)	Variation	Pourcentage	2025 (prévisions)
A. Organes directeurs	–	–	–	–	–
B. Direction exécutive et administration	–	–	–	–	–
C. Programme de travail					
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	468,2	511,6	11,0	2,2	522,6
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments	–	–	–	–	–

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2023 (dépenses effectives)</i>	<i>2024 (estimations)</i>	<i>Variation</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>2025 (prévisions)</i>
internationaux relatifs aux droits de l'homme					
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	2 027,0	1 941,0	39,7	2,0	1 980,7
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	—	—	—	—	—
Total partiel (C)	2 495,2	2 452,6	50,7	2,1	2 503,3
D. Appui au programme	—	—	—	—	—
Total partiel (2)	2 495,2	2 452,6	50,7	2,1	2 503,3

3) Ressources extrabudgétaires

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2023 (dépenses effectives)</i>	<i>2024 (estimations)</i>	<i>Variation</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>2025 (prévisions)</i>
A. Organes directeurs	647,8	652,8	32,6	5,0	685,5
B. Direction exécutive et administration	35 193,3	37 708,6	1 885,4	5,0	39 594,0
C. Programme de travail					—
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	25 925,5	26 040,0	1 302,0	5,0	27 342,0
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	16 161,5	16 232,8	811,6	5,0	17 044,4
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	170 733,8	171 487,6	8 574,4	5,0	180 062,0
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	16 301,3	19 608,1	980,4	5,0	20 588,5
Total partiel (C)	229 122,1	233 368,5	11 668,4	5,0	245 036,9
D. Appui au programme	8 061,3	8 280,2	414,0	5,0	8 694,2
Total partiel (3)	273 024,5	280 010,1	14 000,4	5,0	294 010,7
Total (1+2+3)	439 721,2	474 985,1	50 632,8	10,7	525 617,9

Tableau 24.22

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2025, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
A. Organes directeurs	1	—	—	—	—	1
B. Direction exécutive et administration	51	—	2	—	2	53
C. Programme de travail						
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	118	—	4	—	4	122
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	98	—	—	—	—	98
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	177	—	42	—	42	219
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	128	—	2	—	2	130
Total partiel (C)	521	—	48	—	48	569
D. Appui au programme	29	—	9	—	9	38
Total partiel (1)	602	—	59	—	59	661

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2024 (estimations)	Variation	2025 (prévisions)
A. Organes directeurs	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	—	—	—
C. Programme de travail			
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	2	—	2
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	—	—	—
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	8	—	8
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	—	—	—
Total partiel (C)	10	—	10
D. Appui au programme	—	—	—
Total partiel (2)	10	—	10

3) Ressources extrabudgétaires

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2024 (estimations)</i>	<i>Variation</i>	<i>2025 (prévisions)</i>
A. Organes directeurs	—	—	—
B. Direction exécutive et administration	80	10	90
C. Programme de travail			
1. Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	69	11	80
2. Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme	16	2)	14
3. Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	1 027	27	1 054
4. Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	39	16	55
Total partiel (C)	1 151	52	1 203
D. Appui au programme	49	6	55
Total partiel (3)	1 280	68	1 348
Total (1 + 2 + 3)	1 892	127	2 019

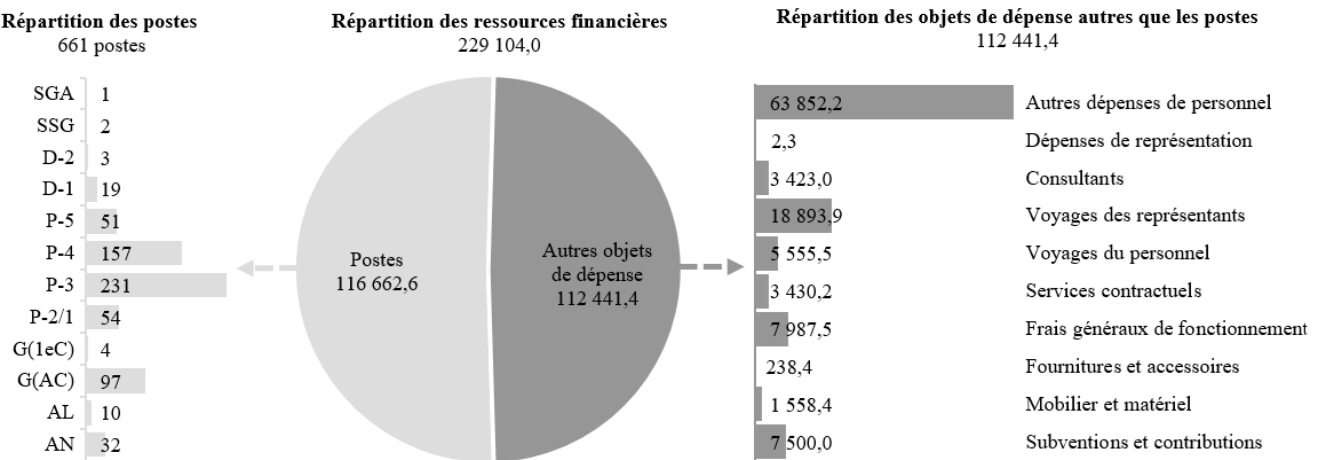
Tableau 24.23

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	86 025,5	102 684,8	8 024,5	5 953,3	–	13 977,8	13,6	116 662,6
Autres objets de dépense	78 176,1	89 837,6	20 575,4	2 028,4	–	22 603,8	25,2	112 441,4
Total	164 201,6	192 522,4	28 599,9	7 981,7	–	36 581,6	19,0	229 104,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		478	–	–	40	40	8,4	518
Agents des services généraux et des catégories apparentées		124	–	–	19	19	15,3	143
Total		602	–	–	59	59	9,8	661

Figure 24.XV
Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
 (En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme

Récapitulatif des changements relatifs aux ressources

Ajustements techniques

24.98 Comme le montre le tableau 24.21 1), les changements entraînent une augmentation nette de 28 599 900 dollars, qui s'explique comme suit :

- Organes directeurs** (diminution de 6 000 dollars). La diminution de 6 000 dollars proposée au titre des services contractuels tient au non-renouvellement de crédits liés à la résolution [51/13](#) du Conseil des droits de l'homme qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025 ;
- Direction exécutive et administration** (augmentation de 377 000 dollars). L'augmentation nette de 377 000 dollars comprend : i) une baisse de 95 100 dollars proposée au titre des autres dépenses de personnel (78 400 dollars) et des services contractuels (16 700 dollars) tenant au non-renouvellement de crédits liés à la résolution [52/19](#) du Conseil des droits de l'homme qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025 ; ii) une augmentation de 472 100 dollars, qui tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 1 poste d'administrateur(trice) chargé(e) de la gestion des documents (P-4), 1 poste de spécialiste des droits humains (P-3), 2 postes de spécialiste de l'information (P-3) et 2 postes d'assistant(e) à la gestion des documents [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
- Sous-programme 1 Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse** (diminution de 1 403 800 dollars). La diminution nette de 1 403 800 dollars comprend : i) une baisse de 5 676 000 dollars au titre des autres dépenses de personnel (3 835 900 dollars), des consultants (52 200 dollars), des voyages des représentants (428 400 dollars), des voyages du personnel (106 600 dollars), des services contractuels (52 300 dollars), des frais généraux de fonctionnement (119 000 dollars), du mobilier et du matériel (82 400 dollars) et des subventions et contributions (999 200 dollars), qui s'explique par le non-renouvellement de crédits afférents aux nouveaux mandats et mandats élargis approuvés pour 2024 conformément à des résolutions que le Conseil des droits de l'homme avait adoptées de

sa cinquante-deuxième à sa cinquante-cinquième session qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025 ; ii) une augmentation de 341 300 dollars au titre des autres dépenses de personnel (112 100 dollars), des voyages des représentants (51 500 dollars), des voyages du personnel (21 100 dollars), des services contractuels (11 600 dollars), des frais généraux de fonctionnement (12 600 dollars) et des subventions et contributions (132 400 dollars), qui tient à la consolidation des ressources aux fins de l'exécution des mandats du Conseil conformément au paragraphe 7 de la résolution [78/252](#), dans lequel l'Assemblée générale a approuvé les recommandations faites par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe VI.48 de son rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 ([A/78/7](#)) ; iii) une augmentation de 3 930 900 dollars au titre des postes, qui tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 1 poste de spécialiste hors classe des droits humains (P-5), 21 postes de spécialiste des droits humains (P-4), 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-3), 10 postes de spécialiste des droits humains (P-3), 2 postes de spécialiste de la gestion de programme (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2), 10 postes de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2), 2 postes d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)] et 2 postes d'assistant(e) administratif(ive) [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application des résolutions [78/253](#) et [78/234](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;

- d) **Sous-programme 2 Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme** (augmentation de 481 600 dollars). L'augmentation nette de 481 600 dollars comprend : i) une baisse de 294 800 dollars proposée au titre des autres dépenses de personnel (143 200 dollars), des voyages des représentants (29 400 dollars), des services contractuels (4 400 dollars) et des subventions et contributions (117 800 dollars) tenant au non-renouvellement de crédits liés à la résolution [51/33](#) du Conseil des droits de l'homme qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025 ; ii) une augmentation de 776 400 dollars au titre des postes, qui tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 8 postes de spécialiste des droits humains (P-3), 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information (P-3) et 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
- e) **Sous-programme 3 Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège** (augmentation de 27 900 500 dollars). L'augmentation net de 27 900 500 dollars comprend : i) une diminution de 2 160 300 au titre des autres dépenses de personnel (1 057 100 dollars), des voyages du personnel (195 600 dollars), des services contractuels (333 700 dollars), des frais généraux de fonctionnement (50 500 dollars), des fournitures et accessoires (8 900 dollars), du mobilier et du matériel (402 400 dollars) et des subventions et contributions (112 100 dollars), qui s'explique par le non-renouvellement de crédits afférents aux nouveaux mandats et mandats élargis approuvés pour 2024 conformément à des résolutions que le Conseil des droits de l'homme avait adoptées de sa cinquante-deuxième à sa cinquante-cinquième session qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025 ; ii) une augmentation de 28 466 300 dollars au titre des autres dépenses de personnel (21 766 100 dollars), des consultants (587 700 dollars), des voyages des représentants (820 800 dollars), des voyages du personnel (1 208 500 dollars), des services contractuels (1 317 300 dollars), des frais généraux de fonctionnement (1 769 200 dollars), des fournitures et accessoires (68 700 dollars), du mobilier et du matériel (253 100 dollars) et des subventions et contributions (674 900 dollars), qui tient à la consolidation des ressources aux fins de l'exécution des mandats du Conseil conformément au paragraphe 7 de la résolution [78/252](#), dans lequel l'Assemblée a approuvé les recommandations faites par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe VI.48 de son rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 ([A/78/7](#)) ; iii) une augmentation de 1 594 500 au titre des postes, qui tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 1

poste de spécialiste hors classe des droits humains (P-5), 5 postes de spécialiste des droits humains (P-4), 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information (P-4), 1 poste d'agent(e) de coordination de la sécurité (P-3), 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information (P-3), 4 postes de spécialiste des droits humains (P-3), 1 poste de spécialiste des finances (P-3), 6 postes de spécialiste des droits humains (NPO-C), 1 poste de fonctionnaire d'administration (adjoint(e) de 1^{re} classe) (NPO-B), 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (NPO-B), 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information (adjoint(e) de 1^{re} classe) (NPO-B), 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)], 2 postes d'assistant(e) administratif(ive) [G(AC)], 1 poste d'assistant(e) de gestion de l'information [G(AC)] et 1 poste de chauffeur(euse) [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application des résolutions [78/252](#), [78/253](#) et [78/235](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;

- f) **Sous-programme 4 Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires** (augmentation de 792 100 dollars). L'augmentation de 792 100 dollars au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 2 postes de spécialiste des droits humains (P-4), 1 poste de spécialiste des droits humains (P-3), 6 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2), 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)] et 1 poste d'assistant(e) d'équipe [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
- g) **Appui au programme** (augmentation de 458 500 dollars). L'augmentation de 458 500 dollars au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué à 2 postes de fonctionnaire d'administration (P-3), 2 postes d'agent(e) de coordination de la sécurité (P-3) et 2 postes d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)] qui avaient été créés en 2024 en application de la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes.

Nouveaux mandats et mandats élargis

24.99 Comme le montre le tableau 24.21 1), les changements entraînent une augmentation de 7 981 700 dollars, soit une augmentation de 2 475 600 dollars liée aux besoins découlant des résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme et une augmentation nette de 5 506 100 dollars liée à la résolution [78/252](#) de l'Assemblée générale, notamment aux mandats qui concernent l'examen des postes et emplois, une proposition détaillée sur les effectifs de base et un examen des dépenses par le Haut-Commissariat. La répartition entre les sous-programmes est la suivante :

- a) **Direction exécutive et administration** (augmentation de 317 000 dollars). L'augmentation de 317 000 dollars au titre des postes tient à la création de deux postes, à savoir 1 poste de spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5) et 1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4), et au reclassement de 1 poste de chef de cabinet de P-5 à D-1 et de 1 poste de rédacteur(trice) de discours (P-4) qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe (P-5), à l'issue de l'examen des postes des services organiques. On trouvera un complément d'information sur l'examen des postes et emplois des services organiques aux paragraphes 24.100 à 24.102 et des précisions à l'annexe II du présent rapport ;
- b) **Sous-programme 1 Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse** (augmentation de 2 552 300 dollars). L'augmentation de 2 552 300 dollars comprend : i) une augmentation au titre des postes (416 700 dollars), qui s'explique par la création de 4 postes (1 poste de spécialiste des droits humains (P-4), 2 postes de spécialistes des droits humains (P-3) et 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) dans le cadre de la constitution d'effectifs de base pour les postes des services organiques (on trouvera un complément d'information sur les effectifs de base aux paragraphes 24.100 à

24.102 et des précisions à l'annexe II) ; ii) une augmentation au titre des autres dépenses de personnel (1 339 900 dollars), des consultants (218 200 dollars), des voyages des représentants (136 200 dollars), des voyages du personnel (66 100 dollars), des services contractuels (47 700 dollars), des frais généraux de fonctionnement (8 200 dollars), du mobilier et du matériel (15 400 dollars) et des subventions et contributions (303 900 dollars), liée aux besoins découlant des résolutions du Conseil des droits de l'homme et aux résolutions [75/314](#) et [76/226](#) de l'Assemblée générale. Une répartition par mandat est présentée dans le tableau 24.24 ; iii) une augmentation au titre des services contractuels (10 000 dollars), l'examen des dépenses ayant montré qu'il fallait que le Haut-Commissariat se dote de l'expertise nécessaire pour faciliter sa transformation numérique, augmentation compensée par une diminution au titre des autres dépenses de personnel (10 000 dollars), à laquelle on parviendra grâce à l'amélioration des méthodes de gestion des effectifs ;

Tableau 24.24
Ressources nécessaires à l'exécution des nouveaux mandats créés au titre du sous-programme 1

(En dollars des États-Unis)

Résolution	Objet de dépense								Total
	Autres dépenses de personnel	Consultants/ experts	Voyages des représentants	Voyages du personnel	Services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Mobilier et matériel	Subventions et contributions	
Résolutions de l'Assemblée générale									
75/314	—	—	42 500	20 300	—	—	—	12 000	74 800
76/226	—	—	—	6 800	—	—	—	—	6 800
Résolutions du Conseil des droits de l'homme									
26/2, 54/35	51 300	—	—	—	4 900	—	—	14 200	70 400
27/21	51 200	—	—	—	—	—	—	14 200	65 400
51/17	—	—	6 700	—	—	—	—	8 400	15 100
51/32	—	—	8 800	4 200	—	—	—	—	13 000
52/11	—	—	—	—	3 300	—	—	—	3 300
52/12	—	—	—	—	3 300	—	—	—	3 300
52/14	221 800	—	23 200	7 800	—	—	—	7 800	260 600
53/3	138 700	—	—	—	—	—	—	30 000	168 700
53/6	—	—	—	—	4 900	—	—	—	4 900
53/11	214 700	—	6 500	27 000	—	8 200	—	38 000	294 400
53/23	104 300	—	—	—	3 300	—	—	—	107 600
53/27	39 300	—	—	—	6 600	—	—	—	45 900
53/29	58 900	—	—	—	—	—	—	—	58 900
54/5	66 800	48 500	—	—	3 300	—	—	—	118 600
54/6	—	—	—	—	3 300	—	—	—	3 300
54/12	58 900	—	—	—	—	—	—	—	58 900
54/16	182 600	—	11 600	—	4 900	—	—	50 600	249 700
54/17	97 300	—	36 900	—	9 900	—	—	128 700	272 800
54/22	39 300	169 700	—	—	—	—	15 400	—	224 400
54/27	14 800	—	—	—	—	—	—	—	14 800
Total	1 339 900	218 200	136 200	66 100	47 700	8 200	15 400	303 900	2 135 600

- c) **Sous-programme 3 Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège** (augmentation de 4 164 400 dollars). L'augmentation nette de 4 164 400 dollars comprend : i) une augmentation au titre des postes (4 077 000 dollars), qui tient à la création de 36 postes (6 D-1, 1 P-4, 1 P-3, 10 P-2 et 18 administrateurs nationaux), à l'inscription au budget ordinaire de 6 postes précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires (3 P-5 et 3 P-3) et au transfert de 2 postes (D-1) de Genève à Bangkok et de Genève à Panama à la suite de l'examen des dépenses et de l'examen des postes des services organiques (on trouvera un complément d'information sur l'examen des postes des services organiques aux paragraphes 24.100 à 24.102 et des précisions à l'annexe II) ; ii) une augmentation de 229 400 dollars au titre des consultants (49 200 dollars) et des subventions et contributions (180 200 dollars), qui s'explique par les ressources nécessaires à l'application de la résolution [52/15](#) du Conseil des droits de l'homme ; iii) une diminution de 142 000 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, qui découle de l'examen des postes des services organiques et comprend des réductions au titre des autres dépenses de personnel (67 000 dollars) et des frais généraux de fonctionnement (75 000 dollars) (on trouvera un complément d'information sur l'examen des postes des services organiques et les autres objets de dépense correspondants aux paragraphes 24.100 à 24.102 et des précisions à l'annexe II) ; iv) des transferts sans incidence sur les coûts des rubriques Autres dépenses de personnel (190 000 dollars) et Fournitures et accessoires (200 000 dollars) aux rubriques Services contractuels (190 000 dollars) et Mobilier et matériel (200 000 dollars), qui tiennent au fait que le Haut-Commissariat doit se doter de l'expertise nécessaire pour faciliter sa transformation numérique en vue d'améliorer les méthodes de gestion des effectifs, comme l'a montré l'examen des dépenses ;
- d) **Sous-programme 4 Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires** (diminution de 8 400 dollars). La diminution de 8 400 dollars comprend une diminution de 372 200 dollars au titre des autres dépenses de personnel, contrebalancée en partie par une augmentation de 186 200 dollars au titre des postes qui tient à la création de 1 poste de spécialiste des droits humains (P-3) et de 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)] et par une augmentation de 177 600 dollars au titre des autres dépenses de personnel, qui sont nécessaires pour appliquer la résolution [52/26](#) du Conseil des droits de l'homme (on trouvera un complément d'information sur les effectifs de base aux paragraphes 24.100 à 24.102 et des précisions sur les postes à l'annexe II) ;
- e) **Appui au programme** (augmentation de 956 400 dollars). L'augmentation au titre des postes (956 400 dollars) tient à la création de 9 postes (2 P-4, 6 P-3 et 1 P-2), comme indiqué au paragraphe 24.102 ci-dessous et à l'annexe II.

Examen des postes et emplois de temporaire (autres que pour les réunions)

- 24.100 La proposition faite par le Haut-Commissariat pour renforcer sa capacité de faire face aux problèmes qui se posent en matière de droits humains et s'acquitter de ses mandats efficacement est décrite dans le rapport sur le projet de budget-programme pour 2024 [[A/78/6 \(Sect. 24\)](#)]. La première des deux phases d'une proposition visant à optimiser les opérations et à combler les lacunes opérationnelles, au moyen d'une planification et d'une utilisation des ressources améliorées et plus stratégiques a été présentée. L'engagement a été pris de poursuivre l'examen des besoins en ressources et des modalités de financement et de présenter la deuxième phase de la proposition dans le projet de budget-programme pour 2025.
- 24.101 Dans son examen du projet de budget-programme pour 2024, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que soit mené un examen des postes et emplois de temporaire (autres que pour les réunions) des services organiques en vue d'éliminer les fonctions faisant double emploi et d'assurer une exécution des mandats d'un bon rapport coût-efficacité ([A/78/7](#), par. VI.55, et [A/78/7/Add.39](#), par. 35). Il a également recommandé un examen des effectifs de base pour l'appui administratif et les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) ([A/78/7/Add.39](#), par. 36), et un examen des dépenses (*ibid.*, par. 48). L'Assemblée générale a approuvé les recommandations du Comité consultatif dans ses résolutions [78/252](#) et [78/253](#).

24.102 À l'issue de ces examens, les propositions suivantes ont été faites concernant le modèle opérationnel et les ressources :

- a) **Renforcement de la gestion et de l'évaluation des programmes.** Cela permettrait au Haut-Commissariat de mieux gérer et de mieux utiliser les ressources dans l'ensemble du programme, notamment en suivant en continu les progrès accomplis et en gérant les risques et les possibilités, en veillant à l'alignement du programme sur le mandat et la stratégie d'ensemble et en évaluant l'efficacité. Cette approche favoriserait non seulement l'application du principe de responsabilité et la transparence, mais elle permettrait aussi d'améliorer au fil du temps le rapport coût-efficacité dans l'exécution des mandats. Pour ce faire, il faudrait créer sept postes (1 poste de spécialiste de la gestion de programme (P-4) à Genève (composante Direction exécutive et administration) et 6 postes de spécialiste de la gestion de programme (AN), dans les bureaux hors siège, au titre du sous-programme 3) dont les titulaires seraient chargés de planifier et d'exécuter le programme, d'en contrôler l'exécution et de surveiller les risques qui y sont liés. On trouvera des précisions sur ces postes à l'annexe II ;
- b) **Renforcement des fonctions du Bureau exécutif en matière de coordination, de communication et de promotion de la diversité et de l'inclusion sur le lieu de travail.** Cela permettrait d'améliorer la coordination entre les différents domaines d'activité, le siège et les bureaux hors siège, et d'assurer le contrôle et le soutien, y compris la communication stratégique. Le renforcement des capacités dans le domaine de la diversité et de l'inclusion permettrait de diversifier les effectifs et de favoriser l'inclusion sur le lieu de travail. Pour ce faire, il faudrait reclasser deux postes, à savoir 1 poste de chef de cabinet (P-5 à D-1) et 1 poste de rédacteur(trice) de discours (P-4) qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe (P-5), et créer 1 poste de spécialiste hors classe de la gestion de programme (P-5) à Genève, afin de promouvoir la diversité et l'inclusion sur le lieu de travail, également en collaboration avec des départements et entités clés à Genève. Le Haut-Commissariat aurait ainsi accès à un vaste ensemble de compétences, d'expertise et de perspectives, ce qui permettrait de trouver des solutions innovantes en connaissance de cause, favoriserait la complémentarité et améliorerait la prise de décision. On trouvera des précisions sur ces postes à l'annexe II ;
- c) **Rationalisation de l'appui aux enquêtes sur les droits de l'homme.** Pour y parvenir, il faudrait renforcer les capacités et regrouper les activités, les ressources existantes et les postes de la Section des interventions d'urgence en une seule entité, ce qui permettrait qu'une action plus efficace et plus efficiente soit menée pour prévenir les violations des droits humains et les atteintes à ces droits et y mettre fin. Cela permettrait de soutenir en temps utile l'exécution des mandats, tout en éliminant les doubles emplois. Il faudrait pour ce faire créer quatre postes : 1 poste de chef de service (D-1), 1 poste de spécialiste des droits humains (P-4), 1 poste de spécialiste des droits humains (P-3) et 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) à Genève, au titre du sous-programme 3. On trouvera des précisions sur ces postes à l'annexe II ;
- d) **Exécution efficace des activités à l'aide des présences régionales.** Le réalignement proposé tient compte du nombre de postes et d'emplois de temporaire (autres que pour les réunions), de leur classe, du lieu où ils se trouvent et des compétences, sachant que les responsabilités au niveau régional sont d'une grande complexité et très étendues et qu'il faut répondre plus efficacement à la forte multiplication des demandes d'assistance technique émanant des États Membres, en particulier en renforçant les capacités nationales et en réduisant au fil du temps les coûts associés à la fourniture de ce soutien à partir du siège du Haut-Commissariat. Il faudrait 32 postes supplémentaires (création ou transformation) : 5 postes d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) des droits humains (D-1, création), 3 postes de spécialiste hors classe des droits humains (P-5, transformation), 3 postes de spécialiste des droits humains (P-3, transformation), 9 postes de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2, création), 6 postes de spécialiste des droits humains (AN, création) et 6 postes de fonctionnaire d'administration (AN, création) dans les bureaux régionaux. On tirerait parti également des

ressources existantes en transférant deux postes de chef de service (D-1) de Genève vers les bureaux régionaux de Bangkok et de Panama ;

- e) **Renforcement des effectifs de base.** Cela permettrait de se doter d'effectifs de base solides pour gérer plus efficacement plusieurs mandats existants et à venir, dans le prolongement des recommandations du Comité consultatif (A/78/7, par. VI.55, et A/78/7/Add.39, par. 36), de déployer intégralement les effectifs de base (alors que dans le projet de budget-programme pour 2024, ceux-ci étaient limités) et d'examiner les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) afin d'éliminer les doubles emplois et d'assurer un bon rapport coût/efficacité. En renforçant encore ses effectifs de base, le Haut-Commissariat rationaliserait ses opérations, éviterait de fragmenter ses demandes de ressources, répondant ainsi aux demandes des États Membres en faveur d'une plus grande transparence, et améliorerait sa capacité d'intervenir efficacement face à l'évolution des problèmes qui se posent en matière de droits humains. Pour ce faire, il faudrait créer 15 postes, à savoir 6 relatifs au programme, au titre de la composante Programme de travail, et 9 de nature administrative, au titre de l'appui au programme :

- i) **Programme.** 1 poste de spécialiste des droits humains (P-4), 2 postes de spécialiste des droits humains (P-3) et 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2), au titre du sous-programme 1, et 1 poste de spécialiste des droits humains (P-3) et 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes) [G(AC)], au titre du sous-programme 4, dont le (la) titulaire serait chargé(e) de faire des recherches, d'établir des rapports et de mener des études, de planifier et d'organiser des ateliers et des discussions et de fournir l'appui logistique nécessaire ;
- ii) **Appui administratif.** 1 poste de spécialiste des finances (P-4) et 1 poste de fonctionnaire des finances (adjoint de 1^{re} classe) (P-2) dont les titulaires contribueront à l'établissement et à l'exécution du budget, ainsi qu'à la planification financière et à la communication de l'information à la direction et apporteront leur concours à la tenue de consultations avec les organes intergouvernementaux ; 2 postes de fonctionnaire d'administration (P-3), à savoir 1 dont les activités seront liées aux initiatives relatives au progiciel de gestion intégré, y compris la préparation et l'organisation de la formation, l'attribution et le suivi des accès, la gestion des risques et le suivi de la performance du système et des utilisateurs, et 1 dont le (la) titulaire gèrera les immobilisations corporelles du Haut-Commissariat ; 1 poste d'agent(e) de sécurité (P-3), dont le (la) titulaire sera chargé(e) de l'appui à la sécurité des missions des organes conventionnels et des procédures spéciales ; 2 postes de spécialiste des ressources humaines (P-3), dont les titulaires fourniront au personnel une assistance juridique, établiront un plan de gestion prévisionnelle des effectifs et assureront un suivi des indicateurs clés de performance ayant trait aux ressources humaines ; 1 poste d'informaticien(ne) (P-4), dont le (la) titulaire dirigera les activités des services informatiques du Haut-Commissariat au niveau mondial et coordonnera les activités d'appui au siège et dans les bureaux hors siège ; 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques (P-3), dont le (la) titulaire assurera le développement et la maintenance des systèmes informatiques (plateformes virtuelles, bases de connaissances), à l'appui des mandats du Conseil des droits de l'homme.

24.103 On trouvera des précisions sur ces postes à l'annexe II. L'augmentation des dépenses liée à ces postes supplémentaires serait compensée en partie par une réduction des dépenses afférentes aux traitements du personnel recruté sur le plan national du bureau du Haut-Commissariat au Cambodge (67 000 dollars), qui a été réorganisé, et une diminution des frais généraux de fonctionnement (75 000 dollars), car le pays hôte a mis gratuitement à la disposition du Centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale des locaux à usage de bureau.

24.104 Les propositions ci-dessus visant à optimiser la dotation en effectifs découlent d'une évaluation complète des fonctions, comprenant également un examen d'ensemble des dépenses qui a permis de déterminer que des transferts pouvaient être opérés entre objets de dépense autres que les postes, principalement en raison du passage au numérique, comme suit :

- a) Augmentations au titre des consultants, des services contractuels et du mobilier et du matériel. Malgré ce qu'il fait pour réduire sa dépendance à l'égard des consultants et des services contractuels, ces augmentations tiennent au fait que le Haut-Commissariat améliore ses méthodes de travail en ayant recours à l'informatique et au numérique. Une fois cette transformation opérée, on s'attend à des gains d'efficacité. Il s'agit de dépenses limitées dans le temps, le Haut-Commissariat devant se doter d'expertise nécessaire dans les domaines de l'intégration, de la technologie et des données ; les dépenses augmenteront en ce qui concerne les services relatifs aux logiciels et le développement des systèmes, mais ces dernières seront limitées dans le temps, et des crédits supplémentaires sont aussi demandés pour le matériel informatique et les licences de logiciels. Dans le cadre de l'examen des dépenses, le Haut-Commissariat continuera de revoir ses dépenses dans ce domaine pour les budgets à venir, afin d'équilibrer au mieux le recours à l'expertise externe et ses capacités en interne ;
- b) Les augmentations susmentionnées devraient être compensées par des réductions au titre des autres dépenses de personnel, que l'on obtiendra en améliorant la planification et en tirant le meilleur parti des emplois de temporaire (autres que pour les réunions), c'est-à-dire que l'on combinera les emplois à temps partiel individuels et emplois de temporaires, grâce à une meilleure analyse des données et à une meilleure gestion prévisionnelle des besoins en personnel, ainsi que par la diminution des dépenses au titre des fournitures et accessoires compte tenu de la baisse attendue des dépenses afférentes aux fournitures de bureau du fait du passage à des méthodes de travail faisant davantage appel au numérique.

Quotes-parts hors budget ordinaire

- 24.105 Comme le montrent les tableaux 24.21 2) et 24.22 2), les quotes-parts hors budget ordinaire s'élèvent à 2 503 300 dollars ; elles couvrent le financement de huit postes et de deux emplois de temporaire (autres que pour les réunions). Ces ressources s'ajouteraient aux ressources du budget ordinaire et permettraient de financer les ressources demandées dans le rapport publié sous la cote [A/78/746](#).

Ressources extrabudgétaires

- 24.106 Comme le montre les tableaux 24.21 3) et 24.22 (3), les ressources extrabudgétaires se chiffrent à 294 010 700 dollars. Ces ressources s'ajouteraient aux ressources du budget ordinaire et serviraient principalement à financer 1 348 postes [(6 D-1, 70 P-5, 204 P-4, 291 P-3, 43 P-2, 353 AN, 9 G(1°C) et 372 G(AC)] dont les titulaires exerceraient principalement des fonctions d'appui à la recherche et à l'analyse afin d'établir des liens conceptuels entre droits humains et développement ; d'appui aux travaux du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, du fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et du Fonds spécial des Nations Unies créé en vertu du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que d'appui aux travaux des organes conventionnels ; des activités liées à la direction exécutive générale et à l'administration du Haut-Commissariat, y compris la planification, le contrôle de l'exécution des programmes, les services de communication externe et le bureau de New York. En outre, les ressources non affectées à des postes serviront à soutenir la plupart des travaux que le Haut-Commissariat mène sur le terrain dans plus de 100 lieux à travers le monde, les travaux des trois fonds d'affectation spéciale créés par le Conseil des droits de l'homme (Fonds de contributions volontaires pour la participation à l'Examen périodique universel, Fonds de contributions volontaires pour l'assistance financière et technique aux fins de l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel et Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement aux travaux du Conseil des droits de l'homme), ainsi que les travaux des procédures spéciales. Les Services de la gestion et de l'appui aux programmes reçoivent également des ressources extrabudgétaires qui les aident à remplir leurs fonctions dans tous les lieux où le Haut-Commissariat est présent.

- 24.107 Le Haut-Commissariat reçoit des contributions en espèces et en nature qui viennent compléter les ressources du budget ordinaire. Les contributions en nature attendues permettront de disposer de locaux gratuits d'une valeur estimée à 569 300 dollars et de financer un véhicule blindé et des dépenses de fonctionnement d'un coût estimé à 55 700 dollars.
- 24.108 Les ressources extrabudgétaires pour cette entité sont placées sous le contrôle du Haut-Commissaire aux droits de l'homme, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

Organes directeurs

- 24.109 Les ressources demandées au titre de cette composante serviraient à financer les dépenses afférentes aux organes directeurs, comme indiqué dans le tableau 24.25.

Tableau 24.25

Organes directeurs

(En milliers de dollars des États-Unis)

Organe directeur	Informations supplémentaires	2024	2025
		(ressources approuvées)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Comité des droits de l'homme	Mandat : article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 2200 (XXI) Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	1 821,5	1 821,5
Comité contre la torture	Mandat : article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/46 , annexe Composition : 10 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	806,4	806,4
Comité des droits de l'enfant	Mandat : article 43 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 , annexe Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	1 333,7	1 333,7
Comité des droits économiques, sociaux et culturels	Mandats : résolution 1985/17 du Conseil économique et social Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 2	1 098,1	1 098,1
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Mandat : article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/180 , annexe Composition : 23 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	1 385,4	1 385,4
Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille	Mandat : article 72 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/158 Composition : 14 experts Nombre de sessions en 2025 : 2	350,1	350,1
Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	Mandat : article premier du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/199 Composition : 25 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	1 327,9	1 327,9

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

Organe directeur	Informations supplémentaires	2024	2025
		(ressources approuvées)	(prévisions avant actualisation des coûts)
Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	Mandat : article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2106 A (XX) Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 3	1 099,3	1 099,3
Comité des droits des personnes handicapées	Mandat : article 34 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/106 Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 2	1 528,7	1 528,7
Comité des disparitions forcées	Mandat : article 29 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/177 Composition : 10 experts Nombre de sessions en 2025 : 2	576,6	576,6
Présidences des organes conventionnels des droits de l'homme	Mandat : résolution 49/178 de l'Assemblée générale Composition : 10 experts Nombre de sessions en 2025 : 1	89,2	89,2
Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés	Mandat : résolution 2443 (XXIII) de l'Assemblée générale Composition : 3 États Membres Nombre de sessions en 2025 : 1	96,4	96,4
Conseil des droits de l'homme	Mandat : résolution 60/251 de l'Assemblée générale Composition : 47 représentants de gouvernements Nombre de sessions en 2025 : 3	262,3	262,3
Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme	Mandat : résolution 60/251 de l'Assemblée générale, par. 6 Composition : 18 experts Nombre de sessions en 2025 : 2	401,1	395,1
Cabinet du Président du Conseil des droits de l'homme	Mandat : décision 17/118 du Conseil des droits de l'homme	604,6	604,6
Total		12 781,3	12 775,3

24.110 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 12 775 300 dollars et font apparaître une diminution de 6 000 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 24.98 a) des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.26 et la figure 24.XVI.

Tableau 24.26

Organes directeurs : évolution des ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

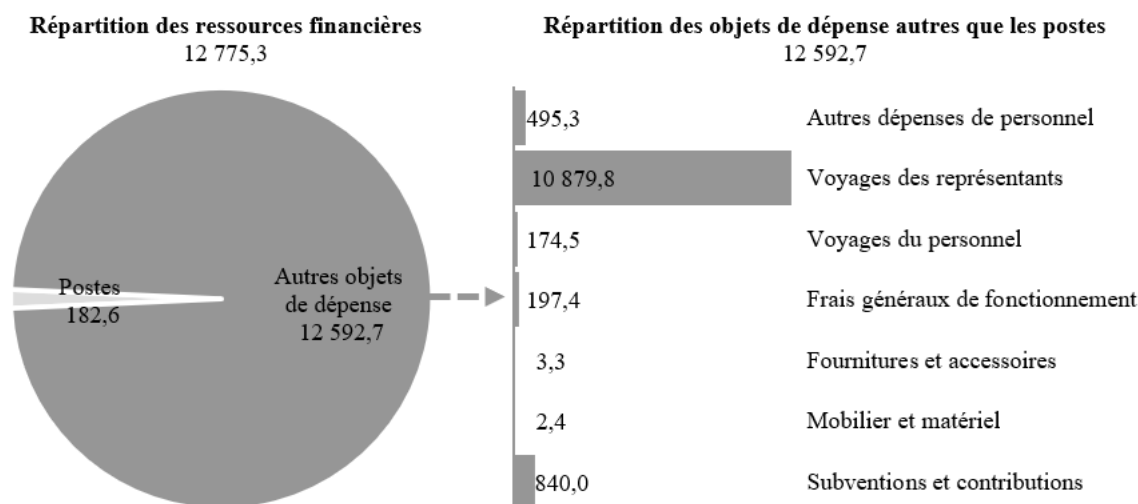
	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes ^a	97,5	182,6	—	—	—	—	—	182,6
Autres objets de dépense	9 921,8	12 598,7	(6,0)	—	—	(6,0)	—	12 592,7
Total	10 019,3	12 781,3	(6,0)	—	—	(6,0)	—	12 775,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		1	—	—	—	—	—	1
Total		1	—	—	—	—	—	1

^a Un P-3.

Figure 24.XVI

Organes directeurs : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Direction exécutive et administration**

- 24.111 La composante Direction exécutive et administration comprend le Bureau exécutif du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Service des politiques, de la planification, du suivi et de l'évaluation, le Service de la communication externe et le Bureau de New York.
- 24.112 C'est au Haut-Commissaire qu'incombe la responsabilité première des activités des Nations Unies dans le domaine des droits humains, conformément au mandat énoncé par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/141. À cet égard, le Haut-Commissaire conseille le Secrétaire général sur les politiques de l'Organisation et coordonne les activités de l'ensemble du système des Nations Unies

en matière de droits humains, en plus de rationaliser, d'adapter, de renforcer et de simplifier le système dans ce domaine afin d'en améliorer l'efficacité et l'efficience.

- 24.113 Le Haut-Commissaire assure la direction exécutive, l'administration, l'orientation stratégique et la supervision générale de l'exécution du programme des Nations Unies dans le domaine des droits humains.
- 24.114 La Haute-Commissaire adjointe aide le Haut-Commissaire à assurer la direction et la gestion générales du Haut-Commissariat. De plus, elle est notamment chargée de superviser les divisions de l'entité qui viennent en appui au Haut-Commissaire et d'assurer les fonctions utiles à l'ensemble de l'entité qui relèvent des composantes Direction exécutive et administration et Appui au programme. La Sous-Secrétaire générale dirige le Bureau de New York, ce qui permet au Haut-Commissariat d'être représenté au niveau approprié dans les processus décisionnels et les débats de politique générale de haut niveau, et d'améliorer ainsi l'efficacité et l'efficience de l'ensemble de son action.
- 24.115 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Haut-Commissariat incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2019, il est parvenu à la neutralité carbone. Il a continué de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et celles de ses présences sur le terrain en numérisant les processus de travail existants, en encourageant le personnel à utiliser des moyens de transport peu polluants, en mesurant la consommation annuelle d'électricité au siège et en encourageant le recours aux visioconférences pour limiter les déplacements.
- 24.116 On trouvera dans le tableau 24.27 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. Le Haut-Commissariat continue d'utiliser les données disponibles sur les processus de travail pour surveiller et gérer le respect des délais d'achat des billets d'avion. De même, il redoublera d'efforts pour sensibiliser le personnel à l'obligation d'améliorer le respect des délais de soumission de ses documents.

Tableau 24.27
Respect des délais
(Pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	87	86	89	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	58	49	53	100	100

- 24.117 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 10 285 300 dollars et font apparaître une augmentation nette de 694 000 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 24.98 et 24.99 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.28 et la figure 24.XVII.

Tableau 24.28

Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

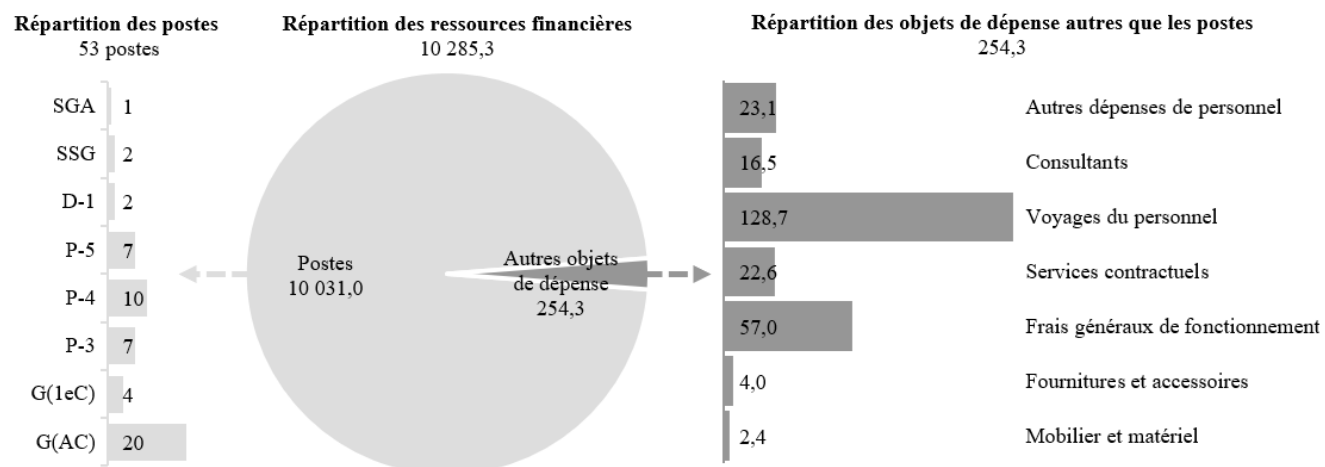
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	8 317,3	9 241,9	472,1	317,0	–	789,1	8,5	10.031.0
Autres objets de dépense	1 180,0	349,4	(95,1)	–	–	(95,1)	(27,2)	254,3
Total	9 497,3	9 591,3	377,0	317,0	–	694,0	7,2	10 285,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		27	–	2	–	2	7,4	29
Agents des services généraux et des catégories apparentées		24	–	–	–	–	–	24
Total		51	–	2	–	2	3,9	53

Figure 24.XVII

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Programme de travail

Sous-programme 1

Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse

24.118 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 33 983 600 dollars et font apparaître une augmentation nette de 1 148 500 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 24.98 et 24.99 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.29 et dans la figure 24.XVIII.

Tableau 24.29

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

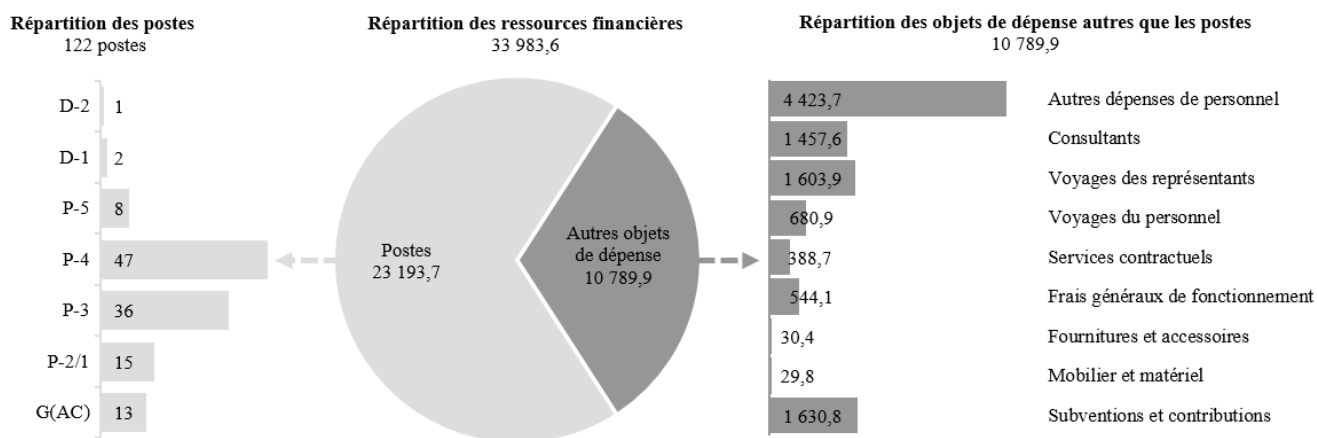
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	12 969,6	18 846,1	3 930,9	416,7	—	4 347,6	23,1	23 193,7
Autres objets de dépense	7 182,2	13 989,0	(5 334,7)	2 135,6	—	(3 199,1)	(22,9)	10 789,9
Total	20 151,7	32 835,1	(1 403,8)	2 552,3	—	1 148,5	3,5	33 983,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		105	—	4	—	4	3,8	109
Agents des services généraux et des catégories apparentées		13	—	—	—	—	—	13
Total		118	—	4	—	4	3,4	122

Figure 24.XVIII

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 2

Appui aux organes internationaux créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

24.119 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 20 206 300 dollars et font apparaître une augmentation nette de 481 600 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera au paragraphe 24.98 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.30 et la figure 24.XIX.

Tableau 24.30

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

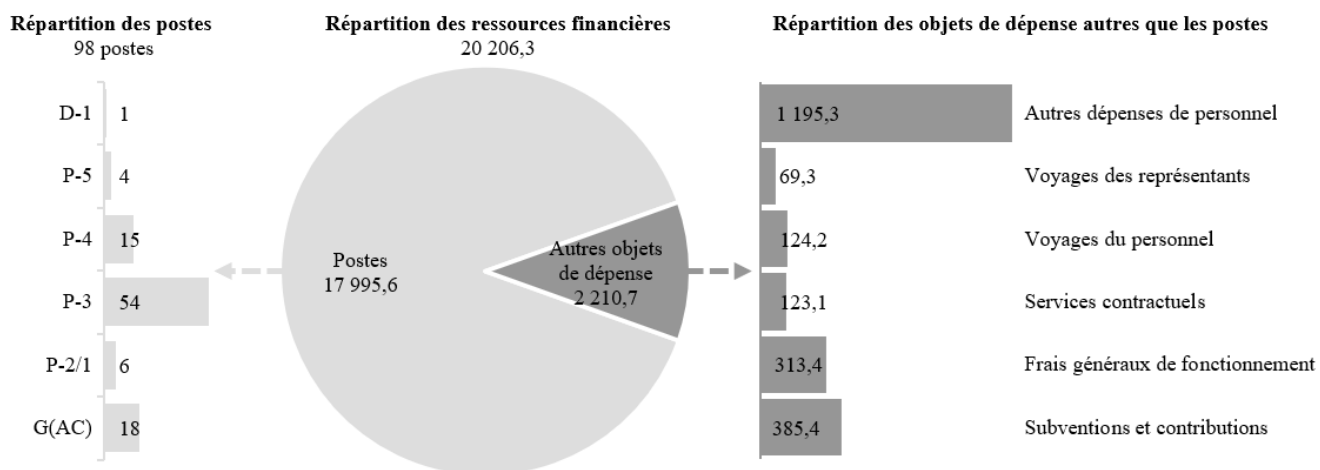
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	15 115,5	17 219,2	776,4	—	—	776,4	4,5	17 995,6	
Autres objets de dépense	3 657,7	2 505,5	(294,8)	—	—	(294,8)	(11,8)	2 210,7	
Total	18 773,2	19 724,7	481,6	—	—	481,6	2,4	20 206,3	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		80	—	—	—	—	—	80	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		18	—	—	—	—	—	18	
Total		98	—	—	—	—	—	98	

Figure 24.XIX

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 3

Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège

24.120 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 111 782 300 dollars et font apparaître une augmentation de 32 064 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 24.98 et 24.99 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.31 et la figure 24.XX.

Tableau 24.31

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

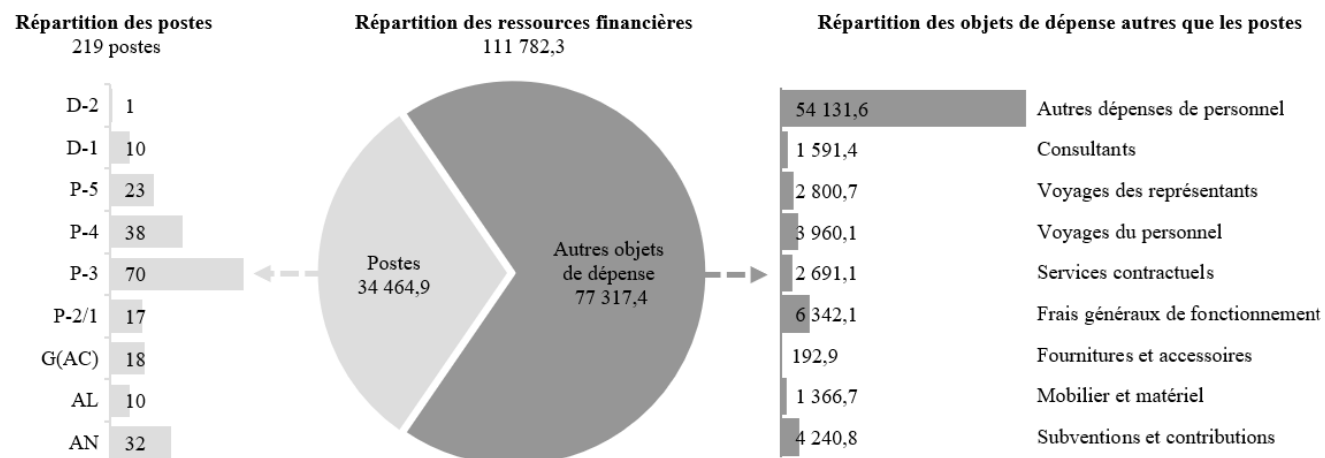
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements							2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	25 214,1	28 793,4	1 594,5	4 077,0	–	5 671,5	19,7	34 464,9
Autres objets de dépense	46 774,8	50 924,0	26 306,0	87,4	–	26 393,4	51,8	77 317,4
Total	71 988,8	79 717,4	27 900,5	4 164,4	–	32 064,9	40,2	111 782,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		135	–	24	–	24	17,8	159
Agents des services généraux et des catégories apparentées		42	–	18	–	18	42,9	60
Total		177	–	42	–	42	23,7	219

Figure 24.XX

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Sous-programme 4

Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires

24.121 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 32 804 100 dollars et font apparaître une augmentation nette de 783 700 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 24.98 et 24.99 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.32 et la figure 24.XXI.

Tableau 24.32

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

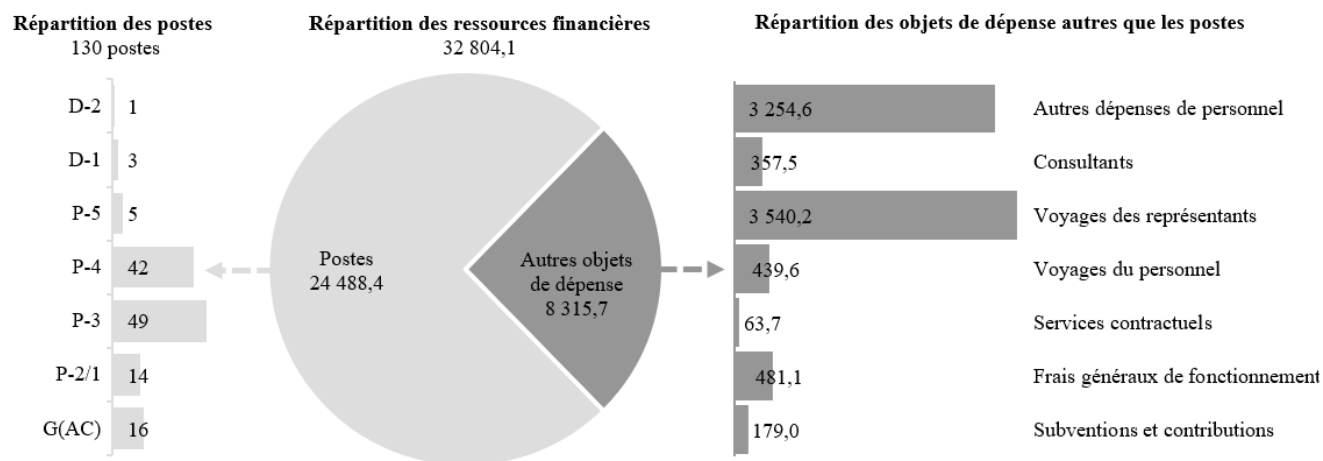
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	19 873,0	23 510,1	792,1	186,2	–	978,3	4,2	24 488,4
Autres objets de dépense	8 225,1	8 510,3	–	(194,6)	–	(194,6)	(2,3)	8 315,7
Total	28 098,1	32 020,4	792,1	(8,4)	–	783,7	2,4	32 804,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		113	–	1	–	1	0,9	114
Agents des services généraux et des catégories apparentées		15	–	1	–	1	6,7	16
Total		128	–	2	–	2	1,6	130

Figure 24.XXI

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Appui au programme

- 24.122 Pour aider le Haut-Commissariat à s'acquitter pleinement de son mandat au siège et dans la centaine de présences dont il dispose sur le terrain, le Service de la gestion et de l'appui aux programmes lui apporte un appui dans les domaines de la budgétisation et de la gestion financière ; du recrutement et de la gestion des ressources humaines ; de la santé et de la sécurité, des achats, de la gestion des actifs et du soutien logistique général aux activités sur le terrain ; des voyages et de l'informatique ; du développement et de la formation. Ces activités consistent notamment à appuyer les fonctionnaires, les membres d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts, ainsi que les rapporteurs spéciaux, représentants spéciaux et experts indépendants, et de fournir un soutien dans le domaine de la gestion des locaux et de l'informatique, notamment dans le cadre du développement et de la maintenance des sites Web du Haut-Commissariat, des bases de données spécialisées et des autres systèmes.
- 24.123 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 7 267 100 dollars et font apparaître une augmentation de 1 414 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera aux paragraphes 24.98 et 24.99 des explications sur les changements qui sont proposés. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées pour 2025 dans le tableau 24.33 et la figure 24.XXII.

Tableau 24.33

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

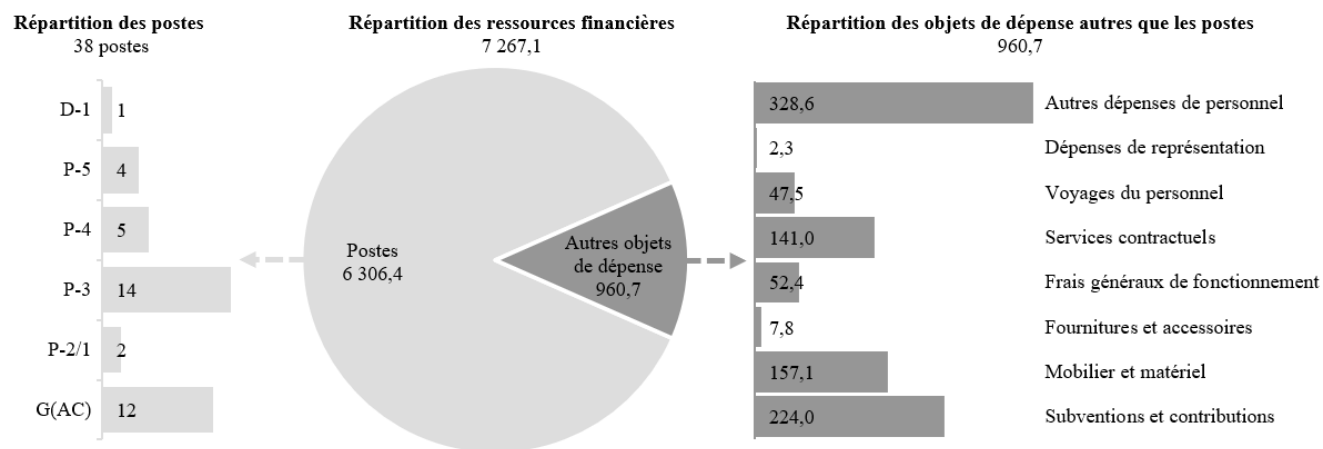
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	4 438,7	4 891,5	458,5	956,4	—	1 414,9	28,9	6 306,4
Autres objets de dépense	1 234,4	960,7	—	—	—	—	—	960,7
Total	5 673,1	5 852,2	458,5	956,4	—	1 414,9	24,2	7 267,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		17	—	9	—	9	52,9	26
Agents des services généraux et des catégories apparentées		12	—	—	—	—	—	12
Total		29	—	9	—	9	31,0	38

Figure 24.XXII

Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



II. Comité des personnes disparues à Chypre

- 24.124 Le Comité des personnes disparues à Chypre a été créé en 1981 aux termes d'un accord entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque conclu sous auspices de l'ONU. Il est composé de deux représentants nommés par les dirigeants de chacune des deux communautés chypriotes et d'un troisième membre (représentant(e) de l'ONU) proposé par le Comité international de la Croix-Rouge et nommé par le Secrétaire général.
- 24.125 L'objectif général du Comité est de faire la lumière sur le sort des 2 002 personnes portées disparues après les affrontements intercommunautaires (1963-1964) et les événements de juillet 1974. À la suite d'un accord conclu par les dirigeants des deux communautés chypriotes, le Comité s'est également vu confier en 2006 la tâche d'enquêter sur les lieux de sépulture et d'assurer l'exhumation et l'identification des dépouilles des personnes disparues ainsi que leur restitution à leurs familles partout dans l'île pour que celles-ci puissent les enterrer de façon digne. À la fin de janvier 2024, le Comité avait exhumé 1 202 personnes et identifié et restitué à leurs familles les dépouilles de 1 044 personnes, soit 52,1 % de toutes les personnes disparues à Chypre. Au fil du temps, il a intensifié ses efforts pour localiser davantage de sites funéraires en embauchant et en formant de nouveaux enquêteurs et en investissant dans des technologies modernes.
- 24.126 Le (la) représentant(e) de l'ONU joue un triple rôle au sein du Comité : a) médiation entre les deux membres chypriotes et leurs autorités respectives ; b) collecte de fonds pour le budget des opérations du Comité (3,2 millions d'euros en 2024) ; c) cogestion des opérations menées par le Comité. L'Organisation ne prend à sa charge que les frais du troisième membre du Comité, de son assistant(e) spécial(e) et de son assistant(e) administratif(ive) ainsi que les divers frais de fonctionnement de leur bureau. Les crédits prévus dans le projet de budget-programme pour 2025 reflètent la continuité des activités du Comité.
- 24.127 D'après les informations actuellement disponibles sur les lieux d'inhumation présumés, le projet devrait se poursuivre au même rythme pendant encore au moins quatre à cinq ans. On suppose que, même en cas de règlement du problème chypriote, la participation de l'ONU aux travaux du Comité devra probablement se poursuivre pendant plusieurs années encore.
- 24.128 Tandis que les opérations scientifiques et techniques du Comité sont financées dans le cadre d'un budget distinct (alimenté par les fonds collectés par le Comité et gérés par le Programme des Nations Unies pour le développement), le budget de l'ONU couvre les trois activités principales du bureau du troisième membre, telles que mentionnées précédemment.
- 24.129 En sa qualité de secrétariat du Comité, le bureau du troisième membre assure le suivi de l'application de toutes les décisions prises par le Comité et coordonne sur le plan pratique les activités menées dans le cadre du projet. Il rend compte au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix du Secrétariat de l'ONU. Il travaille également en étroite consultation avec le Représentant spécial du Secrétaire général à Chypre. Il assure le bon fonctionnement du volet bicommunautaire du projet du Comité, qui emploie une équipe de plus d'une centaine de scientifiques chypriotes grecs et turcs recrutés localement. Un groupe médico-légal international et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) font office de mécanisme de contrôle de la qualité pour les membres du personnel du laboratoire du Comité.
- 24.130 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 s'élèvent à 656 400 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport au budget approuvé pour 2024. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 24.34. Les ressources demandées au titre des autres dépenses de personnel concernent trois emplois de temporaire (autres que pour les réunions) [1 D-1, 1 P-4 et 1 G(AC)]. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 24.34

Comité des personnes disparues à Chypre : évolution des ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives)	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Changements		Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
				Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Autres dépenses de personnel	480,7	610,9	—	—	—	—	—	610,9
Dépenses de représentation	0,2	0,8	—	—	—	—	—	0,8
Voyages du personnel	9,9	13,7	—	—	1,4	1,4	10,2	15,1
Services contractuels	—	4,0	—	—	(0,4)	(0,4)	(10,0)	3,6
Frais généraux de fonctionnement	20,9	23,7	—	—	(1,0)	(1,0)	(4,2)	22,7
Fournitures et accessoires	2,2	2,3	—	—	—	—	—	2,3
Mobilier et matériel	1,4	1,0	—	—	—	—	—	1,0
Total	515,3	656,4	—	—	—	—	—	656,4

III. Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne

- 24.131 Par sa résolution [77/301](#), en date du 29 juin 2023, l'Assemblée générale a décidé de créer l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.
- 24.132 L'Institution indépendante a pour tâche de faire la lumière sur le sort de toutes les personnes disparues en République arabe syrienne et le lieu où elles se trouvent et d'apporter un soutien approprié aux victimes, aux survivants et aux familles des personnes disparues, en étroite coopération et en complémentarité avec tous les acteurs concernés.
- 24.133 Comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution [77/301](#), l'Institution indépendante garantit la participation et la représentation pleines et effectives des victimes, des survivants et des familles des personnes disparues en République arabe syrienne dans sa mise en place et ses travaux et consulte de façon régulière et systématique les organisations de femmes et d'autres organisations de la société civile. Elle suit une approche centrée sur les victimes et les survivants, est ouverte aux familles et a comme caractéristiques fondamentales et pour principes la prise en compte des questions de genre, la non-discrimination, le souci de « ne pas nuire », l'indépendance, l'impartialité, la transparence et la confidentialité des sources et des informations. Elle est également guidée par le principe de la présomption de vie, a comme normes opérationnelles la complémentarité, l'absence de doublons, la viabilité et l'accessibilité, et adopte une approche pluridisciplinaire dans le cadre de ses travaux.
- 24.134 En application de la résolution [77/301](#), le Secrétaire général a présenté, le 1^{er} décembre 2023, un rapport sur l'application de la résolution ([A/78/627](#)), dans lequel il a exposé les mesures qui avaient été prises et celles qu'il était envisagé de prendre en vue du démarrage, de la mise en place et du plein fonctionnement de l'Institution indépendante, et donné des informations sur le processus d'élaboration du mandat de l'Institution. Compte tenu des principes énoncés dans le mandat, c'est Genève qui a été choisie comme siège de l'Institution.
- 24.135 La mise en place de l'Institution indépendante se fait de manière progressive : les effectifs initiaux prévus pour 2024 visent à permettre l'exécution des premières fonctions de base de l'Institution à compter du 1^{er} avril 2024 ; les effectifs seront élargis en 2025 afin que l'Institution dispose du nombre de postes nécessaires, à la classe voulue, pour s'acquitter pleinement de son mandat.
- 24.136 L'Institution indépendante emploie les méthodes de travail suivantes :
- Sur la base d'une approche centrée sur les victimes et les survivants, fondée sur les droits et pleinement accessible aux familles, l'Institution indépendante adopte et met en œuvre des procédures, des politiques et des protocoles faciles à comprendre et conformes aux meilleures pratiques, qui tiennent compte des questions de genre et respectent le principe consistant à « ne pas nuire », afin de s'acquitter de son mandat ;
 - L'Institution indépendante élabore un ensemble de politiques et de procédures décrivant spécifiquement les objectifs et les modalités de la collaboration avec les victimes, les survivants et les familles et de leur participation aux activités de l'Institution ;
 - L'Institution indépendante s'attache à concevoir et à mettre en œuvre une stratégie globale de communication visant à fournir aux personnes potentiellement visées par son mandat, à leurs familles et aux autres acteurs intéressés des informations sur ses travaux, ses activités et les progrès accomplis dans l'exécution de son mandat. Cette stratégie comprend un volet spécialement consacré aux victimes, aux survivants et aux familles ;
 - L'Institution indépendante adopte des procédures lui permettant de réviser ses méthodes de travail au fil du temps, à la lumière de l'expérience acquise et des perspectives des personnes concernées par ses travaux ;

- e) L'Institution indépendante prend les mesures qui s'imposent pour respecter et faire respecter la vie privée et les intérêts des victimes, des survivants et des familles, ainsi que la confidentialité des informations relatives à leur situation personnelle, notamment leur âge, leur sexe, leur genre et leur état de santé ;
- f) L'Institution indépendante élabore une politique visant spécifiquement à garantir la pleine intégration dans ses travaux d'approches axées sur la protection en matière de santé mentale et de soutien psychosocial, y compris pour son personnel ;
- g) L'Institution indépendante adopte des procédures et des méthodes de travail aux fins de la mise en place d'un mécanisme de protection des victimes, des survivants et des familles, l'objectif étant d'assurer une protection et un soutien appropriés à ces personnes ainsi qu'à toute autre personne qui coopère avec l'Institution ;
- h) L'Institution indépendante veille à ce que ses méthodes de travail concilient de manière adéquate la nécessité de permettre aux familles d'accéder aux informations et données pertinentes concernant leurs proches et le respect des principes de confidentialité, de protection, de respect de la vie privée, et de sûreté et de sécurité des données et des informations, tout en assurant une coopération efficace avec les autres acteurs concernés.

24.137 Pour exécuter son mandat, l'Institution indépendante sera composée des unités administratives suivantes :

- a) **Bureau exécutif.** Le Bureau exécutif, dirigé par le (la) Chef de l'Institution indépendante, aura pour rôle de fournir à l'Institution des orientations générales en matière de stratégie, de direction et de gestion. Il sera chargé d'approuver, de mettre en œuvre et d'évaluer les politiques, les procédures, les méthodes de travail et les activités de l'Institution. Plus précisément, il supervisera la gestion de la Section des recherches et de l'analyse des données, de la Section de la participation des victimes et de leur accompagnement et de la Section des services administratifs, et leur fournira des orientations stratégiques. Il assurera la direction et la supervision d'ensemble des sections responsables de la bonne exécution du mandat, veillera à ce que les victimes, les survivants et les familles soient pleinement et véritablement associés et représentés et consultera les organisations de femmes et d'autres organisations de la société civile. Il coopérera également avec le Conseil consultatif, composé d'experts indépendants syriens et internationaux, y compris des représentants des victimes, des survivants et des familles, au sujet de ses programmes et de ses opérations. Il entretiendra des relations avec les autorités et tous les acteurs concernés, notamment les organismes internationaux spécialisés, les autres entités des Nations Unies, les organisations internationales, les institutions régionales et nationales, les associations de victimes, de survivants et de familles, les organisations non gouvernementales et le secteur privé. En outre, il supervisera la conclusion d'accords avec les États Membres, les entités des Nations Unies, les organisations internationales et d'autres entités afin d'assurer leur coopération avec l'Institution ;
- b) **Section des recherches et de l'analyse des données.** La Section des recherches et de l'analyse des données contribuera à la formulation et à la mise en œuvre d'une stratégie concordant avec les objectifs stratégiques de l'Institution indépendante. Elle sera chargée d'élaborer et d'exécuter un plan de recherche complet, en collaborant étroitement avec les différentes parties prenantes, en particulier les familles, et en mettant à profit les technologies de pointe. Elle travaillera activement à recenser les entités possédant des renseignements sur les personnes disparues en République arabe syrienne et les entités qui disposent de capacités uniques en matière de technologie et de récupération d'informations concernant les cas de victimes, de survivants et de personnes disparues. Elle procédera à une analyse structurelle et contextuelle des données et des renseignements, en consultant les principaux partenaires, y compris les victimes, les survivants et les familles, afin d'éclairer le plan de recherche de l'Institution. Elle interviendra en faveur de la libération des personnes détenues arbitrairement et coordonnera la restitution des dépouilles aux familles. En tant que gardienne des connaissances institutionnelles, elle sera chargée de la collecte, de la préservation, de la sécurisation, de

l'archivage et de l'accessibilité de toutes les informations pertinentes relevant du mandat de l'Institution. Elle appuiera également la Section de la participation des victimes et de leur accompagnement en menant des activités de recherche individuelle, de collecte de renseignements et de coordination avec les prestataires de services externes ;

- c) **Section de la participation des victimes et de leur accompagnement.** La Section de la participation des victimes et de leur accompagnement sera chargée de mettre en œuvre le volet accompagnement du mandat de l'Institution indépendante et d'assurer le concours effectif des victimes, des survivants et des familles et de consulter les organisations de femmes et d'autres organisations de la société civile dans son fonctionnement au jour le jour. La participation des victimes sera un principe transversal à l'ensemble de l'Institution, y compris au Bureau exécutif et à la Section des recherches et de l'analyse des données, mais le personnel de la Section de la participation des victimes et de leur accompagnement sera le principal interlocuteur des familles des disparus et sera responsable au premier chef de recevoir et d'enregistrer les dossiers. La Section de la participation des victimes et de leur accompagnement aura pour tâche d'appuyer la Section des recherches et de l'analyse des données en aiguillant les familles vers cette dernière et en encadrant les interactions afin que chaque personne soit traitée avec égard et dans le respect des sensibilités culturelles. Elle collaborera avec le (la) défenseur(euse) des victimes au sein du Bureau exécutif afin d'obtenir des conseils, qu'elle appliquera pour veiller à ce que tous les programmes tiennent compte des droits et des besoins des familles. Elle gèrera et entretiendra un réseau d'aiguillage vers lequel elle dirigera les familles, en mettant régulièrement à jour les registres du réseau et en communiquant régulièrement avec ses membres. Elle offrira une aide juridique aux familles en relation avec l'Institution indépendante, notamment en les informant et en les aidant à obtenir les documents nécessaires. Le personnel de la Section s'occupera d'établir et d'entretenir des contacts entre l'Institution indépendante et les associations de familles et d'autres organisations de la société civile, notamment par l'intermédiaire du Conseil consultatif de l'Institution, de la plateforme d'organisations non gouvernementales, de moyens de participation ad hoc et d'activités d'information et de communication. La Section sera également chargée de la traduction et de l'interprétation de l'arabe vers l'anglais et vice versa, y compris pour les documents officiels, les rapports, les séances d'information, les réunions et les entretiens. La République arabe syrienne étant un pays arabophone, et l'Institution indépendante ayant pour mandat de suivre une approche centrée sur les victimes et les survivants, il sera essentiel que les documents, les rapports et les séances d'information soient disponibles en anglais et en arabe ;
- d) **Section des services administratifs.** La Section des services administratifs sera chargée de fournir des services d'appui administratif à l'Institution indépendante dans les domaines suivants : la gestion financière, y compris l'établissement des budgets et le suivi des dépenses ; la gestion des ressources humaines, y compris le recrutement et l'administration du personnel ; les services généraux, y compris les voyages, les achats et la logistique. En outre, elle jouera un rôle central dans le maintien d'un cadre solide en matière d'audit, de contrôle interne et de gestion des risques, le but étant de préserver l'intégrité et l'efficacité opérationnelle de l'Institution indépendante. En veillant à la séparation des tâches, comme le prévoit le Règlement financier de l'Organisation, la Section atténuera grandement les risques et renforcera les mécanismes de l'Institution en matière d'établissement des responsabilités. Ces pratiques permettront non seulement de protéger l'intégrité de l'Institution, mais aussi de garantir la bonne gestion de ses ressources, l'objectif principal étant que l'Institution s'acquitte de son mandat de la manière la plus efficace et la plus transparente qui soit ;
- e) **Conseil consultatif (non rémunéré).** L'Institution indépendante comprendra un conseil consultatif non rémunéré composé de neuf experts indépendants syriens et internationaux siégeant à titre personnel, notamment des représentants des victimes, des survivants et des familles, qui se réuniront régulièrement pour donner des avis et des conseils confidentiels au (à la) Chef concernant les programmes et les opérations de l'Institution.

24.138 Dans le cadre de son mandat consistant à faire la lumière sur le sort des personnes disparues et le lieu où elles se trouvent, l'Institution indépendante mènera une série d'activités en 2025 et fera notamment ce qui suit :

- a) identifier les acteurs qui détiennent ou pourraient détenir des informations ou des données pertinentes sur les personnes disparues en République arabe syrienne ou qui mènent des activités en rapport avec le mandat de l'Institution, en tenant dûment compte du type de données ou d'informations, des questions de genre et d'autres critères de ventilation, ainsi que des considérations liées à la protection ;
- b) concevoir un système de gestion des données et des informations permettant de réunir et de ventiler les données et les informations pertinentes, en veillant notamment à ce qu'elles soient enregistrées dans leur totalité et dans le respect du principe de consentement éclairé, de la vie privée et des intérêts liés à la confidentialité des personnes qui fournissent ces données et informations et, le cas échéant, des personnes auxquelles elles se rapportent ;
- c) mettre au point des systèmes et des procédures permettant de tenir compte des préoccupations en matière de protection ou de sécurité des personnes entrant en contact avec l'Institution indépendante et d'y répondre ;
- d) concevoir et mettre en œuvre les procédures et les garanties nécessaires pour éviter la réactivation du traumatisme et mettre en place des mécanismes permettant aux victimes, aux survivants et aux familles d'accéder facilement aux informations et aux données pertinentes ;
- e) mettre au point des procédures et des systèmes adaptés pour enregistrer les cas de disparition, qu'il s'agisse de cas nouveaux ou de cas déjà signalés à d'autres autorités ou institutions ;
- f) concevoir et mettre en œuvre, en coordination avec les acteurs concernés, en particulier les familles, un plan de recherche complet qui mette à profit toutes les technologies disponibles et aborde des éléments essentiels tels que la centralisation des données et des informations sur les personnes disparues, notamment la cartographie des charniers et les moyens de faire en sorte qu'ils soient recensés et préservés, la hiérarchisation des dossiers sur la base de critères objectifs et la mise au point de systèmes d'orientation permettant de tirer parti des capacités et des processus existants, en particulier en matière d'analyse scientifique ;
- g) conclure les accords de coopération nécessaires avec les acteurs concernés, notamment pour faciliter l'échange de données et d'informations et confier la mise en œuvre d'activités et de tâches spécifiques à d'autres entités, l'objectif étant de disposer de données complètes à l'appui de l'élaboration du plan de recherche de l'Institution indépendante ;
- h) procéder à une analyse structurelle et contextuelle des données et des informations, en consultation avec les partenaires concernés, notamment les victimes, les survivants et les familles, à l'appui de l'élaboration du plan de recherche de l'Institution indépendante ;
- i) adopter des procédures visant à rechercher les personnes disparues et à faire en sorte que celles dont il a été confirmé qu'elles étaient en vie puissent retrouver leurs familles, ce qui implique notamment de promouvoir et de faciliter la libération des personnes arbitrairement privées de liberté ;
- j) adopter toutes les mesures et procédures possibles pour mener à bien les activités d'identification des personnes disparues dont il a été établi qu'elles étaient décédées et pour faciliter la restitution rapide des dépouilles à leurs familles, lorsque cela est possible, y compris en orientant les familles vers les acteurs concernés ;
- k) concevoir des systèmes permettant d'assurer la préservation et l'archivage à long terme des données et informations pertinentes concernant les personnes disparues en République arabe syrienne, dans l'intérêt supérieur des victimes, des survivants et des familles, en tenant compte des intérêts des différentes parties et des pratiques exemplaires adoptées au niveau international, notamment pour ce qui est de garantir et de protéger comme il se doit l'intégrité des archives de l'Institution indépendante et des données et informations connexes.

- 24.139 Dans le cadre de son mandat consistant à apporter un soutien aux victimes, aux survivants et aux familles des personnes disparues, l'Institution indépendante mènera une série d'activités en 2025 et fera notamment ce qui suit :
- a) évaluer les besoins des familles, en étroite consultation avec elles, en particulier celles qui ont pris contact avec l'Institution indépendante ou lui ont signalé une disparition, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes concernées, notamment les organisations de la société civile ;
 - b) établir une cartographie de tous les acteurs internationaux et nationaux et analyser les formes de soutien qu'ils fournissent déjà afin d'en recenser les points forts et les lacunes, en veillant à la complémentarité des activités et à l'absence de doublons ;
 - c) concevoir, notamment avec la participation des familles, un système d'aiguillage vers les services de soutien fournis par les acteurs concernés qui soit efficace, pratique, accessible et transparent afin de garantir la complémentarité des activités ;
 - d) veiller à ce que les processus de cartographie susmentionnés éclairent les accords de coopération négociés avec les acteurs concernés afin que des dossiers puissent être transférés à d'autres organismes lorsque l'Institution indépendante n'est pas la mieux placée pour fournir le soutien requis ;
 - e) mettre en place des protocoles clairs concernant l'admissibilité aux différentes formes de soutien fournies par l'Institution indépendante ;
 - f) prendre les dispositions nécessaires pour apporter aux familles un soutien adapté, notamment un soutien psychosocial et juridique, et orienter les familles vers d'autres acteurs lorsqu'elles ont besoin de formes de soutien complémentaires ;
 - g) recenser les moyens disponibles pour aider les familles qui ont besoin de certains documents, tels qu'un certificat confirmant le statut de la personne disparue, notamment en coordination avec d'autres acteurs, en tenant compte de la mesure dans laquelle ces documents peuvent permettre aux familles d'exercer d'autres droits pertinents, comme les droits à l'éducation, au logement et à la propriété foncière et autre ;
 - h) organiser des réunions régulières avec les acteurs qui apportent un soutien aux familles afin d'améliorer la coopération et la coordination, d'éviter les doublons et les chevauchements d'activités et de connaître leurs vues sur la façon de promouvoir les pratiques exemplaires et de recenser et surmonter les difficultés opérationnelles.
- 24.140 Le Secrétaire général fait rapport tous les ans à l'Assemblée générale sur les activités de l'Institution indépendante, comme demandé dans la résolution [77/301](#). Ses rapports sont établis en consultation avec le (la) Chef de l'Institution.
- 24.141 Le (la) Chef de l'Institution indépendante veille à ce que des informations actualisées sur les activités menées par l'Institution soient régulièrement diffusées, en particulier auprès des familles, dans le cadre de sa stratégie de communication.
- 24.142 On trouvera dans les tableaux 24.35 à 24.37 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2025 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 24.35

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Changements				Total	Pourcentage	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Postes	–	2 200,2	3 409,6	2 266,7	–		5 676,3	258,0	7 876,5
Autres dépenses de personnel	–	–	–	498,2	–		498,2	–	498,2
Consultants	–	70,5	–	98,7	–		98,7	140,0	169,2
Voyages du personnel	–	72,8	–	253,0	–		253,0	347,5	325,8
Services contractuels	–	217,0	–	904,0	–		904,0	416,6	1 121,0
Frais généraux de fonctionnement	–	278,0	–	455,8	–		455,8	164,0	733,8
Fournitures et accessoires	–	1,8	–	9,2	–		9,2	511,1	11,0
Mobilier et matériel	–	22,4	(22,4)	220,1	–		197,7	882,6	220,1
Subventions et contributions	–	104,5	–	250,9	–		250,9	240,1	355,4
Total	–	2 967,2	3 387,2	4 956,6	–		8 343,8	281,2	11 311,0

^a L'Institution indépendante ayant démarré ses travaux en 2024, aucune dépense n'a été engagée en 2023.

Tableau 24.36

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2025

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2024	28	1 SSG, 1 D-1, 3 P-5, 7 P-4, 9 P-3, 4 P-2/1, 1 G(1°C) et 2 G(AC)
Création	23	3 P-4, 11 P-3, 4 P-2/1 et 5 G(AC)
Effectif proposé pour 2025	51	1 SSG, 1 D-1, 3 P-5, 10 P-4, 20 P-3, 8 P-2/1, 1 G(1°C) et 7 G(AC)

Tableau 24.37

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SSG	1		—		—	1
D-1	1		—		—	1
P-5	3		—		—	3
P-4	7		3		3	10
P-3	9		11		11	20
P-2/1	4		4		4	8
Total partiel	25		18		18	43

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

Catégorie et classe	Effectif approuvé pour 2024	Changements			Total	Effectif proposé pour 2025
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	1		—		—	1
G(AC)	2		5		5	7
Total partiel	3		5		5	8
Total	28		23		23	51

24.143 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 24.38 et la figure 24.XXIII.

24.144 Comme le montrent le tableau 24.38, les ressources proposées pour 2025 s'élèvent globalement à 11 311 000 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 8 343 800 dollars (281,2 %) par rapport au budget approuvé pour 2024. La variation entre dans les catégories Ajustements techniques et Nouveaux mandats et mandats élargis. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 24.38

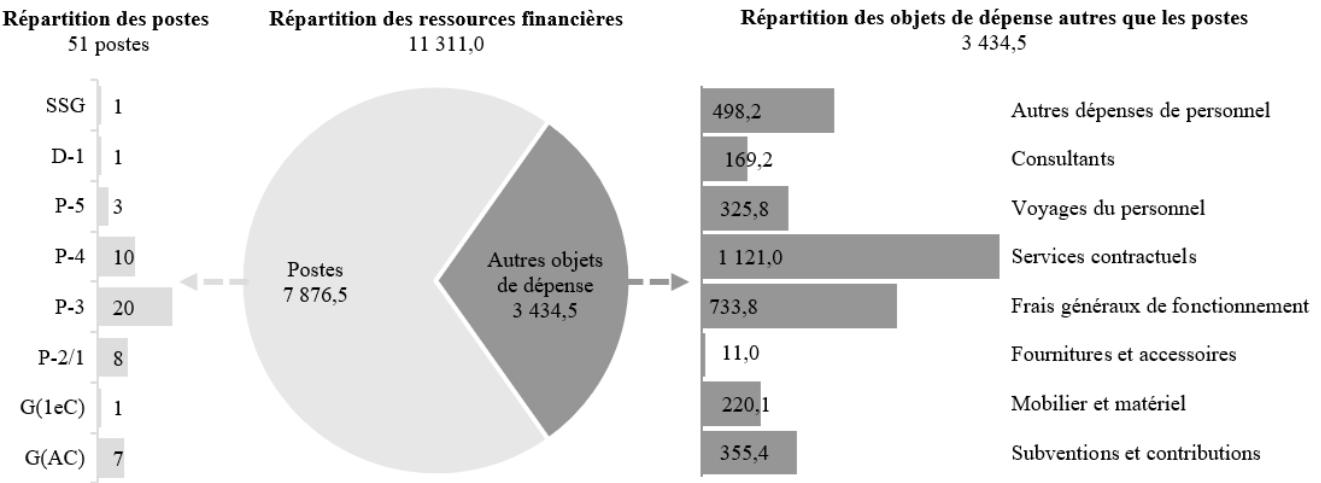
Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements						2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	
	2023 (dépenses effectives) ^a	2024 (ressources approuvées)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	–	2 200,2	3 409,6	2 266,7	–	5 676,3	258,0	7 876,5
Autres objets de dépense	–	767,0	(22,4)	2 689,9	–	2 667,5	347,8	3 434,5
Total	–	2 967,2	3 387,2	4 956,6	–	8 343,8	281,2	11 311,0
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		25	–	18	–	18	72,0	43
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	–	5	–	5	166,7	8
Total		28	–	23	–	23	82,1	51

^a L'Institution indépendante ayant démarré ses travaux en 2024, aucune dépense n'a été engagée en 2023.

Figure 24.XXIII
Répartition des ressources proposées pour 2025 (avant actualisation des coûts)
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Explications concernant les variations, par facteur

Récapitulatif des changements relatifs aux ressources

Ajustements techniques

24.145 Comme le montre le tableau 24.38, les changements entraînent une augmentation nette de 3 387 200 dollars. L'augmentation de 3 409 600 dollars demandée au titre des postes tient au fait que le taux de vacance convenu pour les postes existants a été appliqué aux 28 postes [1 SSG, 1 D-1, 3 P-5, 7 P-4, 9 P-3, 4 P-2, 1 G(1eC) et 2 G(AC)] qui avaient été créés en 2024 pour neuf mois, conformément à la résolution 78/273 de l'Assemblée générale, et pour lesquels un taux de vacance de 50 % avait été appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes. La diminution de 22 400 dollars demandée au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement de crédits afférents à l'achat de 28 téléphones portables qui avaient été approuvés pour 2024 et qui ne sont plus nécessaires en 2025.

Nouveaux mandats et mandats élargis

- 24.146 Comme le montre le tableau 24.38, les changements entraînent une augmentation de 4 956 600 dollars, l'Institution indépendante étant appelée à atteindre sa pleine capacité opérationnelle en 2025 ; cette augmentation s'explique comme suit :
- a) une augmentation de 2 266 700 dollars demandée au titre des postes, compte tenu de la création de 23 postes [3 P-4, 11 P-3, 4 P-2 et 5 G(AC)], pour lesquels un taux de vacance de 50 % serait appliqué conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes ;
 - b) une augmentation de 498 200 dollars proposée au titre des autres dépenses de personnel, qui permettrait de financer le recours à du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour les périodes de forte activité et le remplacement du personnel en congé parental ou en congé de maladie de longue durée ;
 - c) une augmentation de 98 700 dollars demandée au titre des consultants, qui permettrait de retenir les services de consultants appelés à exécuter les activités suivantes : établir et maintenir une solide présence en ligne et, à cet égard, lancer un site Web centré sur les utilisateurs et assurer une communication active sur les médias sociaux en s'appuyant sur des compétences pointues en communication numérique et sur des algorithmes propres à différentes plateformes

pour avoir le retentissement le plus large possible et favoriser les interactions ; créer des supports de communication spécialisés exigeant une expertise en conception graphique et en présentation visuelle afin de véhiculer des messages efficaces sur le mandat de l'Institution indépendante et les retombées de son action ; mettre en œuvre une infrastructure informatique sécurisée et efficace permettant de traiter des données sensibles dans le respect du principe consistant à « ne pas nuire » ;

- d) une augmentation de 253 000 dollars proposée au titre des voyages du personnel, qui permettrait de financer les voyages qu'effectueraient des membres du personnel au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Europe pour mener des entretiens, rencontrer des familles syriennes et recueillir des données auprès d'acteurs de la société civile, ainsi que les voyages que le (la) Chef de l'Institution indépendante effectuerait pour dialoguer avec des partenaires de la société civile et des États Membres ;
- e) une augmentation de 904 000 dollars prévue au titre des services contractuels, qui permettrait de couvrir les dépenses afférentes aux services suivants : les services de traitement des données à l'appui d'une gestion efficace et sécurisée des données opérationnelles ; les services d'information géospatiale et de criminalistique nécessaires pour que l'Institution indépendante ait accès à des analyses d'images satellitaires, à des données de localisation précises et à un appui criminalistique pour renforcer ses capacités d'enquête ; les services d'infrastructure numérique nécessaires à l'établissement et au maintien d'une présence complète sur le Web et au déploiement d'outils de gestion de projet basés sur le cloud ; les services d'interprétation requis lors des missions sur le terrain ; les formations techniques et linguistiques ; les services soumis à recouvrement des coûts facturés par l'Office des Nations Unies à Genève, qui est le principal prestataire de services de l'Institution (gestion de l'environnement de bureau et des postes de travail, applications, services d'hébergement, services professionnels en matière de données et d'analyse, services d'impression) ;
- f) une augmentation de 455 800 dollars demandée au titre des frais généraux de fonctionnement, qui permettrait de financer la location de locaux à l'Office des Nations Unies à Genève, la location de salles de réunion pour les réunions devant se tenir à l'Office et dans les missions, et les services soumis à recouvrement des coûts (ressources humaines, finances, achats, voyages, santé, abonnements téléphoniques mobiles, etc.) qui sont facturés par l'Office en sa qualité de principal prestataire de services ;
- g) une augmentation de 9 200 dollars proposée au titre des fournitures et accessoires, qui permettrait de financer les dépenses afférentes à des bibliothèques numériques spécialisées, à des abonnements et à des fournitures de bureau utiles dans le cadre des activités quotidiennes de l'Institution indépendante ;
- h) une augmentation de 220 100 dollars prévue au titre du mobilier et du matériel, qui couvrirait les dépenses suivantes : l'achat de 23 téléphones portables destinés aux personnes qui seront recrutées en 2025, l'objectif étant de renforcer la sécurité de l'information et de protéger le personnel contre les traumatismes secondaires ; l'achat de téléphones portables qui seront utilisés dans le cadre des enquêtes ; des dépenses non renouvelables afférentes à l'achat de systèmes de sécurité des bureaux et de matériel de destruction de documents et d'effacement sécurisé des données aux fins de la protection des activités opérationnelles et du renforcement des protocoles de sécurité ; l'achat de matériel de bureau tel que des coffres-forts et des casiers de données permettant de stocker des actifs sensibles de manière sécurisée et vérifiable ; une infrastructure sur site et du matériel permettant de traiter des données sensibles efficacement et en toute sécurité ; les licences de logiciels de gestion des documents, de sécurité des données, de connectivité à distance, d'analyse détaillée de données et de communication ; l'acquisition et le remplacement de matériel de bureautique ;
- i) une augmentation de 250 900 dollars demandée au titre des subventions et contributions, qui couvrirait les dépenses suivantes : le voyage qu'effectueraient les participants à une réunion de consultation devant se tenir dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour

renforcer la collaboration de l'Institution indépendante avec les acteurs de la société civile locale et veiller à ce que les informations recueillies sur le terrain soient intégrées dans les activités de l'Institution ; le voyage qu'effectueraient des participantes à une réunion consultative ciblée devant se tenir dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour favoriser la prise en compte des questions de genre dans les activités de l'Institution ; le voyage qu'effectueraient des victimes à Genève pour rencontrer des membres du personnel de l'Institution, dans le droit fil de l'approche centrée sur les victimes.

Autres éléments d'information

- 24.147 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, l'Institution indépendante incorporera des pratiques de durabilité environnementale dans ses activités. Elle donnera la priorité aux pratiques écologiquement viables dans ses opérations, notamment dans ses discussions avec les prestataires de services concernant ses locaux. Même si elle n'assure pas la gestion des bâtiments qu'elle occupe, elle promouvra activement la mise en place de systèmes de chauffage économes en énergie, l'installation de détecteurs de mouvements en vue d'une utilisation optimale de l'électricité et l'absence de produits chimiques susceptibles de nuire à la biodiversité environnante. Par ces discussions ciblées et ces décisions stratégiques, elle compte réduire son impact environnemental afin d'assurer une gestion responsable de l'environnement en dépit des difficultés afférentes à son contexte opérationnel.
- 24.148 On trouvera dans le tableau 24.39 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. L'Institution indépendante veillera à programmer les missions et autres déplacements suffisamment à l'avance pour atteindre la cible fixée. Elle compte également planifier les voyages au plus tôt et assurer un suivi régulier de manière à présenter les documents requis dans les délais impartis.

Tableau 24.39
Respect des délais
(En pourcentage)

	2021 (taux effectif)	2022 (taux effectif)	2023 (taux effectif)	2024 (taux prévu)	2025 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	–	–	–	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	–	–	–	100	100

Annexe I

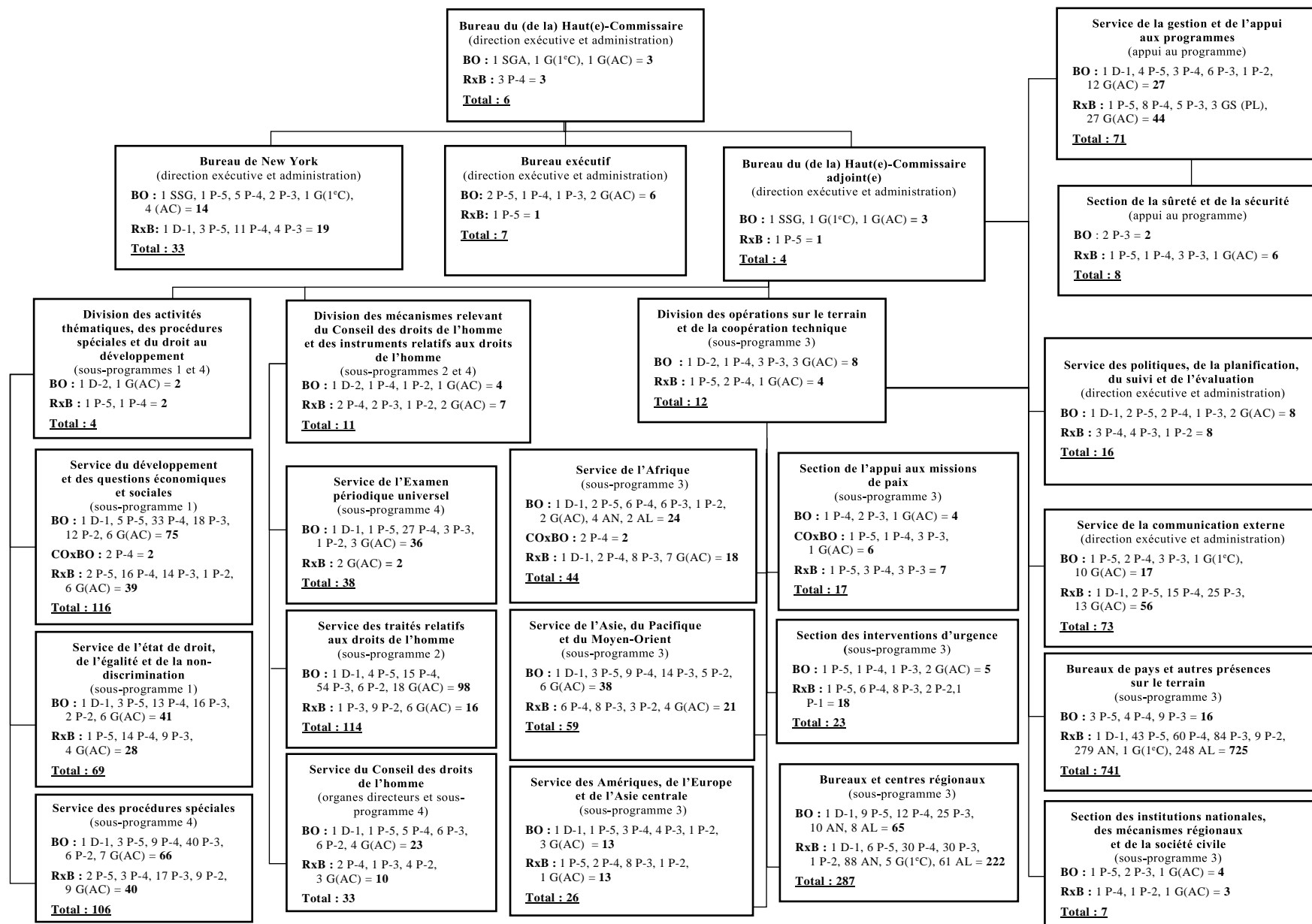
Organigramme et répartition des postes pour 2025

On trouvera ci-après deux organigrammes représentant la structure du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le premier montre la structure approuvée pour 2024 [voir [A/78/6 \(Sect. 24\)](#)] et le second la structure qui est proposée pour 2025.

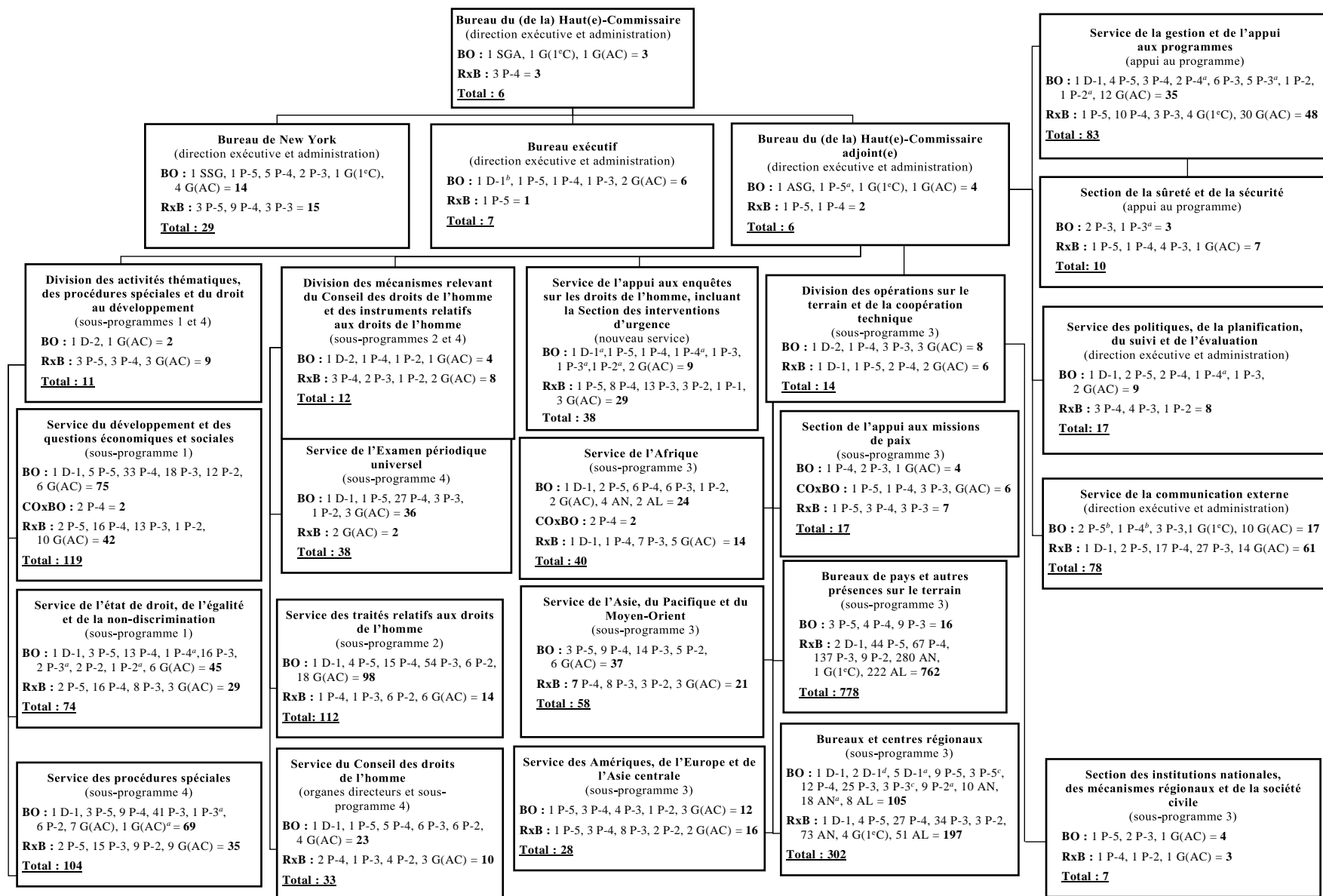
Justification des changements proposés

La création du service de l'appui aux enquêtes sur les droits de l'homme, auquel serait rattachée la Section des interventions d'urgence, permettrait de disposer de moyens spécialisés et d'appuyer, selon une démarche intégrée et cohérente, l'ensemble des activités d'enquête menées à l'appui du mandat du Haut-Commissaire. Le nouveau service centraliserait les capacités institutionnelles nécessaires pour orienter les travaux d'enquête sur les droits de l'homme et apporter au plus vite le soutien demandé.

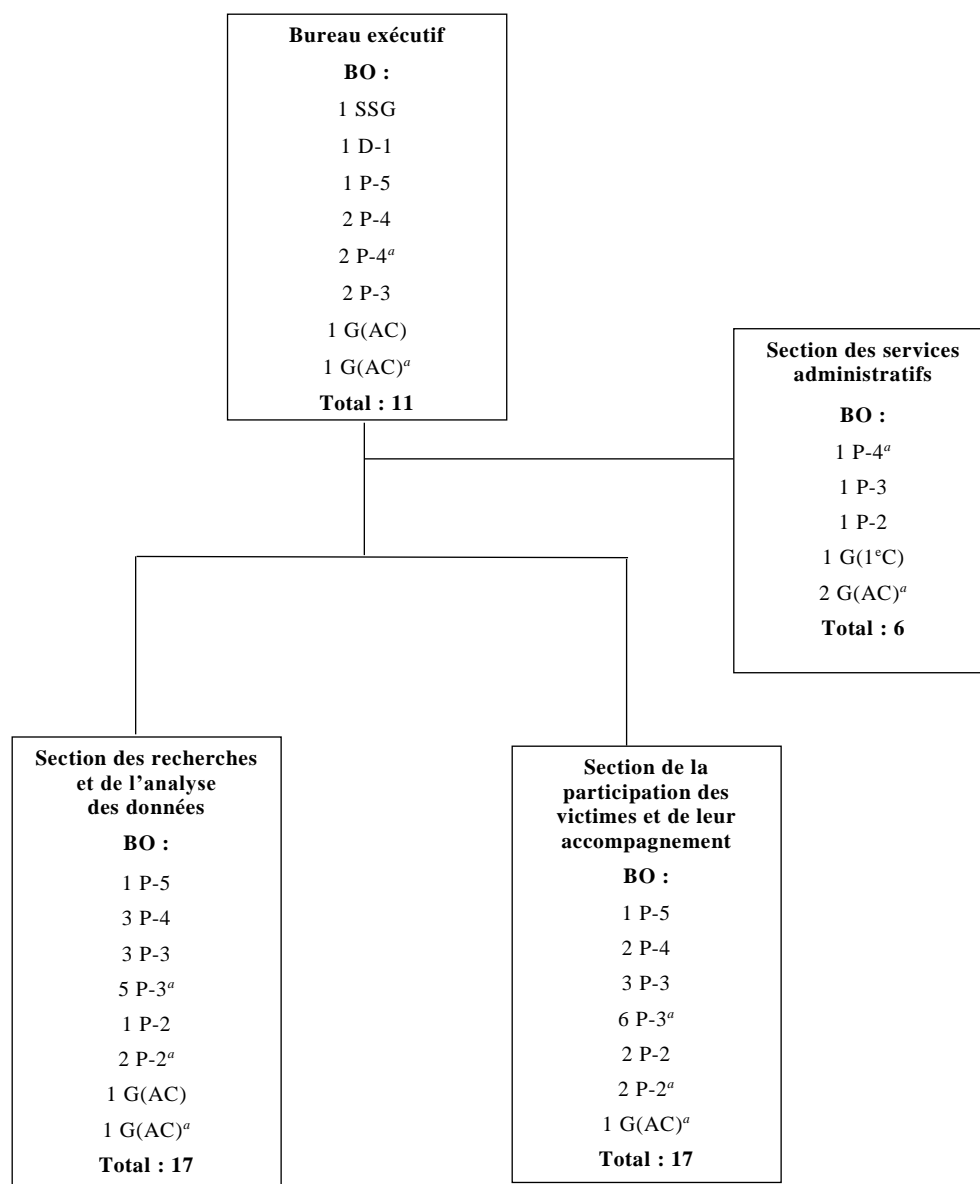
A. Organigramme et répartition des postes approuvés pour 2024



B. Organigramme et répartition des postes proposés pour 2025



C. Organigramme et répartition des postes pour 2025 : Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; COxBO = postes financés au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

^a Création.

^b Reclassement.

^c Transformation.

^d Transfert.

Annexe II

A. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

Composante/sous-programme	Postes	Classe	Description	Justification
Direction exécutive et administration	1	D-1	Reclassement de 1 poste de chef de cabinet	Autres changements : renforcement et intégration des fonctions du Bureau exécutif L'idée est que le Bureau exécutif couvre le siège du Haut-Commissariat situé à Genève et l'équipe d'appui à la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme établie au Bureau de New York. Cette nouvelle structure aurait pour effet d'élargir considérablement les fonctions de contrôle et de coordination du (de la) chef de cabinet, ce qui supposerait de reclasser de P-5 à D-1 le poste de chef de cabinet, dont le (la) titulaire serait amené(e) à exécuter des fonctions supplémentaires et à gérer les ressources permettant de mieux répondre aux besoins de la direction. En outre, étant donné qu'il conviendrait de disposer de moyens supplémentaires en matière de communication stratégique, il est proposé de reclasser un poste de rédacteur(trice) de discours de P-4 à P-5 ; en effet, les hauts responsables sont de plus en plus sollicités pour s'exprimer au sujet des activités de l'ONU en matière de promotion et de protection des droits humains.
	(1)	P-5	Reclassement de 1 poste de rédacteur(trice) de discours, qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe	
	1	P-5	Reclassement de 1 poste de rédacteur(trice) de discours, qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe	
	(1)	P-4	Reclassement de 1 poste de rédacteur(trice) de discours, qui deviendrait un poste de rédacteur(trice) de discours hors classe	Nouveaux mandats et mandats élargis : promotion de la diversité et de l'inclusion sur le lieu de travail Le (la) titulaire du poste sera notamment chargé(e) de veiller à la mise en œuvre du plan d'action stratégique visant à éradiquer le racisme et à promouvoir la dignité et au bon déroulement des travaux connexes au Haut-Commissariat. Il (elle) s'emploiera à enrichir les listes de réserve et à lutter contre les préjugés inconscients et se tiendra au fait des travaux de recherche dans ces domaines afin de contribuer à constituer un personnel en prise sur l'avenir et à rajeunir les effectifs.
	1	P-5	Création de 1 poste de spécialiste hors classe de la gestion de programme	
	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste de la gestion de programme	

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Sous-programme 1 Intégration des droits humains, droit au développement et recherche et analyse	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base Les titulaires des postes contribueront à l'exécution des mandats thématiques du Conseil des droits de l'homme en mettant à profit leurs compétences générales pour établir des lignes directrices, organiser des consultations, mener des études approfondies, élaborer des rapports standards, des rapports de groupes et des rapports sommaires et apporter un appui administratif et logistique dans le cadre de réunions et d'ateliers. Le renforcement proposé des effectifs de base a pour but de garantir un bon rapport coût-efficacité et de réaliser des gains d'efficacité en réduisant les chevauchements de fonctions et d'activités.
	2	P-3	Création de 2 postes de spécialiste des droits humains	
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	
Sous-programme 3 Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège	1	D-1	Création de 1 poste de chef de service (droits humains)	Nouveaux mandats et mandats élargis : rationalisation de l'appui aux enquêtes sur les droits de l'homme Les titulaires des postes œuvreront pour que les victimes de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits obtiennent justice et, à cette fin, ils mèneront des activités de surveillance, d'enquête et de collecte de preuves, coopéreront avec les gouvernements, participeront à l'information et à la sensibilisation du public et appuieront les mécanismes d'enquête indépendants des Nations Unies approuvés par le Conseil des droits de l'homme afin de contribuer plus efficacement à l'ouverture de procédures pénales aux niveaux national, régional et international. Ces effectifs supplémentaires favoriseront l'application cohérente et systématique de la démarche d'établissement des responsabilités en apportant un appui global aux travaux d'enquête de plus en plus nombreux et variés demandés par les États Membres.
	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	
	5	D-1	Création de 5 postes d'administrateur(trice) général(e) chargé(e) des droits humains	Nouveaux mandats et mandats élargis : exécution efficace des activités à l'aide des présences régionales Les titulaires des postes seront chargés des fonctions suivantes dans les présences régionales du Haut-Commissariat : contrôle et coordination ; appui en matière de stratégies et de programmes ; établissement de stratégies régionales, appui aux mécanismes et activités de suivi concernant les institutions nationales des droits humains et d'autres acteurs publics ; dialogue avec les partenaires régionaux et les parties prenantes ; coopération avec des acteurs extérieurs et partenariats ; gestion de programme ; appui administratif. Les besoins en matière de promotion et de protection des droits humains à l'échelle mondiale dépassent de loin les capacités d'intervention actuelles du Haut-Commissariat.
	2	D-1	Transfert de 2 postes de chef de service (droits humains)	
	3	P-5	Transformation de 3 postes de spécialiste hors classe des droits humains	
	3	P-3	Transformation de 3 postes de spécialiste des droits humains	
	9	P-2	Création de 9 postes de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	
	6	AN	Création de 6 postes de spécialiste des droits humains	

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

Composante/sous-programme	Postes	Classe	Description	Justification
Sous-programme 4 Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes et mécanismes subsidiaires	6	AN	Création de 6 postes de fonctionnaire d'administration	Il est notamment proposé de transférer deux postes de chef de service (droits humains) (D-1) du siège à Bangkok et à Panama et de transformer trois postes de spécialiste hors classe des droits humains (P-5) et trois postes de spécialiste des droits humains (P-3), précédemment financés au moyen de ressources extrabudgétaires, dans les présences régionales du Haut-Commissariat à Addis-Abeba, à Beyrouth et à Pretoria.
	6	AN	Création de 6 postes de spécialiste de la gestion de programme	Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement de la gestion et de l'évaluation des programmes Les titulaires des six postes d'administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national contribueront à la mise en œuvre des programmes des mécanismes de protection des droits humains, à la mobilisation aux niveaux régional et national, à l'exécution de travaux thématiques, ainsi qu'aux activités de gestion, d'administration et de communication afférentes à l'ensemble des opérations mondiales.
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base Le (la) titulaire du poste contribuera à l'exécution des mandats thématiques du Conseil des droits de l'homme en mettant à profit ses compétences générales pour établir des lignes directrices, organiser des consultations, mener des études approfondies, élaborer des rapports standards, des rapports de groupes et des rapports sommaires et apporter un appui administratif et logistique dans le cadre de réunions et d'ateliers. Le renforcement proposé des effectifs de base a pour but de garantir un bon rapport coût-efficacité et de réaliser des gains d'efficience en réduisant les chevauchements de fonctions et d'activités.
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) (gestion des programmes)	
Appui au programme	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste des finances	Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (finances) Le (la) titulaire du poste contribuera à l'établissement et à l'exécution du budget et à la communication de l'information y relative à l'intention de la direction pour tous les comptes afférents à la dotation provenant du budget ordinaire du Haut-Commissariat, y compris ceux afférents aux mandats approuvés par le Conseil des droits de l'homme, et apportera son concours à la tenue des consultations connexes qui seront menées auprès des organes intergouvernementaux.
	1	P-4	Création de 1 poste d'informaticien(ne)	Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (gestion de l'information et informatique) Le (la) titulaire du poste apportera un appui informatique aux présences régionales et sur le terrain et participera à la mise au point d'applications pour l'Examen périodique universel, les organes conventionnels et les mécanismes d'enquête.

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	2	P-3	Création de 2 postes de fonctionnaire d'administration	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (administration)</p> <p>Le (la) titulaire du poste veillera à ce que les initiatives relatives au progiciel de gestion intégré concordent avec les objectifs institutionnels et les activités de supervision stratégique, de gestion des risques et de suivi de la performance du système et des utilisateurs, et gèrera les immobilisations corporelles du Haut-Commissariat.</p>
	2	P-3	Création de 2 postes de spécialiste des ressources humaines	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (ressources humaines)</p> <p>Le (la) titulaire du poste fournira au personnel une assistance juridique, notamment en matière de déontologie et de discipline, établira un plan de gestion prévisionnelle des effectifs pour déterminer les besoins actuels et futurs en personnel et assurera un suivi des indicateurs clés de performance ayant trait aux ressources humaines.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (gestion de l'information et informatique)</p> <p>Le (la) titulaire du poste apportera un appui informatique aux présences régionales et sur le terrain et participera à la mise au point d'applications pour l'Examen périodique universel, les organes conventionnels et les mécanismes d'enquête.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste d'agent(e) de coordination de la sécurité	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (sûreté et sécurité)</p> <p>Le (la) titulaire du poste contribuera à la sécurité des missions de divers organes conventionnels du système de protection des droits de l'homme des Nations Unies et des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme.</p>
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste des finances et du budget (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis : renforcement des effectifs de base (finances)</p> <p>Le (la) titulaire du poste contribuera à l'établissement et à l'exécution du budget et à la communication de l'information y relative à l'intention de la direction pour tous les comptes du budget ordinaire du Haut-Commissariat, y compris ceux afférents aux mandats approuvés par le Conseil des droits de l'homme, et apportera son concours à la tenue des consultations connexes qui seront menées auprès des organes intergouvernementaux.</p>

B. Récapitulatif des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes concernant l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne

Entité	Postes	Classe	Description	Justification
Bureau exécutif	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	Nouveaux mandats et mandats élargis Le (la) spécialiste des droits humains fera office de conseiller(ère) pour les questions de genre et conseillera le (la) Chef, le (la) Chef adjointe(e) et le personnel de l'Institution indépendante en ce qui concerne la prise en compte des questions de genre dans tous les aspects des travaux de l'Institution.
	1	P-4	Création de 1 poste d'agent(e) de coordination de la sécurité	Nouveaux mandats et mandats élargis L'agent(e) de coordination de la sécurité sera chargé(e) de coordonner les mesures de sécurité et de donner des conseils et, à cet égard, il (elle) élaborera et mettra en œuvre un dispositif de sécurité global. Il (elle) recensera et promouvra les meilleures pratiques en matière de sécurité, organisera des séances d'information sur les mesures de sécurité à l'intention du personnel, tiendra des séances d'information sur la situation dans tel ou tel pays préalablement à tout voyage et veillera à la sécurité du personnel et des activités de l'Institution indépendante pendant les missions, en accompagnant les membres du personnel sur le terrain, en cas de besoin. Il (elle) tiendra à jour le système d'information sur la sécurité, qui centralise notamment les atteintes signalées à la sécurité, et veillera à ce que les membres du personnel concernés soient informés en temps utile. Il (elle) concevra et mettra en œuvre des programmes de sensibilisation à la sécurité de manière à renforcer le dispositif de sécurité global de l'Institution.
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) de secrétariat	Nouveaux mandats et mandats élargis L'assistant(e) de secrétariat épaulera le Bureau exécutif en exécutant un large éventail de tâches administratives et en veillant à la mise en œuvre des priorités du (de la) Chef adjoint(e) selon le calendrier fixé.
Section des recherches et de l'analyse des données	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	Nouveaux mandats et mandats élargis Le (la) spécialiste des droits humains sera essentiellement chargé(e) d'analyser les sources de données et collaborera avec l'enquêteur(trice) dans le cadre de la collecte d'informations. Il (elle) mènera des entretiens, procédera à des analyses contextuelles des faits et définira des axes d'investigation concernant des recherches individuelles et collectives. Il (elle) mettra au point des politiques, des méthodes et des protocoles ayant trait aux composantes du mandat relatives à la recherche des personnes disparues, notamment en ce qui concerne les entretiens, les priorités en matière de recherche, les critères de lancement des recherches et la protection des victimes et des témoins.

<i>Entité</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	1	P-3	Création de 1 poste d'analyste de données	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>L'analyste de données coordonnera, dirigera et mènera des travaux d'analyse en lien avec les objectifs de recherche de l'Institution indépendante, notamment des analyses contextuelles et des analyses portant sur des recherches individuelles. Il (elle) aidera à alimenter les systèmes analytiques et à définir les projets visant à mettre au point des produits analytiques de grande valeur en prenant appui sur l'infrastructure technique de l'Institution. Il (elle) contribuera aux travaux de recherche des personnes portées disparues et aidera à évaluer les recommandations faites aux victimes sur la base de modèles probabilistes.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des données	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste des données mettra en œuvre des solutions techniques dans les domaines suivants : automatisation des processus, intelligence artificielle appliquée aux activités d'enquête et d'analyse, conception et déploiement de modèles d'entraînement, et mise à l'essai de technologies de recherche innovantes en vue de leur intégration dans l'architecture institutionnelle, sur site et dans les systèmes de type cloud. Sa mission principale sera de mettre à profit l'intelligence artificielle pour accroître les capacités de l'Institution indépendante. Sa mission secondaire sera d'utiliser les nouvelles technologies pour que les données jusqu'ici inaccessibles soient de plus en plus faciles à trouver dans le cadre des activités de recherche de l'Institution.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Grâce à ses connaissances pointues dans le domaine de l'analyse géospatiale, le (la) spécialiste de la gestion de l'information rendra opérationnelles les modalités d'enquête et d'analyse pour tous les types de données. Il (elle) concevra et exécutera des activités de recherche, élaborera, documents à l'appui, des programmes techniques sophistiqués de traitement de l'information, concevra des protocoles d'examen et donnera des formations à leur utilisation et, au besoin, prêter son concours aux activités de collecte de données.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des systèmes informatiques	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste des systèmes informatiques veillera au bon fonctionnement des systèmes informatiques conçus sur mesure dont l'Institution indépendante a besoin pour s'acquitter de son mandat. À ce titre, il (elle) recensera les besoins, mènera à bien des projets et communiquera avec un large éventail d'intervenants. Il (elle) veillera, en collaboration avec le Comité d'étude de l'architecture, à la conformité des logiciels avec les normes de l'Institution et coordonnera l'acquisition des logiciels et le renouvellement des</p>

Titre VI Droits humains et affaires humanitaires

Entité	Postes	Classe	Description	Justification
Section de la participation des victimes et de leur accompagnement	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste de la gestion de l'information (adjoint(e) de 1^{re} classe)	<p>licences en recourant à différentes procédures d'achat. Il (elle) tiendra à jour l'inventaire des actifs, coordonnera les demandes d'accès et exécutera des tâches de niveau 1 et des opérations de sécurité informatique, en fonction des directives reçues.</p> <p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste de la gestion de l'information (adjoint(e) de 1^{re} classe) aidera à rendre opérationnelles les modalités d'enquête et d'analyse pour tous les types de données et participera aux activités de recherche. Il (elle) exécutera des programmes techniques de traitement de l'information, concevra des protocoles d'examen et donnera des formations à leur utilisation et, au besoin, prêtera son concours aux activités de collecte de données. Il (elle) proposera et mènera à bien des activités de collecte.</p>
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) sera essentiellement chargé(e) de mettre en œuvre les priorités opérationnelles définies par l'enquêteur(trice) et le (la) spécialiste des droits humains (P-3), notamment en ce qui concerne les analyses des sources, les analyses contextuelles, les recherches individuelles et collectives ainsi que les activités de collecte d'informations, y compris les entretiens. Il (elle) gèrera et actualisera les systèmes analytiques et établira des produits d'analyse à l'appui des activités d'enquête, et contribuera à l'élaboration de politiques, de méthodes et de protocoles en lien avec les composantes du mandat relatives à la recherche des personnes disparues.</p>
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) aux programmes	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>L'assistant(e) aux programmes participera à la mise en œuvre des plans de travail, à la gestion des projets et des contrats, à la planification des activités et à la fourniture d'un appui technologique et contribuera à répondre aux besoins de la Section en matière de documentation et de développement des connaissances.</p>
	3	P-3	Création de 3 postes de spécialiste des droits humains	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Les spécialistes des droits humains mèneront des activités d'information et de sensibilisation auprès des communautés de victimes et de personnes rescapées, de la société civile et d'autres partenaires compétents, comme les entités des Nations Unies et les missions diplomatiques présentes en Jordanie, au Liban et en Türkiye, un(e) spécialiste des droits humains étant déployé(e) dans chacun de ces pays. Ils aideront les victimes et les familles à enregistrer les cas de disparition. Ils échangeront avec les familles des personnes disparues pour évaluer leurs besoins et les tenir régulièrement informées de l'évolution de leur dossier. Ils analyseront les besoins propres à</p>

Entité	Postes	Classe	Description	Justification
				tel ou tel lieu et chercheront des prestataires de services compétents et des services d'aiguillage efficaces. Ils faciliteront au besoin les interactions entre les victimes et personnes rescapées dans le pays relevant de leurs attributions et les membres du personnel compétents de l'Institution indépendante, et ils effectueront des missions et des visites sur le terrain afin de communiquer avec les victimes, les survivants et les acteurs de la société civile aux quatre coins du pays.
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste des droits humains concentrera son action sur la protection des victimes. S'inspirant des meilleures pratiques en vigueur, il (elle) formulera des stratégies d'accompagnement à court et à long terme et mettra au point une politique de protection des victimes qui tiendra compte des questions de genre et permettra de repérer et d'atténuer les préjudices que pourraient subir les membres des familles et d'autres personnes en raison de leurs interactions avec l'Institution. Il (elle) s'attachera à répondre aux besoins de protection de chaque victime, veillera à l'intégrité et à l'exactitude des dossiers et contribuera à l'établissement de supports de communication relatifs à la protection des victimes, compte étant dûment tenu des attentes de ces dernières.</p>
	1	P-3	Création de 1 poste de psychologue	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) psychologue établira des lignes directrices relatives aux interactions de l'Institution indépendante avec les victimes, qui tiendront dûment compte des traumatismes, des spécificités culturelles, des questions de genre et de l'âge des personnes. Il (elle) concevra et mènera des évaluations et des interventions individuelles et collectives destinées à protéger la santé mentale des victimes lors de leurs interactions avec l'Institution et suivra, à cet égard, une approche porteuse de changement et centrée sur les victimes. Il (elle) recensera les lacunes dans la prestation de services d'appui en matière de santé mentale et formulera des recommandations pour y remédier. Il (elle) veillera à ce que les membres du personnel de l'Institution soient informés des services d'appui en matière de santé mentale destinés au personnel des Nations Unies et puissent en bénéficier.</p>

<i>Entité</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	1	P-3	Création de 1 poste de juriste	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) juriste aura pour mission de concevoir et d'exécuter des activités d'appui juridique utiles aux victimes, aux survivants et aux familles de personnes disparues dans leurs pays de résidence, et de mettre en place des activités de sensibilisation juridique adaptées aux spécificités culturelles et géographiques afin d'accompagner les victimes et les membres des familles concernées dans le cadre de leurs démarches juridiques. En collaboration avec le (la) spécialiste des droits humains, qui agira à titre de conseiller(ère) pour les questions de genre, le (la) juriste veillera à ce que les mesures d'assistance juridique tiennent compte des questions de genre et des conséquences juridiques différenciées selon le genre. Il (elle) collaborera étroitement avec le (la) juriste du Bureau exécutif afin d'harmoniser les travaux relatifs aux cadres juridiques et aux normes applicables.</p>
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) spécialiste des droits humains (adjoint(e) de 1^{re} classe) aidera à mettre en œuvre des plans de collecte et d'enregistrement de l'information en veillant à la prise en compte des questions de genre dans les activités et les résultats et en recourant à des outils de collecte et de traitement des données. Il (elle) s'entretiendra avec les familles des personnes disparues et d'autres victimes en République arabe syrienne pour évaluer leurs besoins et les tenir régulièrement informées de l'évolution de leur dossier. Il (elle) contribuera également à élaborer des plans de protection des victimes et à répertorier des services d'aiguillage efficaces.</p>
	1	P-2	Création de 1 poste de traducteur(trice) de langue arabe (adjoint(e) de 1^{re} classe)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>Le (la) traducteur(trice) (adjoint(e) de 1^{re} classe) participera à la gestion des services d'appui linguistique et se chargera de la traduction et de l'interprétation de l'arabe vers l'anglais et vice versa. Dans le cadre de ses fonctions, il (elle) apportera son concours à la participation et à la représentation effectives des victimes, des survivants et des familles des personnes disparues en République arabe syrienne dans la mise en place et les travaux de l'Institution indépendante.</p>
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) aux programmes	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis</p> <p>L'assistant(e) aux programmes aura pour mission de répondre aux besoins opérationnels de la Section. Il lui incombera notamment d'organiser des activités d'information et de sensibilisation non seulement avec les victimes, les survivants et leurs familles, mais aussi avec des organisations de la société civile et des partenaires concernés, par exemple des entités des Nations Unies. Il (elle) participera à l'enregistrement des cas de disparition ainsi qu'à la conservation et à la vérification des dossiers. Il (elle) entretiendra des</p>

<i>Entité</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Section des services administratifs	1	P-4	Création de 1 poste de fonctionnaire d'administration	<p>échanges réguliers et respectueux avec les victimes et leurs familles afin de les tenir informées de l'évolution de leur dossier.</p> <p>Nouveaux mandats et mandats élargis Le (la) fonctionnaire d'administration exercera les fonctions de chef de la Section des services administratifs et donnera à la haute direction des conseils sur un large éventail de questions touchant aux services administratifs. Il (elle) coordonnera les fonctions afférentes au budget-programme, aux rapports d'exécution et aux ressources humaines de l'Institution indépendante et, à ce titre, veillera à ce que toutes les initiatives soient conformes aux procédures et aux normes opérationnelles. En sa qualité de spécialiste des finances, il (elle) guidera la planification stratégique des activités et des ressources et sera la personne référente pour les questions d'audit. Il lui incombera en outre de gérer le personnel de la Section des services administratifs et de mettre en œuvre et de superviser les contrôles internes et les cadres de gestion globale des risques de l'Institution indépendante.</p>
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) (budget et finances)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis L'assistant(e) (budget et finances) participera à l'établissement des projets de budget, suivra l'exécution du budget et consultera le prestataire de services de l'Office des Nations Unies à Genève chargé du traitement des opérations financières. Il (elle) jouera également un rôle crucial en veillant au respect des politiques et procédures financières, en facilitant l'analyse financière et la communication de l'information et en contribuant à la gestion financière et à l'application du principe de responsabilité dans la Section.</p>
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) administratif(ive)	<p>Nouveaux mandats et mandats élargis L'assistant(e) administratif(ive) appuiera un large éventail de fonctions administratives dans la Section. Il (elle) aidera à définir les besoins de l'Institution indépendante en matière d'achat et à établir les bons de commande relatifs aux achats de faible valeur. Il (elle) jouera un rôle crucial dans les opérations logistiques et contribuera de façon déterminante aux missions sur le terrain, à l'organisation d'ateliers et à la gestion des préparatifs relatifs aux voyages des participants et des parties prenantes. Il (elle) contribuera également à l'amélioration des contrôles internes de la Section et à la mise en œuvre des cadres de gestion globale des risques.</p>

Abréviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Annexe III
Ressources financières et postes : vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Budget ordinaire ^a			Quotes-parts hors budget ordinaire ^b			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2024 (crédits ouverts)	2025 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2024 (estimations)	2025 (prévisions)	Variation	2024 (estimations)	2025 (prévisions)	Variation	2024 (estimations)	2025 (prévisions)	Variation
Ressources financières												
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	192 522,4	229 104,0	36 581,6	2 452,6	2 503,3	50,7	280 010,1	294 010,6	14 000,4	474 985,1	525 617,9	50 632,7
Comité des personnes disparues à Chypre	656,4	656,4	—	—	—	—	—	—	—	656,4	656,4	—
Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne	2 967,2	11 311,0	8 343,8	—	—	—	—	—	—	2 967,2	11 311,0	8 343,8
Total	196 146,0	241 071,4	44 925,4	2 452,6	2 503,3	50,7	280 010,1	294 010,6	14 000,4	478 608,7	537 585,3	58 976,5
Postes												
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	602 ^a	661 ^a	59	10 ^b	10 ^b	—	1 280	1 348	68	1 892 ^{a, b}	2 019 ^{a, b}	127
Comité des personnes disparues à Chypre ^c	3 ^c	3 ^c	—	—	—	—	—	—	—	3 ^c	3 ^c	—
Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne	28	51	23	—	—	—	—	—	—	28	51	23
Total	633	715	82	10	10	—	1 280	1 348	68	1 923	2 073	150

^a Couvre 37 postes temporaires.

^b Couvre 2 emplois.

^c Couvre 3 emplois.